

Analyse Globale de la
Sécurité Alimentaire
et Nutritionnelle, et de
la Vulnérabilité
(AGSANV)

Madagascar



Données collectées en
Décembre 2012/Janvier
2013 dans le cadre de
l'Enquête Nationale de Suivi
des Objectifs du Millénaire
pour le
Développement



MADAGASCAR

ANALYSE GLOBALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, ET DE LA VULNERABILITE (AGSANV)

Septembre 2014

Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Cette étude a été effectuée avec le soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Les vues exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de ces donateurs.

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

Bureau de pays du PAM, Madagascar : Willem Van Milink, Directeur Représentant,
willem.vanmilink@wfp.org

Bureau de pays PAM, Madagascar: Maherisoa Rakotonirainy, VAM/M&E Officier,
maherisoa.rakotonirainy@wfp.org

Siège du PAM, Italie : John McHarris, Conseiller Principal de Programme,
john.mcharris@wfp.org

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: wfp.publications@wfp.org

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le résultat d'un processus de collaboration qui a débuté en juillet 2012 et n'aurait pas été possible sans la contribution de nombreuses personnes et organisations.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) remercie la Direction Générale et les départements techniques de l'Institut National de Statistique (INSTAT) de Madagascar pour son soutien.

L'analyse n'aurait jamais pu être entreprise sans la participation du:

- Bureau du PAM à Madagascar avec Maherisoa Rakotonirainy, Officier VAM et Hajaniaina Rambalo et Rijaso Rakotoarinoro, assistants VAM ;
- Bureau Régional du PAM à Johannesburg, République Sud-Africaine ;
- Siège du PAM à Rome, Italie ;
- Tous les membres de l'équipe ENSOMD2012-2013.

L'assistance technique lors des différentes étapes du processus a été fournie par Ferdinand Andriamahery Rasolonjatovo - Analyste Principal de l'INSTAT de Madagascar, Joao Manja, Veronica Rammala, Jan Michael du Bureau régional du PAM à Johannesburg, et de Joyce Luma, Astrid Mathiassen, Filippo Pompili, Souleika Abdillahi, Darryl Miller, Amit Wadhwa et Caroline Chaumont du siège du PAM à Rome.

Des remerciements spéciaux vont à Willem Van Milink, Directeur de Pays, et Naouar Labidi, Directeur de Pays Adjoint, du PAM à Madagascar.

Pour finir nous tenons à remercier la Fondation Bill et Melinda Gates qui a fourni les ressources supplémentaires nécessaires pour mener à bien l'analyse.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	2
ACRONYMES ET ABBREVIATIONS	7
RESUME EXECUTIF	8
1. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE.....	20
1.1 OBJECTIFS DE L'ANALYSE.....	20
1.2 METHODOLOGIE	20
1.3 LIMITES	21
2. ANALYSE DE LA SITUATION	22
2.1 CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE.....	22
2.2 CONTEXTE MACROECONOMIQUE.....	22
2.3 CATASTROPHES NATURELLES.....	25
2.4 PRINCIPAUX PROBLEMES DU PAYS	26
3. SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	28
3.1 PROPORTION DE PERSONNES EN INSECURITE ALIMENTAIRE	29
3.2 OU SONT LES PERSONNES EN INSECURITE ALIMENTAIRE?	30
3.3 EVOLUTION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DEPUIS 2005 ET 2010.....	32
3.4 SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE	35
3.5 SCORE DE DIVERSITE ALIMENTAIRE	37
4. SECTEUR AGRICOLE, DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET MARCHES	40
4.1 DESCRIPTION DU SECTEUR AGRICOLE	41
4.1.1 PRINCIPALES CULTURES.....	41
4.1.2 PRODUCTIVITE ET DIFFICULTES DE LA PRATIQUE AGRICOLE	42
4.1.3 SURFACES CULTIVEES	44
4.1.4 PRATIQUE DE L'ELEVAGE	45
4.1.5 REVENUS DES MENAGES AGRICOLES	47
4.1.6 DISPONIBILITE ALIMENTAIRE.....	48
5. LES MARCHES.....	51
5.1 STRUCTURE DES MARCHES	51
5.2 PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES.....	53
5.2. 1 TENDANCES DES PRIX ET SAISONNALITE	53
5.2.2 EVOLUTION DES PRIX DES DENREES PRINCIPALES DEPUIS 2005	54
5.3 INTEGRATION DES MARCHES.....	55
5.4 MENAGES ET LES MARCHES	57

5.4.1 PART DES ALIMENTS ACHETES SUR LES MARCHES.....	57
5.4.2 ACCESSIBILITE AUX MARCHES	59
6. CARACTERISTIQUES DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE, PAUVRETE ET VULNERABILITE.....	61
6.1 PAUVRETE, BIENS ET HABITAT	62
6.2 DEPENSES DES MENAGES	65
6.3 MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES	68
6.4 PRODUCTION AGRICOLE DES MENAGES	69
6.5 RATIO DE DEPENDANCE.....	71
6.6 INSECURITE ALIMENTAIRE ET NIVEAU D'EDUCATION.....	72
7. VULNERABILITE ET CHOCS	73
8. NUTRITION, SANTE, EAU ET ASSAINISSEMENT.....	77
8.1 STATUT NUTRITIONNEL DES ENFANTS	78
8.2 PRATIQUES D'ALIMENTATION DES NOURRISSONS ET DES JEUNES ENFANTS.....	79
8.3 SANTE DES ENFANTS	79
8.4 ACCES AUX SOINS DE SANTE.....	81
8.5 EAU ET ASSAINISSEMENT	82
9. CONCLUSIONS PRELIMINAIRES.....	84
10. ANNEXE	85
ANNEXE 1 – DISTRIBUTION DES GROUPES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE AU NIVEAU REGIONAL (2013)	85
ANNEXE 2 – EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES REGIONS.....	86

Liste de tableaux

Tableau 1: Evolution du Revenu National Brut et de Produit Intérieur Brut depuis 2002	23
Tableau 2: Evolution de l'insécurité alimentaire entre 2005 et 2013	29
Tableau 3: Prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau régional (2012).....	31
Tableau 4: Pourcentage des ménages cultivateurs et pourcentage de ménages ayant cultivé chaque type de produit selon la région.....	42
Tableau 5: Animaux possédés par les ménages	46
Tableau 6: Evolution (termes monétaire et réel) du revenu agricole moyen (en millier d'Ar.)	47
Tableau 7: Proportion des Kcal consommées qui viennent d'aliments achetés sur les marchés en 2012 ..	58
Tableau 8: Consommation annuelle par tête selon les régions.....	65
Tableau 9: Part de l'alimentation dans la consommation totale, selon les régions	67
Tableau 10: Pourcentage des ménages affectés par des chocs en 2010, par région	75
Tableau 11: Pourcentage des ménages affectés par les majeurs chocs en 2012, par région	76
Evolution de la production de riz au niveau des régions (2005-2012)	86

Evolution de la production de maïs au niveau des régions (2005-2012).....	87
Evolution de la production de manioc au niveau des régions (2005-2012)	87

Liste de graphiques

Graphique 1: Pourcentage des ménages avec une consommation kilo-calorique très pauvre en quantité ou extrêmement pauvre en qualité* (>85% d'énergie à partir d'aliments de base)	30
Graphique 2: Evolution de l'insécurité alimentaire entre 2005 et 2012 par milieu de résidence	33
Graphique 3: Evolution de l'insécurité alimentaire (2005, 2010 et 2012) au niveau régional.....	34
Graphique 4: Evolution du pourcentage des ménages avec un régime alimentaire pauvre en quantité	34
Graphique 5: Evolution du pourcentage des ménages avec un régime alimentaire pauvre en qualité	35
Graphique 6: Fréquence de consommation (jours) de groupes d'aliments	37
Graphique 7: Score de diversité alimentaire moyen par région (fin 2012, début 2013).....	38
Graphique 8: Fréquence moyenne de consommation de groupes spécifiques d'aliments par région.....	38
Graphique 9: Surface cultivée par ménages en 2013 (groupe Agriculture)	45
Graphique 10: Evolution de la production nationale de riz, maïs, manioc (2005-2012).....	49
Graphique 11: Importations commerciales de riz depuis 2005.....	49
Graphique 12: Evolution annuelle du prix du riz entre 2006 et 2012	53
Graphique 13: Evolution de l'indice des prix à la consommation base 2005	55
Graphique 14: Pourcentage de kilocalories consommées à partir de produits achetés (2005-2013)	58
Graphique 15: Evolution de la part d'énergie consommée venant de produits achetés, selon les régions	59
Graphique 16: Temps alloué pour rejoindre le marché pour vendre des produits agricoles (2012; rural)..	60
Graphique 17: Pourcentage des ménages habitant à moins d'une heure, entre une et trois heures et plus de trois heures des marchés selon les régions	60
Graphique 18: Evolution du taux de pauvreté au niveau régional (2005, 2010, 2012).....	63
Graphique 19: Evolution de l'insécurité alimentaire par quintile de pauvreté (2005,2010, 2013).....	64
Graphique 20: Consommation alimentaire en qualité et quantité selon les quintiles de richesse (2013) ..	64
Graphique 21 : Structure de la consommation selon les postes budgétaire des ménages.....	66
Graphique 22: Part de l'alimentation dans la consommation totale des ménages selon le niveau de pauvreté des ménages.....	68
Graphique 23: Distribution géographique des groupes de subsistance (2012)	68
Graphique 24: Insécurité alimentaire selon le groupe de subsistance (2012)	69
Graphique 25: Insécurité alimentaire selon le type d'agriculture pratiquée (2012).....	69
Graphique 26: Surface cultivée par ménages en 2013 (groupe Agriculture)	70
Graphique 27: Insécurité alimentaire selon la surface cultivée par les ménages (2012).....	70
Graphique 28 : Distribution du ratio de dépendance par région (2013).....	71
Graphique 29 : Insécurité alimentaire selon le ratio de dépendance (2013).....	71
Graphique 30: Pourcentage de ménages affectés par des majeurs chocs (2010 et 2012)	73
Pourcentage des ménages appartenant aux trois groupes de consommation alimentaire au niveau des régions (2013).....	85

Liste de cartes

Carte 1: Distribution régionale de l'insécurité alimentaire en 2012	32
Carte 2 : Prévalence des ménages avec un score de consommation alimentaire pauvre ou limite au niveau régional (décembre 2012, janvier 2013).....	36

ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

Ar	Ariary (monnaie nationale de Madagascar)
AGSANV	Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, et de la Vulnérabilité
ENSOMD	Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des OMD
EPM	Enquête périodique auprès des ménages
INSTAT	Institut National de Statistique
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONN	Office National de Nutrition
PAM	Programme alimentaire mondial
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population

RESUME EXECUTIF

CONTEXTE

Caractérisé par un niveau de pauvreté très élevé – environ 71,5 pour cent de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté et 52 pour cent vit en dessous du seuil de l'extrême pauvreté¹ – Madagascar est l'un des pays les moins développés au monde. En 2012, il se classait 151^{ème} sur 186 pays sur l'Index du développement humain.

Le pays subit de plein fouet les conséquences économiques et sociales d'une longue crise politique qui a gravement affecté l'économie du pays et contribué à l'appauvrissement des populations.

Avec l'arrivée d'un gouvernement élu en 2014, le pays semblerait maintenant sortir de l'impasse politique dans lequel il était depuis la prise de pouvoir anticonstitutionnelle de mars 2009. Cette crise politique a lourdement hypothéqué l'économie du pays. Depuis cette date, les principaux indicateurs économiques se sont considérablement dégradés. Ainsi, le taux de croissance du PIB est tombé de 5,6 pour cent pendant les cinq ans qui ont précédé la crise à 1,8 pour cent pendant les 3 ans qui ont suivis.²

Pendant la crise, les sanctions internationales imposées au pays avaient alors conduit à la suspension de l'aide au développement qui représentait 40 pour cent du budget de l'Etat et 75 pour cent des dépenses d'investissement public.³ La quasi-paralysie de l'administration publique a entraîné une réduction de la capacité institutionnelle et la détérioration de la couverture et la qualité des services sociaux. Les secteurs sociaux, les investissements et la maintenance des infrastructures ont été sévèrement affectés, amenuisant toutes perspectives de croissance et induisant la pauvreté.⁴

Avec la levée des sanctions et des restrictions à l'aide directe, l'aide extérieure va pouvoir reprendre mais il faudra plusieurs années avant qu'elle ne retrouve son niveau d'avant la crise.

L'agriculture est la base de l'économie malgache et contribue à près du tiers du PIB. Le secteur emploie environ 70 pour cent de la population qui en dépend entièrement ou en partie pour subsister. Le reste de l'économie repose sur le tourisme, la production de biens à faible valeur ajoutée et le secteur minier.

Les ménages pratiquent une agriculture de subsistance caractérisée par la faiblesse de ses rendements, le manque d'intrants, d'outillage, d'infrastructures et le recours à des techniques traditionnelles. Les performances agricoles médiocres, face à une croissance démographique de 2,9 pour cent par an, expliquent, pour une large part, la baisse persistante du revenu per capita.

Des chocs climatiques récurrents s'ajoutent aux difficultés de la population agricole. Entre 1980 et 2010, l'île a connu 35 cyclones et inondations, cinq périodes de sécheresse sévère et six épidémies. Chaque année, le pays connaît 3 à 4 cyclones. Les sécheresses sont courantes dans le sud. Les inondations font de gros dégâts accentués par la déforestation et les mauvaises pratiques d'utilisation des terres.

¹ Données de l'ENSOMD 2012-2013

² Données de la Banque mondiale

³ Vulnerability Assessment I, Interagency Working Group on Monitoring Vulnerability, 2009

⁴ Madagascar Economical and Political Update, World Bank, 2009

Depuis mars 2012, une importante invasion acridienne, déclarée urgence nationale, menace les moyens de subsistance de 13 millions de personnes.⁵

METHODOLOGIE

Les résultats de cette AGSANV sont basés sur les données de l'Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire (ENSOMD) menée entre décembre 2012 et janvier 2013 par l'Institut National de la Statistique (INSTAT).⁶ Les données ont été collectées auprès d'un échantillon de 16 920 ménages et sont représentatives au niveau national, régional et du milieu de résidence.

L'analyse de la sécurité alimentaire repose sur la combinaison de deux indicateurs :

- la proportion des ménages avec un régime quantitativement très pauvre qui ne répond pas à leurs besoins énergétiques (avec 300 Kcal de moins que les besoins requis par jour pour les adultes) ; et
- la proportion des ménages avec un régime qualitativement extrêmement pauvre (les kilocalories consommées viennent à plus de 85 pour cent des aliments de base – céréales ou féculents).

Les ménages avec un régime quantitativement très pauvre et qualitativement extrêmement pauvre sont en insécurité alimentaire.

Cette AGSANV offre une analyse unique de l'évolution de la sécurité alimentaire depuis 2005 grâce à la comparaison des résultats avec ceux des Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) de 2005 et 2010.

COMBIEN DE MENAGES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

A Madagascar, la situation de l'insécurité alimentaire est très préoccupante : un tiers des ménages est dans une situation d'insécurité alimentaire très sévère et une très grande majorité de la population a un régime très insuffisant en termes de quantité ou de qualité.

Presque un tiers des ménages en insécurité alimentaire (situation sévère)

En 2012, environ 31 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire au niveau national : soit 33 pour cent des ménages en zone rurale et 18,7 pour cent dans la capitale et les grands centres urbains.

Ces ménages sont dans une situation sévère. Ils ont un régime alimentaire très pauvre en quantité qui ne répond pas à leurs besoins énergétiques et extrêmement pauvre en qualité (principalement à base de céréales et féculents).

Une grande majorité de la population avec des carences quantitatives et qualitatives graves

Une très grande partie de la population souffre de carences quantitatives et qualitatives graves aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain :

- presque 58 pour cent des ménages ont un régime alimentaire très pauvre en quantité ; et
- 60 pour cent ont une alimentation extrêmement pauvre en qualité.

⁵ FAO, 2014.

⁶ L'enquête a été menée en collaboration avec d'autres entités comme l'Office National de Nutrition (ONN), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le PAM et bien d'autres organismes œuvrant dans le développement.

Sur la base de la même méthodologie, mais en utilisant des seuils différents, l'Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire (ENSOMD) de 2013 avait estimé que 76 pour cent des ménages ont un régime pauvre en quantité et 84 pour cent des ménages ont un régime alimentaire pauvre en qualité.⁷

OU SONT LES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE?

Les régions avec des **prévalences d'insécurité alimentaire très élevées** sont: Atsimo Atsinanana (64%), Sava (44%), Sofia (42,7%) et Vatovavy Fitovinany (39,2%).

Dans les régions de Boeny, Melaky, Androy, Anosy et Ihorombe, entre 31 et 35 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.

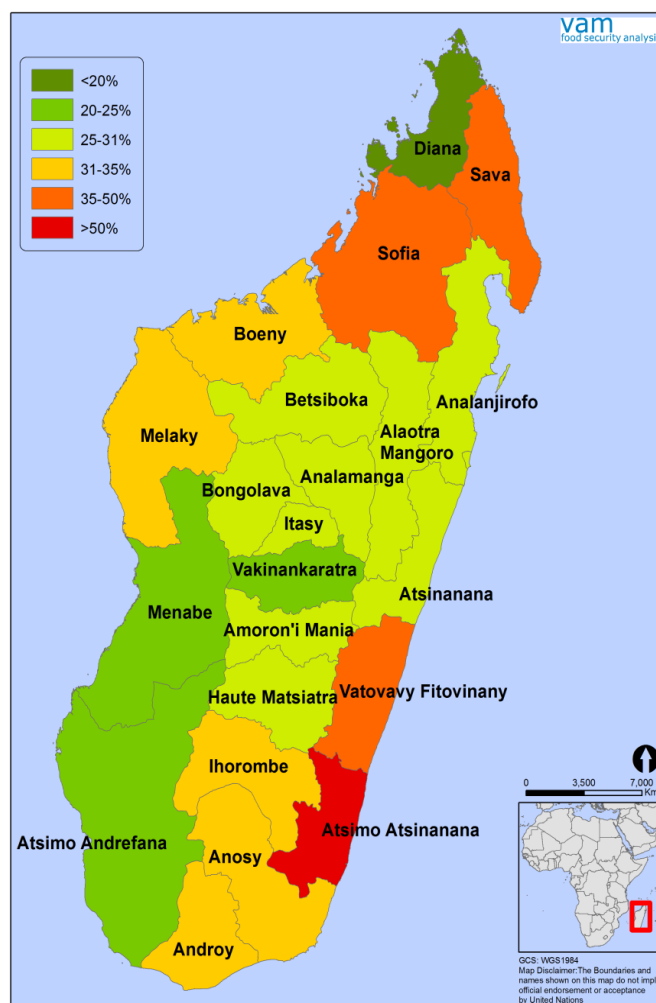
Les autres régions ont des taux inférieurs au niveau national (31%) mais cependant élevés (au-dessus de 20 pour cent) sauf la région de Diana avec un taux de 15,9 pour cent.

En 2012, dans toutes les régions du pays à l'exception des régions d'Atsimo Andrefana, Vakinankaratra et de Bongolava, plus de 50 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre en quantité.

Dans les régions d'Atsimo Atsinanana et de Vatovavy Fitovinany, plus de 70 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre en quantité.

Dans les régions de Sava et Sofia, plus de 70 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre en qualité.

Insécurité alimentaire au niveau régional (2012)



⁷ En raison de la proportion très élevée de ménages avec un régime alimentaire pauvre en qualité et un régime alimentaire pauvre en quantité, le PAM s'est penché sur les ménages avec un régime alimentaire très pauvre en quantité et extrêmement pauvre en qualité (définition de l'insécurité alimentaire pour cette analyse) afin de distinguer les ménages en situation de grande difficulté.

Evolution de la situation de la sécurité alimentaire depuis 2005

La situation ne s'est pas améliorée depuis 2005. Ainsi entre 2005 et 2012, le pourcentage de la population en insécurité alimentaire est globalement resté stable et élevé : autour d'un tiers de la population (34,7% en 2005, 32,8% en 2010 et 31% en 2012) est en insécurité alimentaire.

Dans certaines régions, la situation s'est détériorée en raison probablement de la récurrence des chocs climatiques, du ralentissement de l'économie dû à la crise politique qui a notamment entraîné une accentuation de la pauvreté et l'arrêt des programmes de soutien à l'agriculture et de l'invasion des criquets, déclarée urgence nationale en 2012.

Evolution selon le milieu de résidence

Entre 2010 et 2012, la situation s'est dégradée dans la capitale (passant de 13 à 18,7%) en raison du ralentissement économique lié à la crise politique. Dans la capitale, les ménages ont diminué les quantités consommées et ont adapté leur régime en consommant plus de céréales. Ainsi la proportion de ménages avec une consommation pauvre en quantité est passée de 49,4 à 63 pour cent et celle des ménages avec une consommation pauvre en qualité de 17,7 à 29,6 pour cent.

Dans les centres urbains (grands et secondaires), c'est surtout la qualité de l'alimentation qui a baissé. Dans les grands centres urbains, la proportion des ménages avec une qualité de régime pauvre a augmenté de 10 points atteignant 37 pour cent, dans les centres urbains secondaires, elle a augmenté de 7 points atteignant 62 pour cent.

Dans les zones rurales, la situation est restée globalement stable avec un taux d'insécurité alimentaire élevé autour d'un tiers des ménages, mais l'évolution a été très différente selon les régions.

Evolution selon les régions

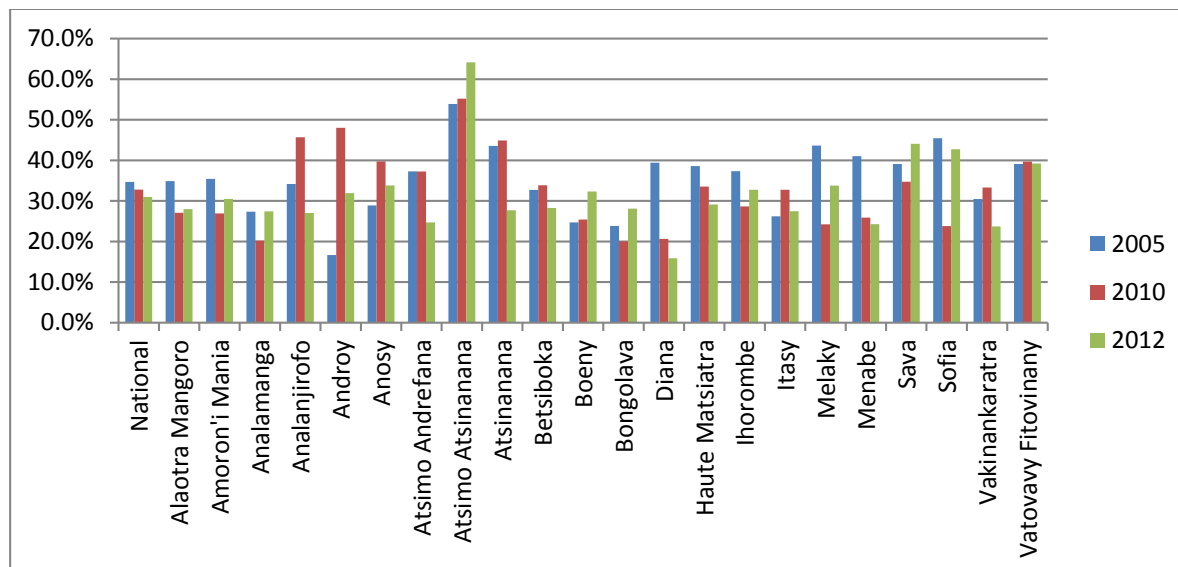
L'évolution entre 2005 et 2012 est très différente selon les régions.

Entre 2005 et 2012, la situation s'est détériorée dans les régions suivantes : Atsimo Atsinanana, Androy, Anosy, Boeny, Bongolava et Sava. Dans les régions d'Androy et Anosy, la situation s'est surtout détériorée entre 2005 et 2010. Dans les autres régions, elle s'est détériorée depuis 2010.

Ainsi entre 2010 et 2012, la situation s'est fortement détériorée dans la région d'Atsimo Atsinanana, où l'insécurité alimentaire est passée de 55,2 à 64 pour cent, ainsi que dans les régions de Sava et Sofia passant respectivement de 34,7 à 44 pour cent et de 23,8 à 42,7 pour cent. Elle s'est aussi détériorée dans les régions d'Analamanga (de 20,2% à 27,4%), de Melaky (de 24,2% à 34,8%), Boeny (25,4% à 32,3%) et Bongolava (20% à 28%).

Par ailleurs, la situation s'est fortement détériorée dans la région d'Androy depuis 2005, même si elle a connu une amélioration entre 2010 et 2012.

Evolution de l'insécurité alimentaire (2005, 2010 et 2012) au niveau régional



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

Certaines régions ont connu une amélioration de la situation avec un pourcentage de ménages en insécurité alimentaire moins élevé en 2012 comparé à 2005: Atsimo Andrefana, Atsinanana, Diana, Haute Matsiatra, Melaky, Menabe. Pour les régions d'Atsimo Andrefana et Atsinanana, la situation s'est améliorée entre 2010 et 2012 ; plusieurs organismes interviennent d'ailleurs dans des projets dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans ces régions.

Dans les autres régions, la situation n'a pas vraiment évolué : Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Analanjirofo, Analamanga, Betsiboka, Ihorombe, Itasy, Vakinankaratra et Vatovavy Fitovinany.

Situation de la consommation alimentaire

De manière générale, les malgaches ont un régime alimentaire peu varié. Les ménages avec une alimentation pauvre ou limite représentaient 42 pour cent de la population fin 2012/début 2013.⁸ Ils consomment principalement des céréales et des tubercules avec quelques jours par semaine des fruits et des légumes, du sucre et de l'huile. Ils ne consomment pratiquement pas ou rarement de viande, de poisson et de légumineuses et presque jamais de produits laitiers.

QUELLE EST LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE?

Soutenue par des subventions (engrais et semences) et l'encadrement technique du gouvernement dans le cadre de l'initiative « Révolution Verte », la production agricole a fortement augmenté durant les campagnes agricoles 2008/2009 et 2009/2010. Cependant, les restrictions budgétaires adoptées suite à la crise politique n'ont pas permis la poursuite de l'initiative.

Ainsi, la disponibilité en riz a baissé au cours des années 2011, 2012 et 2013 par rapport à 2010 sous l'effet conjugué des caprices de la nature et du manque de soutien au secteur agricole.

⁸ Sur la base du score de consommation alimentaire. Ce score est un indicateur de la fréquence et de la qualité de la consommation alimentaire. Il est calculé à partir de la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête), la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête), l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

Mais c'est surtout la saison agricole 2012/13 (année 2013) qui a connu une très forte diminution de la disponibilité des aliments de base, principalement le riz en raison du manque de pluie dans la plupart des régions et d'une invasion acridienne a décimé jusqu'à 50 pour cent des cultures vivrières dans les zones affectées.⁹ Le pays a dû importer 410 375 tonnes de riz en 2013 soit plus du double du niveau de ses importations habituelles (entre 100 000 et 200 000 tonnes soit 5 à 10 pour cent de ses besoins).

QUELLES SONT LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE?

Pauvreté et faiblesse des revenus agricoles

L'insécurité alimentaire est liée à la grande pauvreté de la population. Dans les zones rurales, 77,3 pour cent de la population est pauvre et 48,5 pour cent dans les zones urbaines.¹⁰ Dans les régions d'Androy et d'Atsimo Atsinanana, c'est presque l'entièreté de la population qui est pauvre avec des taux de 97 et 93 pour cent respectivement.

La situation s'est détériorée dans toutes les régions depuis 2005, sauf dans celles d'Analanjirifo, Atsinanana, Betsiboka, Diana, Vatovavy Fitovinany. La détérioration de la pauvreté a été la plus forte dans les régions d'Androy (plus 11 points), Anosy et Atsimo Atsinanana (plus 9 points), Bongolava (13 points), Melaky (11 points) et Vakinankaratra (15 points).

Le revenu agricole annuel moyen d'un ménage agricole s'élève à environ 978 000 Ariary. Par rapport à 2010, ce revenu agricole a diminué en termes réels (il a augmenté de 7 pour cent en valeur nominale, mais avec un niveau d'inflation de 14 pour cent au niveau national).

Signe d'une grande vulnérabilité, les dépenses pour l'alimentation occupent une place très importante dans le budget des ménages et représentent 62,3 pour cent de leurs dépenses. Les dépenses de santé ne représentent qu'un pour cent des dépenses. C'est dans les régions de Vatovavy Fitovinany, Amoron'i Mania, Vakinankaratra et Atsimo Atsinanana, que le poids de l'alimentation est le plus élevé avec des dépenses alimentaires qui atteignent 80 pour cent du budget des ménages.

Faible productivité agricole

La productivité agricole pour toutes les spéculations essentielles (riz, manioc, maïs et patate douce) est très basse. Le secteur agricole souffre de nombreux problèmes structurels : faible utilisation d'intrants, manque de formation des agriculteurs, pratiques agricoles traditionnelles dépassées, vétusté des infrastructures hydro-agricoles. Ces problèmes se sont accentués depuis la crise politique de 2009 et l'arrêt de tout programme de subvention et d'appui au secteur.

La superficie agricole moyenne exploitée par ménage est assez petite, environ 1,7 ha (1,4 ha en 2010).¹¹ La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre et un tiers des agriculteurs estiment manquer de terres. L'absence de sécurité foncière reste un véritable problème.

⁹ Atsimo Andrefana, Menabe, Anosy, Ihorombe, Haute Matsiatra, Amoron'i, Melaky, et Bongolova

¹⁰ Le seuil national de pauvreté est fixé à 535 603 Ar /personne/an. Il s'agit de la contre-valeur monétaire des consommations annuelles. Données de l'ENSOMD 2012-2013

¹¹ EPM 2010

Dépendance des marchés et difficultés d'accès

En 2012, la part des aliments achetés représentait environ 56 pour cent de l'énergie consommée par les ménages au niveau national (49,4% dans les zones rurales et plus de 90 % dans la capitale et les grands centres urbains).

Les ménages sont donc dépendants des marchés. Or le coût de la vie ne cesse d'augmenter à Madagascar. En 2012, le kilo du riz était plus élevé de 18 pour cent par rapport au niveau de la moyenne des cinq dernières années. Le prix du maïs a lui augmenté de 15 pour cent entre 2010 et 2012.

Dans les zones rurales, la part de l'énergie venant d'aliments achetés sur les marchés a augmenté depuis 2005, passant de 37,7 pour cent à 49,4 pour cent. Les ménages ont donc plus recours au marché pour se procurer des vivres. La part d'aliments achetés a beaucoup augmenté dans les régions d'Analanjirifo, Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Diana, Ihorombe entre 2005 et 2012. Dans les régions d'Androy, d'Anosy, Atsimo Atsinanana et Melaky, la part des aliments achetés a diminué par rapport à 2010.

Les ménages vivent loin des marchés. Dans les zones rurales, le temps pour arriver au marché le plus proche est de plus de deux heures.

Réurrence des chocs climatiques

Madagascar subit des catastrophes naturelles de manière récurrente.

Les chocs liés au climat et à l'environnement ont été évoqués par un cinquième (20%) des ménages. La proportion des ménages qui subissent ces chocs est un peu plus élevée en milieu rural (25%).

En 2012, 7,5 pour cent des ménages ont été affectés par un cyclone (8,2% en 2010) et 7,5 pour cent par la sécheresse (11,2% en 2010). En 2010, les inondations avaient affecté 8,6 pour cent des ménages.

CARACTERISTIQUES DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

Les ménages agricoles sont plus sujets à l'insécurité alimentaire. Environ 36 pour cent de ces ménages sont en insécurité alimentaire.

La proportion des ménages en insécurité alimentaire est un peu plus élevée (41%) chez les ménages pratiquant une agriculture vivrière que chez les ménages pratiquant une agriculture commerciale (35%). L'insécurité alimentaire est particulièrement élevée chez les ménages qui cultivent la vanille et le cacao (54%), le café (48%), la banane (41%) et le riz (38%).

L'insécurité alimentaire est liée à la superficie cultivée qui est en générale très petite. La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre. Parmi eux, 40 pour cent sont en insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire est liée au nombre de personnes à charge (enfants et personnes âgées) au sein d'un ménage.

SITUATION DE LA NUTRITION, DE L'ACCES A L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

A Madagascar, la malnutrition est un important problème social et de santé publique et touche une proportion élevée des enfants.

Ainsi, presque la moitié des enfants de moins de 5 ans (47,3%) souffre de retard de croissance (malnutrition chronique) dont 18,1 pour cent sous sa forme sévère. Ce taux indique une situation critique et a un impact sur le capital humain et les capacités d'apprentissage des enfants.

La situation de la malnutrition aiguë n'a pas changé depuis 2003 : le taux demeure au-dessus du seuil acceptable de 5 pour cent. En 2013, 8,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë, avec 1 pour cent sous sa forme sévère. L'émaciation affecte plus les régions du Sud et Sud Est, mais de nouvelles régions comme Boeny, Vakinankaratra et Atsinanana commencent à connaître ce problème.

Les pratiques adéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (allaitement précoce, allaitement exclusif jusqu'à 6 mois et introduction de complément adéquat à partir de 6 mois tout en poursuivant l'allaitement maternel) ne sont pas assez répandues. Par ailleurs, tous les indicateurs, sauf la durée médiane de l'allaitement maternel, ont connu une baisse importante depuis 2008.

La prévalence des maladies est plus élevée qu'en 2008. Ainsi, parmi les enfants de moins de 5 ans, 11 pour cent ont eu des symptômes d'infection respiratoire aiguë (IRA), 11 pour cent de la diarrhée et 14 pour cent de la fièvre pendant les 15 jours qui ont précédé l'enquête. La région de Vatovavy Fitovinany a les prévalences les plus élevées.

Presque les trois quarts (72,3%) de la population n'ont pas accès à une source d'eau potable améliorée (22,6% en milieu urbain contre 82,3% en milieu rural).

L'assainissement reste un défi majeur à relever par le gouvernement car seulement 7,1 pour cent de la population ont accès aux toilettes améliorées (24,7% pour le milieu urbain et 3,6% uniquement en milieu rural).

PROFIL DES REGIONS AVEC LES TAUX LES PLUS ELEVES D'INSECURITE ALIMENTAIRE¹²

Androy (31,9% de ménages en insécurité alimentaire en 2012)

Androy est la région la plus pauvre du pays avec 97 pour cent des ménages en situation de pauvreté. C'est une des régions où la situation de la pauvreté s'est le plus dégradée entre 2005 et 2012 (plus onze points). Le revenu agricole est très bas: il ne dépasse pas 700 000 Ar par an et par ménage. Les dépenses sont faibles aussi et représentent moins de 250 000 Ar par an.

Cette région est la zone la plus sèche du pays (semi-aride). C'est une région productrice de manioc et de maïs (principalement destiné à la vente). La région produit peu de riz, les conditions étant moins favorables à cette culture.

La région connaît des sécheresses récurrentes qui expliquent le niveau élevé de l'insécurité alimentaire. En 2012, environ 46,4 pour cent des ménages étaient touchés par la sécheresse et 13 pour cent par les pluies tardives ce qui a eu des conséquences sur les récoltes de 2013. En 2009-2010,

¹² Classement par ordre alphabétique.

17 pour cent des ménages étaient touché par des cyclones, 62 pour cent par la sécheresse et 45 pour cent par des pluies tardives.

La proportion des ménages en insécurité alimentaire s'est fortement détériorée entre 2005 et 2010 (de 16,7 à 48%), puis a connu une amélioration entre 2010 et 2012. La proportion des ménages avec un régime pauvre en quantité a beaucoup augmenté entre 2005 et 2010 pour atteindre près de 80 pour cent, puis elle est redescendue à 62 pour cent.

Cette amélioration pourrait être due au fait qu'en 2011 et 2012, la région a bénéficié d'une production agricole un peu meilleure que d'habitude. En 2011 et 2012, la production de maïs était supérieure de 23 et 32 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2006-2010). La production de manioc, a elle augmenté de 46 et 57 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2006-2010). La production de riz était elle aussi plus élevée. Cette amélioration s'est traduite par une réduction de la part des aliments achetés par rapport à 2010.

Anosy (33,8 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

C'est une des régions les plus pauvres du pays avec 85 pour cent de ménages pauvres. Le niveau de dépenses par personne et par an est bas (entre 325 000 Ar).

Cette région est la région productrice de riz du sud du pays. Mais la pluviométrie me permet qu'une seule récolte par an : la production par personne est la plus basse du pays. C'est la seconde région productrice de manioc après celle d'Androy. Cette région est régulièrement touchée par la sécheresse. En 2009-2010, environ 59 pour cent des ménages ont connu la sécheresse et 18 pour en 2012 (récolte 2013).

Depuis 2005, la situation de la sécurité alimentaire s'est détériorée (plus 11 points), avec une période de hausse (de 28,9% en 2005 à 38,7% en 2010), puis de légère amélioration entre 2010 et 2012 sans doute due à une production agricole meilleure que d'habitude. En 2011 et 2012, la production de maïs était supérieure de 36 et 51 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2006-2010). La production de manioc, a elle augmenté de 41 et 51 pour cent. L'année 2011 a connu une production record de riz et la production était relativement élevée en 2012.

Atsimo Andrefana (24,7 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

Cette région a traditionnellement un taux élevé d'insécurité alimentaire (autour de 37,7 pour en 2005 et 2010). Le niveau relativement moins élevé de 2012 peut s'expliquer notamment par le moment de la collecte des données (au moment des fêtes de fin d'année qui profite beaucoup aux commerçants qui représentent une part beaucoup plus importante de la population que dans les autres régions) et par des niveaux de production de maïs et de manioc en forte augmentation en 2011 et 2012.

La région est caractérisée par un pourcentage élevé de ménages pauvres (80%) qui a légèrement augmenté depuis 2005. Le revenu est bas (moins de 400 000 Ar/personne/an), mais il a augmenté en termes réels ces deux dernières années.

La part des calories consommées provenant d'aliments achetés a augmenté depuis 2005 passant de 50 pour cent à 61 pour cent. Elle a fortement augmenté entre 2005 et 2010, puis diminué entre 2010 et 2012 probablement en raison de meilleures récoltes de ces années 2011 et 2012.

La région est une grosse productrice de maïs et de manioc. La production de manioc était de 30 pour cent supérieure en 2011 et 2012 par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2006-2010). La production de maïs était, elle, supérieure de 24 et 33 pour cent en 2011 et 2012 respectivement. La production de riz, a elle chuté ces deux dernières années avec une baisse de 18 pour cent en 2012 par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2006-2010).

Atsimo Atsinanana (64,1 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

C'est la région avec le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé. La proportion de ménages avec un régime alimentaire pauvre en quantité et extrêmement pauvre en quantité est aussi la plus élevée, respectivement de 83 pour cent et 80,3 pour cent.

La zone produit très peu et est caractérisée par la petitesse de ses parcelles. En raison du manque de terres à cultiver et les ménages les plus pauvres doivent souvent louer leur parcelle en échange d'une partie de la récolte ou d'une somme d'argent. Les ménages les plus riches pratiquent une agriculture de rente (café, litchi, girofle, vanille, poivre) utilisant la main d'œuvre des ménages les plus pauvres. La région est régulièrement touchée par des inondations. En 2010, 51 pour cent des ménages ont été affectés par des inondations.

C'est la région la plus pauvre du pays après celle d'Androy avec 83 pour cent de ménages pauvres. Le revenu agricole est très bas : il ne dépasse pas 700 000 Ar par an et par ménage. Cette région a un niveau de consommation ou de dépenses très faible (moins de 250 000 Ar/personne/an). La part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages est élevée (80%), signe de leur grande vulnérabilité.

La situation de l'insécurité alimentaire s'est détériorée entre 2010 et 2012 passant de 55,2 pour cent des ménages à 64 pour cent. La pauvreté augmente depuis 2005. Signe de la détérioration de la situation, les ménages ont généralement réduit leurs achats d'aliments sur les marchés alors que la production n'a elle pas augmenté. En 2011 et 2012, la production de riz a diminué de près d'un quart par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En 2012, la production a atteint en 2012 sont plus bas niveau depuis 2005. La production de maïs reste à un niveau très faible. La production de manioc était 15 pour cent plus basse en 2011 et 2012 par rapport à la moyenne des années 2006-2010.

Boeny (32,3 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

Dans cette région productrice de riz qui approvisionne les marchés d'Antananarivo, la taille moyenne des superficies cultivées est de 2,5 hectares ce qui est relativement élevé pour le pays. La région a beaucoup de grands propriétaires terriens qui emploient de la main d'œuvre agricole.

La situation s'est détériorée depuis 2010 (24,7% des ménages étaient en insécurité alimentaire). Près de 59 pour cent des ménages sont pauvres, taux relativement moins élevé que dans d'autres régions, mais qui a augmenté depuis 2005 de 10 points.

Ihorombe (32,8 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

La situation s'est légèrement détériorée par rapport à 2010 (cela correspond à la chute de la production de riz due à une sécheresse en 2010). Mais la situation s'est améliorée par rapport à 2005. Environ 78 pour cent des ménages sont pauvres. La part de l'énergie venant d'aliments achetés sur les marchés a beaucoup augmenté entre 2005 et 2012.

Melaky (33,8 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

C'est une région très enclavée par rapport au reste du pays mais l'enclavement est également important à l'intérieur même de la région. C'est une région avec un fort taux de ruralité.

L'insécurité alimentaire a augmenté de 10 points par rapport à 2010, mais une amélioration par rapport à 2005 (43,6%). Environ 74 pour cent des ménages sont pauvres. Le niveau des dépenses est relativement bas. Les ménages dépendent moins des marchés que dans d'autres régions (seuls 33,2% des calories consommées viennent d'aliments achetés). Cette proportion a d'ailleurs diminué par rapport à 2005 (de 44,2% à 33,2%). La production agricole est restée relativement stable ces dernières années.

Sava (44,1 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire en 2012)

Ce niveau élevé d'insécurité alimentaire peut être partialement expliqué par la période de collecte des données.¹³ C'est une des régions les plus pauvres du pays avec 80 pour cent des ménages en situation de pauvreté.

Cette région est connue pour sa culture de la vanille pratiquée principalement par les ménages les plus riches. Les ménages les plus pauvres réussissent à couvrir leurs besoins en riz pour 3 ou 4 mois et vivent ensuite du travail comme journalier agricole ou de quelques activités de pêche. C'est une région enclavée avec la route principale qui y mène impraticable pendant la saison des pluies.

La situation s'est détériorée entre 2010 et 2012. En 2010, 34,7 des ménages étaient en insécurité alimentaire. La proportion de ménage avec un régime pauvre en quantité a augmenté entre 2010 et 2012 pour atteindre un peu moins de 70 pour cent. La proportion des ménages pauvres a aussi augmenté depuis 2005. En 2011 et 2012, la production de riz est restée relativement stable, celle de maïs en forte augmentation reste cependant marginale, celle de manioc a augmenté respectivement de 37 et 42 pour cent en 2011 et 2012 par rapport à la moyenne des années 2006-2010.

Sofia (42,7 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

L'insécurité alimentaire a très fortement augmenté par rapport à 2010 (23,8% des ménages). Ce niveau élevé d'insécurité alimentaire peut être partialement expliqué par la période de collecte des données.¹⁴ La proportion de ménage avec un régime pauvre en quantité a augmenté entre 2010 et 2012 pour atteindre un peu moins de 70 pour cent.

Sofia est une région à fort taux de ruralité. Le niveau de pauvreté est élevé avec plus de 83 pour cent de ménages pauvres. Il a augmenté de 12 points depuis 2010. Le niveau de dépenses est bas (environ 363 000 Ar). La part des kilocalories consommées venant d'aliments achetés est basse contrairement à celle d'autres régions mais elle a légèrement augmenté depuis 2005. Par ailleurs, la production de riz en 2011 et 2012 est en légère baisse par rapport aux années précédentes. La production de maïs a, elle, connu une très forte baisse en 2011 et 2012, d'environ 40 pour cent par rapport à la moyenne des années 2006-2010, mais le niveau de production est peu élevé.

¹³ Même s'il reflète la situation pour l'ensemble de l'année 2012, le niveau élevé d'insécurité alimentaire est aussi influencé par la période de collecte des données (fin janvier 2013 dans cette région du pays) qui correspond à une période de soudure après des fêtes, soudure d'autant plus difficile que les ménages ont généralement fait des dépenses importantes au moment des fêtes en décembre.

¹⁴ Voir note de bas de page no 1, ci-dessus.

Vatovavy Fitovinany (39,2 pour cent des ménages en insécurité alimentaire en 2012)

La région est caractérisée par un taux élevé d'insécurité alimentaire qui n'a pas changé depuis 2005. Par ailleurs, la proportion des ménages avec un régime alimentaire pauvre en quantité a beaucoup augmenté entre 2005 et 2012 pour atteindre 75 pour cent.

Le taux de pauvreté est élevé avec 80 pour cent de ménages pauvres. Le niveau de dépenses des ménages est faible et leurs dépenses alimentaires atteignent 80 pour cent de leur budget, signe de grande vulnérabilité.

Cette zone est régulièrement frappée par des cyclones. En 2010, 67,5 pour cent des ménages ont été affecté par des cyclones et 42,8 pour cent par des inondations.

En 2011 et 2012, la région a connu respectivement une baisse de sa production de riz d'environ 36 et 25 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années et une baisse de sa production de maïs d'environ 30 pour cent. La part de l'énergie venant d'aliments achetés sur les marchés a beaucoup augmenté passant de 35 pour cent en 2005 à 53,5 pour cent en 2012.

Cette région a globalement les mêmes caractéristiques que celle d'Atsimo Atsinanana. La zone côtière est en partie montagneuse : les parcelles cultivées sont très petites et dispersées en raison de la topographie et de la disponibilité en eau. La zone manque de terres à cultiver et les ménages les plus pauvres doivent souvent louer leur parcelle en échange d'une partie de la récolte ou d'une somme d'argent. A l'intérieur des terres, la petitesse des parcelles, l'isolation et la topographie limitent les possibilités agricoles.

1. Objectifs et méthodologie

1.1 Objectifs de l'analyse

L'objectif principal de l'analyse est la mise à jour de l'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA) de 2010 dans le but d'obtenir une meilleure compréhension de l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages dans un cadre de non – urgence au niveau régional dans l'ensemble du pays. Les résultats servent d'information de base et permettront de mesurer les effets d'un choc du futur, tel qu'un cyclone, une inondation, une mauvaise pluviométrie ou une invasion acridienne.

L'analyse a cherché à répondre aux questions suivantes:

- Qui sont les personnes pauvres qui souffrent de la faim et qui sont vulnérables ?
- Où vivent-ils ?
- Quelles sont les causes profondes de l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité ?
- Comment l'aide alimentaire peut-elle faire une différence ?

1.2 Méthodologie

Les résultats de cette AGSANV sont basés sur les données de l'Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire (ENSOMD) menée entre décembre 2012 et janvier 2013 par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en collaboration avec d'autres entités comme l'Office National de Nutrition (ONN), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le PAM et bien d'autres organismes œuvrant dans le développement.

Les données ont été collectées auprès d'un échantillon de 16 920 ménages répartis dans 609 grappes. Ces grappes ont été constituées par la fusion/segmentation des unités primaires d'échantillonnage (zone de dénombrement) tirées aléatoirement et de façon représentative pour les 22 régions, les milieux de résidence et le pays. Il s'agit d'un type d'échantillonnage à deux degrés avec stratification régionale-milieu de résidence. La méthodologie d'échantillonnage permet d'avoir des résultats significatifs au niveau national, régional et des milieux de résidences. Toutefois, les résultats ne sont pas significatifs au niveau des 44 strates (croisement entre milieu de résidence et région).

L'analyse de la sécurité alimentaire repose sur la combinaison de deux indicateurs : la proportion des ménages ayant une consommation pauvre en énergie (régime quantitativement pauvre) et la proportion des ménages ayant une part très élevée d'énergie consommée provenant des aliments de base (régime qualitativement pauvre). Ces indicateurs sont utilisés pour analyser la situation de la sécurité alimentaire pour les années 2005, 2010 et 2012, sur la base de l'Enquête périodique auprès des ménages (EPM) 2005, l'EPM 2010 et l'ENSOMD 2012/2013.

Cette méthodologie est celle développée par l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI). L'ENSOMD de 2013 utilise également cette méthodologie.

Cependant en raison de la très forte prévalence observée pour ces deux indicateurs à Madagascar, il a été décidé pour cette étude de considérer des seuils différents de ceux de l'IFPRI et de l'ENSOMD pour évaluer les régimes alimentaires quantitativement et qualitativement pauvres et pouvoir distinguer les ménages en situation de grande difficulté.

Les indicateurs sont devenus les suivants :

Régime très pauvre en quantité : Pourcentage des ménages ayant une consommation très pauvre (<2250 kcal/équivalent adulte/jour) – c'est-à-dire ayant un déficit kcal >300 kcal/équivalent adulte/jour ce qui correspond à une forme sévère de déficit énergétique. IFPRI utilise un seuil de IFPRI (<2550 kcal/équivalent adulte/jour). L'ENSOMD utilise un seuil de 2133 kcal par jour. Par ailleurs l'AGSANV utilise un seuil par adulte-équivalent alors que l'ENSOMS utilise un seuil par personne. La méthodologie de l'AGSANV prend ainsi en compte les besoins selon l'âge et le sexe des membres du ménage.¹⁵

Régime extrêmement pauvre en qualité : Pourcentage des ménages ayant une part extrêmement élevée d'énergie consommée (kcal) provenant des aliments de base c'est-à-dire des céréales et des féculents (>85%). IFPRI et l'ENSOMD utilisent un seuil de 75 pour cent. Mais à Madagascar, la part de kilocalories venant d'aliments de base est relativement très élevée dans tous les groupes d'analyse pris en considération. L'augmentation du seuil à 85 pour cent permet de détecter la différence de niveau d'insécurité alimentaire entre les différents groupes d'analyse.

L'analyse de la sécurité alimentaire est complétée par l'analyse du score de consommation alimentaire sur la base de l'ENSOMD 2012 et de l'AGSANV 2010.

L'enquête couvre l'ensemble des sources de nourriture pour les ménages à savoir : l'agriculture, les achats, les transferts, l'autoproduction, etc. Ces données se présentent soit en quantité physique, soit en valeur monétaire. Des tables de conversion ont été établies pour obtenir, de la façon la plus précise possible, l'équivalent de la consommation en kilocalories. Les données sont représentatives pour l'année 2012.

1.3 Limites

Il est fort probable que le niveau de consommation issu de l'enquête ENSOMD soit surestimé dans certaines régions car la collecte de données a été réalisée pendant la période de fêtes (de décembre 2012 à janvier 2013). Cette période coïncide avec la période d'augmentation de la consommation. Dans d'autres régions, les données ont été collectées après les fêtes pendant une période de soudure d'autant plus importante que de grosses dépenses avaient été faites pendant les fêtes (Sofia et Sava).

L'utilisation de l'indice global des prix à la consommation, pour l'actualisation du seuil de pauvreté, présente des limites car il peut masquer les effets des variations des prix relativement importantes dans des produits spécifiques à faible pondération dans l'indice, comme l'éducation et la santé.

¹⁵ Pour plus d'informations sur cette méthode, consulter : Smith, L. and Subandoro, A. (2007). "Measuring Food Security. Using Household Expenditure Surveys". *Food Security in Practice technical guide series*. Washington, D.C., IFPRI.)

2. Analyse de la situation¹⁶

2.1 Contexte socio-politique

Ces cinq dernières années, Madagascar a été en proie à une crise politique déclenchée en 2009 par une prise de pouvoir anticonstitutionnelle fermement condamnée par la communauté internationale. Les sanctions internationales imposées au pays avaient alors conduit à la suspension des aides extérieures au développement qui représentent 40 pour cent du budget de l'Etat et 75 pour cent des dépenses d'investissement public.¹⁷ La quasi-paralysie de l'administration publique a entraîné une réduction de la capacité institutionnelle et la détérioration de la couverture et la qualité des services sociaux. Les secteurs sociaux, les investissements et la maintenance des infrastructures ont été sévèrement affectés, amenuisant toutes perspectives de croissance et induisant la pauvreté, avec des conséquences graves sur les groupes de la population les plus pauvres.¹⁸

Après des années d'incertitude, la résolution de l'impasse politique a fait quelques progrès avec les élections législatives et présidentielles de décembre 2013 (résultats promulgués en janvier 2014). Cependant, le climat politique postélectoral reste fragile, alors que la population a de grandes attentes vis-à-vis des autorités nouvellement installées, et que le flux des aides extérieures mettra du temps avant de retrouver son niveau d'avant-crise.

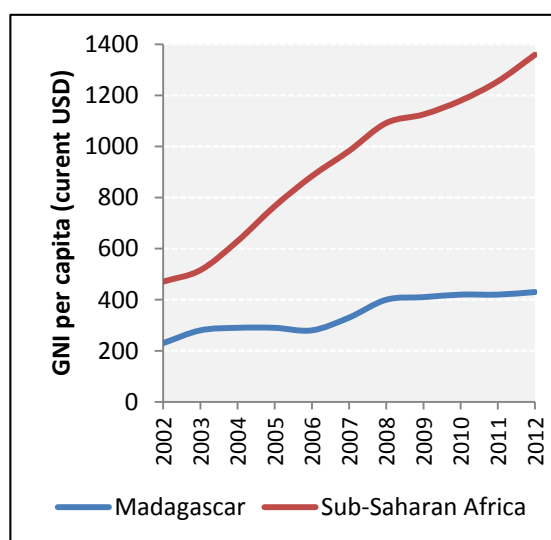
2.2 Contexte macroéconomique

Historique

Au cours des quatre dernières décennies, Madagascar a connu une instabilité politique chronique qui a conduit à une régression des tendances économiques.

Dans les années 1960, Madagascar avait une des économies africaines les plus performantes. Mais entre les années 1970 et la seconde moitié des années 1990, une mauvaise gestion de l'économie et des crises politiques à répétition ont anéanti les acquis de la croissance économique.

Entre 2002 et 2008, un programme de développement ambitieux a permis une amélioration progressive des indicateurs sociaux, économiques et de gouvernance, résultant en un taux de croissance du PIB de sept pour cent en 2008. L'économie a progressé à un taux moyen de 5 pour cent par an, et la pauvreté a diminué. Elle touchait 69 pour cent de la population en 2008 contre 80 pour cent en 2002.



¹⁶ Sauf indication contraire, la source des informations et des données est l'ENSOMD 2012-2013

¹⁷ *Vulnerability Assessment I, Interagency Working Group on Monitoring Vulnerability, 2009*

¹⁸ *Madagascar Economical and Political Update, World Bank, 2009*

Mais avec la crise politique qui a éclaté en 2009, la croissance économique à Madagascar a stagné, exacerbée au début par les effets négatifs de la crise financière mondiale.

Tableau 1: Evolution du Revenu National Brut et de Produit Intérieur Brut depuis 2002

Source: World Bank ¹⁹	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
RNB par habitant, Atlas méthode (courant US\$)	230	280	290	290	280	330	400	410	420	420	430
RNB par habitant, PPA (\$ courant)	700	760	800	840	880	940	1000	930	930	930	930
PIB croissance annuelle %	-12,7	9,8	5,3	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,1	0,5	1,9	3,1
PIB par habitant croissance annuelle %	-15,3	6,5	2,2	1,6	2,0	3,3	4,1	-6,8	-2,3	-1,0	0,3

Depuis 2009, le gouvernement de transition a surtout cherché à garantir la stabilité macroéconomique par des politiques budgétaires et monétaires restrictives. Le taux d'inflation est resté autour de 10 pour cent sur une base annuelle et le taux de change est resté quasi-stable.²⁰ Mais derrière cette relative stabilité macroéconomique se cachent des compressions budgétaires massives et un effondrement du système des prestations de services publics qui ont eu un impact dramatique sur la pauvreté. Le PIB par habitant a diminué d'environ sept à huit points de pourcentage par rapport à son niveau de 2008 contribuant à accroître la fragilité du pays.

La persistance de la crise a par ailleurs créé un climat des affaires très incertain, peu favorable à de nouveaux investissements nationaux ou étrangers et à la création d'emploi : détérioration de la gouvernance, récession économique, investissements et entretien des infrastructures publiques quasiment nuls occasionnant un délabrement du réseau routier et de transport, et une sérieuse détérioration des infrastructures d'électricité et d'eau.

Situation de la pauvreté

Au cours des dernières années de tensions politiques, tous les indicateurs socioéconomiques de Madagascar se sont progressivement dégradés.

Madagascar est un des pays les plus pauvres au monde. Les crises politiques récurrentes n'ont pas permis des changements structurels majeurs au niveau de l'économie, résultant en une performance économique médiocre au cours des 20 dernières années, et une pauvreté rampante au fil des années, oscillant entre 70 et 80 pour cent.

¹⁹ <http://databank.worldbank.org>

²⁰ **Inflation, déflateur du PIB** : L'inflation telle que mesurée par le taux annuel de croissance du déflateur implicite du PIB montre le taux de variation des prix au sein de l'économie dans son ensemble. Le déflateur implicite du PIB est le ratio du PIB en devises locales courantes par rapport au PIB en devises locales constantes

Inflation, prix aux consommateurs : l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation reflète le changement annuel en pourcentage du coût que représente l'achat, par un consommateur moyen, d'un panier de biens et de services de base (qui peut être fixe ou changé après un intervalle de temps spécifique, comme chaque année)

Ainsi le revenu national brut par habitant, selon la méthode Atlas de la Banque Mondiale dépasse, à peine 400 dollars. Le pays a régressé, de son classement au 135^{ème} rang de 2010, au 151^{ème} rang en 2012 selon le Rapport sur le Développement Humain.

Plus de 70 pour cent des ménages vivent sous le seuil de pauvreté nationale (535 603 Ariary/an). La situation est d'autant plus alarmante que cette pauvreté est essentiellement constituée de personnes extrêmement pauvres n'ayant pas accès au minimum calorique alimentaire de 2133 kcal/jour par personne.²¹

La pauvreté a toujours été à prédominance rurale à Madagascar : environ 86 pour cent des pauvres vivent dans des zones rurales. Le taux de pauvreté atteint 77,3 pour cent dans les zones rurales et 48,5 pour cent dans les zones urbaines.

La permanence de la pauvreté s'explique entre autre par le manque de création d'emplois rémunérateurs, notamment dans les zones rurales où vivent près des deux-tiers de la population. L'agriculture reste le principal pourvoyeur d'emplois avec plus de 17 millions de personnes (80 pour cent de la population) qui en dépendent entièrement ou en partie pour subsister. Mais l'agriculture est structurellement caractérisée par un faible niveau de production et une faible productivité.

Situation de l'emploi

L'économie malgache repose essentiellement sur l'agriculture, le tourisme, la production de biens à faible valeur ajoutée et le secteur minier.

Le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emplois. L'agriculture représente environ 77 pour cent des emplois et est importante même en milieu urbain (45% des emplois).

Hormis l'agriculture, les activités les plus répandues se trouvent, d'une part, dans les activités de commerce, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, et d'autre part, dans les services privés autres que l'éducation et la santé.

Madagascar est une économie structurellement pauvre en emploi. Même avant la crise, lorsque le pays a connu une période de croissance économique soutenue, le niveau de l'emploi restait pauvre. Depuis le début de la crise en 2009, plus de 330 000 travailleurs ont perdu leur emploi dans le seul secteur de l'économie formelle. Une grande partie de ces employés se sont tournés vers le secteur informel. Environ 91 pour cent des entreprises sont directement ou indirectement touchées par la crise.²²

En 2012/2013, la situation du marché du travail se caractérise par un chômage paradoxalement faible : le taux est de 4,5 pour cent dans le milieu urbain et de 1,1 pour cent dans le milieu rural. En réalité, les tensions sur le marché du travail se manifestent non pas par un chômage ouvert mais plus spécifiquement par un taux de sous-emploi très élevé. En effet, le sous-emploi lié à la durée du travail (moins de 35 heures par semaine contre leur gré) et la situation d'emplois inadéquats (salaire mensuel inférieur au minimum admis de 100 000 Ariary) touchent respectivement 40 pour cent et 45 pour cent des actifs occupés.

²¹ Source: EPM 1999/2001/2005/2010, ENSOMD 2012-2013

²² *Evaluation des impacts la double crise sur l'emploi, BIT et PNUD, 2011*

Par ailleurs, le nombre d'enfants économiquement actifs ne cesse d'augmenter. Environ 2,3 millions d'enfants sont impliqués dans le monde du travail selon l'enquête nationale sur l'emploi de 2012, contre 1 873 000 enfants en 2008. Si en milieu urbain la proportion d'enfants 5 à 17 ans économiquement actifs est de 15,2 pour cent, elle est encore plus élevée en milieu rural (25%).

Secteur agricole

L'agriculture est la base de l'économie malgache et contribue à près du tiers du PIB. Le secteur emploie environ 70 pour cent de la population qui en dépend entièrement ou en partie pour subsister.

Madagascar possède de grandes potentialités agricoles, animales et halieutiques. La diversité climatique et écologique permet de cultiver des espèces spécifiques au climat tempéré (pommes, poires, agrumes, etc.), comme des espèces tropicales (mangue, etc.) et d'autres espèces comme la vanille, le café et divers épices.

Cependant, l'agriculture pratiquée est essentiellement de subsistance et est caractérisée par des rendements faibles et une série de problèmes qui freine son développement (petite taille des terrains, faible utilisation d'intrants, recours à des techniques et outils traditionnels, récurrence des catastrophes naturelles, etc.).

2.3 Catastrophes naturelles

Madagascar figure parmi les cinq pays les plus vulnérables au changement climatique et est très vulnérable aux catastrophes naturelles (cyclones, sécheresses, inondations et invasions acridiennes). Le pays est traversé par trois ou quatre cyclones chaque année. Un quart de la population (environ cinq millions de personnes) vit actuellement dans des zones à haut risque de catastrophe naturelle. En 2012, les pertes économiques liées aux cyclones étaient estimées équivalant à quatre pour cent du PIB. La crise politique a aggravé la fragilité du pays face aux effets des catastrophes naturelles en réduisant la capacité de réactions et de réponses des instances publiques en raison des restrictions budgétaires massives.

Des études menées sur les changements climatiques prévoient une augmentation du nombre de cyclones intenses dans les 50 prochaines années dans le bassin Sud-ouest de l'Océan Indien, dans lequel se trouve Madagascar, ainsi qu'une augmentation de l'abondance des précipitations.²³

Durant les dix dernières années, Madagascar a été affecté par divers aléas incluant des périodes de sécheresse affectant plus de un million de personnes, trois épisodes d'épidémies de maladies infectieuses virales affectant 1 300 individus, trois inondations majeures affectant 93 000 personnes, et des cyclones tropicaux affectant plus de 5 millions de personnes²⁴.

Depuis mars 2012, une importante invasion acridienne menace les moyens de subsistance de 13 millions de personnes, dont 9 millions vivent de l'agriculture. Le manque de financement au cours des deux précédentes campagnes antiacridiennes, en 2010/2011 et 2011/2012, a permis aux populations acridiennes de croître et d'occuper rapidement de nouveaux territoires, détruisant cultures et pâturages. Ce qui avait commencé comme une recrudescence est devenue une invasion. En dépit de

²³ *Le Changement Climatique à Madagascar, Direction Générale de la Météorologie, 2008*

²⁴ *EM-DAT: The OFDA/CRED International Disaster Database, 2014, www.emdat.be* - Université catholique de Louvain - Brussels – Belgique Plan de Contingence National 2012 -2013, Bureau National de Gestion de Risques et de Catastrophes

la lutte menée depuis 2013, environ 500 000 ha se trouvaient être contaminés en février 2014.²⁵ Les effets combinés de l'invasion acridienne, de perturbations tropicales, des inondations et des épisodes secs de ces deux dernières années, avec les effets socioéconomiques latents de la crise politique ont mis à l'épreuve la capacité de résilience des populations et menacent leurs moyens de subsistances et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

2.4 Principaux problèmes du pays

Madagascar, comme d'autres pays qui subissent les effets d'une rapide croissance démographique, tente de trouver un équilibre entre l'accroissement de la population (+2,5% par an) et le développement de la production agricole (+1,2% par an), de façon à nourrir toute sa population.

Madagascar est un pays dont le potentiel économique est énorme. La crise politique de 2009 et son prolongement durant cinq années ont compromis la possibilité d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En 2007, Madagascar était pourtant en bonne position pour atteindre les OMDs 2, 3, 6 et le pays pouvait potentiellement être la seule nation d'Afrique subsaharienne à atteindre l'OMD 4 en 2015.²⁶ En comparaison, la région d'Afrique subsaharienne a atteint plus de 60 pourcent de la progression nécessaire pour atteindre, d'ici 2015, certains objectifs tels que la parité entre les sexes, l'éducation primaire et l'accès à l'eau potable et l'extrême pauvreté.²⁷

Le secteur de l'éducation a été sérieusement affecté par les années de crise. Les dépenses publiques à l'éducation en pourcentage du PIB ont diminué de 3,6 pour cent en 2008 à 2,7 en 2012²⁸. Une part croissante des coûts de l'éducation (salaire des enseignants, entretien des écoles...) doit être pris en charge par les ménages déjà appauvris. Cette situation rapidement financièrement intenable pour les ménages conduit à un nombre croissant d'abandons scolaires. Depuis 2009, environ 600 000 enfants scolarisés ont abandonné les bancs des écoles. Environ 1,5 million d'enfants ne sont pas scolarisés.

L'impact de la crise politique sur le secteur de la santé est particulièrement important. Le secteur est parmi les secteurs ayant subi des réductions les plus extrêmes dans les dépenses d'investissement public et de couverture des services public suite à la crise de 2009, en particulier dans les zones rurales.²⁹ Environ 240 centres de santé de base (CSB) sur les 2 000 CSB que compte le secteur public sont restés fermés en 2011 à cause des restrictions budgétaires, de l'insuffisance des ressources humaines et de l'insécurité grandissante dans plusieurs parties du pays. Une soixantaine était encore fermée en 2013. Le taux de fréquentation des services de santé de base, en particulier ceux de la santé maternelle et infantile est très faible et s'est encore réduit depuis la crise. La couverture vaccinale de routine a également diminué.

Le taux de la mortalité infanto-juvénile a diminué de 159 pour mille (1997) à 72 pour mille (2009) et à 62 pour mille (2013) ; celui de la mortalité des enfants de moins d'un an de 93 pour mille (1997), à 48 pour mille (2009) et 42 pour mille en 2013.³⁰

²⁵ Madagascar – Bulletin acridienne n°12, FAO/Ministère de l'Agriculture, 2014

²⁶ Madagascar - Comptabiliser les coûts élevés de l'impasse politique, Banque Mondiale, 2013

²⁷ Progress towards Millennium Development Goals 4 and 5 on maternal and child mortality: an updated systematic analysis, Rafael Lozano and al., 2007

²⁸ <http://databank.worldbank.org>

²⁹ Madagascar – African Economic Outlook, 2012

³⁰ EDS 1997, EDS 2008-2009, ENSOMD 2012-2013

La base de l'insécurité alimentaire dans le pays est avant tout un problème d'accès à la nourriture lié à la pauvreté des ménages et à la détérioration de leur pouvoir d'achat. Bien que près de 80 pour cent de la population active rurale soient employés dans l'agriculture, ces ménages sont fortement tributaires de l'achat de nourriture et donc exposés aux fluctuations des prix. Récemment, la défaillance étatique dans la fourniture de services agricoles, causée par les coupes budgétaires suite à la crise, ajoutée aux effets dévastateurs des cyclones, inondations, sécheresse et invasions acridiennes risque de générer un problème de disponibilité accru dans les zones éloignées affectées. L'obsolescence et le manque d'entretien du réseau de transport affectent non seulement la connectivité entre les zones de production et les consommateurs, mais aussi le développement du commerce entre les régions net – producteurs et net – consommation.

La situation nutritionnelle est dramatique en raison essentiellement de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté chronique des ménages, du très faible accès aux services de santé et WASH, de l'alimentation peu diversifiée, de la consommation alimentaire insuffisante, et des pratiques de soins ou d'alimentation peu adaptées. Madagascar a un des taux les plus élevés de malnutrition chronique (retard de croissance) chez les jeunes enfants de moins de 5 ans (presque un enfant sur deux) dans le monde. La prévalence de la malnutrition chronique n'a pas beaucoup évolué entre 1992 et 2012.

3. Situation de la sécurité alimentaire

Messages clefs

- En 2012, environ 31 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire. Ces ménages ont un régime alimentaire très pauvre en quantité et extrêmement pauvre en qualité.³¹
- Les carences quantitatives et qualitatives touchent une très large part de la population malgache, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Ainsi presque 58 pour cent des ménages ont un régime alimentaire pauvre en quantité et 60 pour cent ont un régime pauvre en qualité. Il s'agit d'une situation structurelle: les enquêtes de 2005 et 2010 avaient abouti à la même conclusion préoccupante.
- De manière générale, les malgaches ont un régime alimentaire peu varié. Les ménages avec une alimentation pauvre ou limite qui représentent 42 pour cent de la population consomment principalement des céréales avec quelques jours par semaine des fruits et des légumes, du sucre et de l'huile. Ils ne consomment pratiquement pas ou rarement de viande, de poisson et de légumineuses et presque jamais de produits laitiers.
- Près d'un tiers (33%) des ménages en zone rurale sont en insécurité alimentaire. Dans la capitale et les grands centres urbains, 18,7 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.
- Les régions avec des prévalences d'insécurité alimentaire très élevées sont: Atsimo Atsinanana (64%), Sava (44%), Sofia (42,7%), Vatovavy Fitovinany (39,2%). Dans les régions de Boney, Melaky, Androy, Anosy et Ihorombe, la prévalence d'insécurité alimentaire est comprise entre 31 et 35%. Les autres régions ont des taux inférieurs au niveau national mais cependant élevés au-dessus de 20 pour cent (sauf la région de Diana avec un taux de 15,9%).
- Dans les régions d'Atsimo Atsinanana et de Vatovavy Fitovinany, plus de 70 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre en quantité.
- Dans les régions de Sava et Sofia, plus de 70 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre en qualité.
- Entre 2010 et 2012, la situation s'est dégradée dans la capitale (passant de 13 à 18,7%), sans doute en raison de la détérioration de la situation politique et économique. Dans la capitale, les ménages ont diminué les quantités consommées et ont adapté leur régime en consommant plus de céréales.
- Dans les zones urbaines (capitale exceptée), la situation est restée stable même si la qualité de l'alimentation a baissé.
- Dans les zones rurales, la situation est restée globalement stable avec un taux d'insécurité alimentaire qui est resté élevé et représente environ un tiers des ménages. Mais la situation a évolué de manière très différente selon les régions.

³¹ Consommation caractérisée par moins de 2250 Kcal par adulte-équivalent par jour et dont les kilocalories viennent à plus de 85 pour des aliments de base.

- Si dans certaines régions, la situation s'est améliorée ou est restée stable entre 2005 et 2012, la situation s'est détériorée dans les régions suivantes: Atsimo Atsinanana, Androy, Anosy, Boeny, Bongolava et Sava. Dans les régions d'Androy et Anosy, la situation s'est détériorée entre 2005 et 2010. Dans les autres régions, elle s'est détériorée depuis 2010.
- Ainsi entre 2010 et 2012, la situation s'est fortement détériorée dans la région d'Atsimo Atsinanana, où l'insécurité alimentaire est passée de 55,2 à 64 pour cent, ainsi que dans les régions de Sava et Sofia passant respectivement de 34,7 à 44 pour cent et de 23,8 à 42,7 pour cent. Elle s'est aussi détériorée dans les régions d'Analamanga (de 20,2% à 27,4%), de Melaky (de 24,2% à 34,8%), Boeny (25,4% à 32,3%) et Bongolava (20 à 28%) dans l'ouest du pays.
- Par ailleurs, la situation s'est fortement détériorée dans la région d'Androy entre 2005 et 2010.

3.1 Proportion de personnes en insécurité alimentaire

En 2012, environ 31 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire. Leur consommation est très pauvre en quantité (moins de 2250 Kcal par jour) et extrêmement pauvre en qualité.

Le pourcentage de la population en insécurité alimentaire est resté globalement stable entre 2005 et 2013 autour d'un tiers de la population.

Tableau 2: Evolution de l'insécurité alimentaire entre 2005 et 2013

Insécurité alimentaire Consommation kilo-calorique très pauvre en quantité <u>et</u> extrêmement pauvre en qualité		
2005	2010	2013
34,7%	32,8%	31%

Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

Méthodologie: La prévalence de l'insécurité alimentaire est calculée sur la base de deux indicateurs :

La consommation kilo-calorique en quantité : les personnes dont la consommation alimentaire est inférieure à 2250 kcal adulte-équivalent par jour ont une consommation alimentaire très pauvre en quantité.

La consommation kilo-calorique en qualité : Les personnes pour lesquels plus de 85 pour cent des calories consommées viennent des aliments de base ont une consommation alimentaire extrêmement pauvre en qualité.

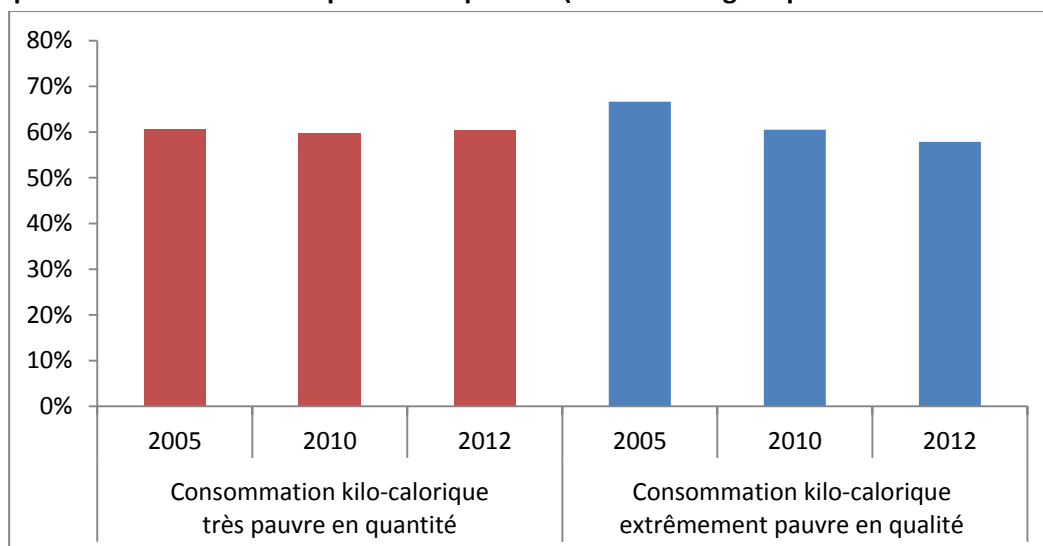
Les personnes en **insécurité alimentaire** sont celles dont la consommation kilo-calorique est très pauvre en quantité et extrêmement pauvre en qualité.

Les carences quantitative et qualitative touchent une très large part de la population malgache. Il s'agit d'une situation structurelle: les données des enquêtes antérieures (2005 et 2010) aboutissent à la même conclusion préoccupante.

La proportion des ménages avec une consommation alimentaire très pauvre en quantité est très élevée et était de 60 pour cent en 2013. Ce pourcentage est resté stable depuis 2005.

La proportion des ménages dont la consommation alimentaire est extrêmement pauvre en qualité (>85% d'énergie à partir d'aliments de base) est aussi très élevée et s'élève à environ 58 pour cent des ménages. La baisse observée par rapport à 2005 et sans doute attribuable au fait qu'en 2013, les données ont été récoltées pendant la période des fêtes (de décembre 2012 à janvier 2013 qui est toujours une période de meilleure consommation alimentaire.

Graphique 1: Pourcentage des ménages avec une consommation kilo-calorique très pauvre en quantité ou extrêmement pauvre en qualité* (>85% d'énergie à partir d'aliments de base)



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

3.2 Où sont les personnes en insécurité alimentaire?

Selon le milieu de résidence

En 2012, près d'un tiers (33%) des ménages en zone rurale sont en insécurité alimentaire. La proportion des ménages en insécurité alimentaire est un peu plus basse (30,7%) dans les centres urbains secondaires. Dans la capitale et les grands centres urbains, elle est de 18,7 pour cent.

Selon les régions

En 2013, l'insécurité alimentaire était plus concentrée dans le sud-est du pays, dans les régions de Sofia et Sava dans le nord de l'île et le nord-ouest du pays.

Les régions avec des prévalences d'insécurité alimentaire très élevées étaient : Atsimo Atsinanana (64%), Sava (44%), Sofia (42,7%), Vatovavy Fitovinany (39,2%) et Boeny, Melaky, Androy, Anosy et Ihorombe (taux compris entre 31 et 35%).

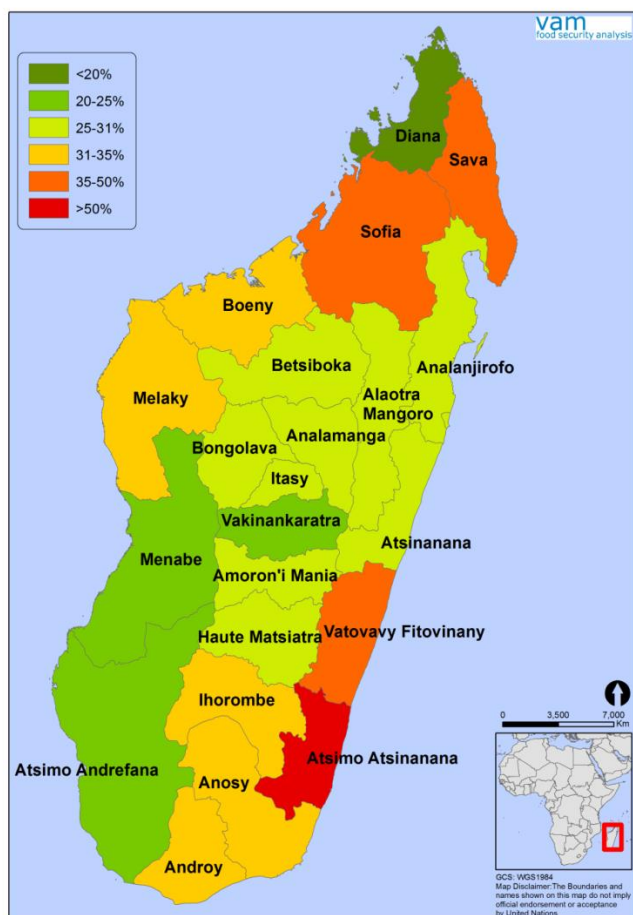
Les autres régions ont des taux inférieurs au niveau national mais qui restent cependant élevés au-dessus de 20 pour cent. La région de Diana a le taux le plus bas avec environ 16 pour cent de sa population en insécurité alimentaire.

Tableau 3: Prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau régional (2012)

	Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire
National	31,0%
Alaotra Mangoro	28,0%
Amoron'i Mania	30,5%
Analamanga	27,4%
Analanjirifo	27,0%
Androy	31,9%
Anosy	33,8%
Atsimo Andrefana	24,7%
Atsimo Atsinanana	64,1%
Atsinanana	27,7%
Betsiboka	28,3%
Boeny	32,3%
Bongolava	28,1%
Diana	15,9%
Haute Matsiatra	29,1%
Ihorombe	32,8%
Itasy	27,5%
Melaky	33,8%
Menabe	24,3%
Sava	44,1%
Sofia	42,7%
Vakinankaratra	23,7%
Vatovavy Fitovinany	39,2%

Source : ENSOMD 2013

Carte 1: Distribution régionale de l'insécurité alimentaire en 2012



Source : ENSOMD 2013

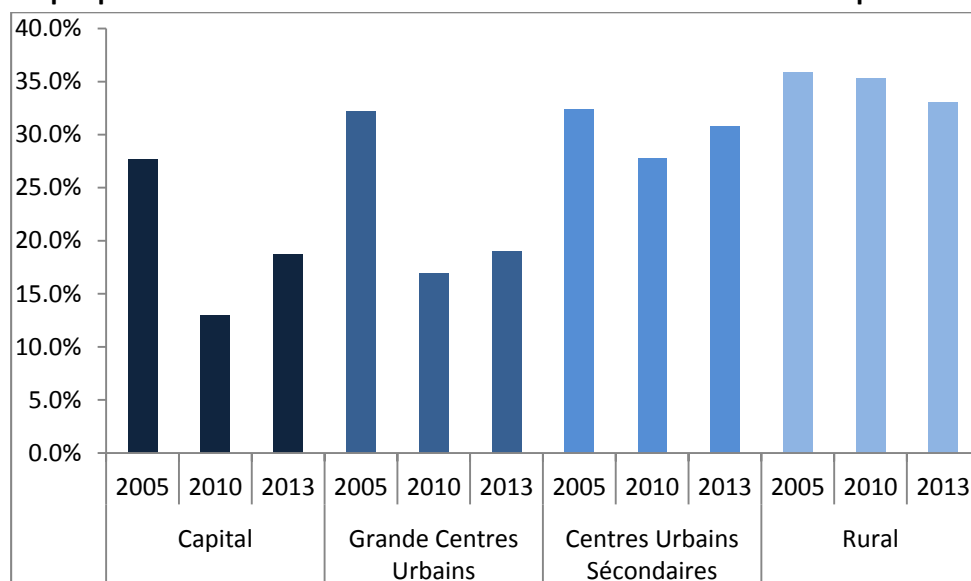
3.3 Evolution de l'insécurité alimentaire depuis 2005 et 2010

Selon le milieu de résidence

Entre 2005 et 2013, la situation de l'insécurité alimentaire est globalement restée la même dans les zones rurales (35,8% en 2005 et 33% des ménages en 2012). Cependant, l'évolution au niveau général cache des évolutions différentes selon le milieu de résidence et les régions (voir section ci-dessous).

Entre 2005 et 2010, la situation s'était fortement améliorée en zones urbaine, puis s'est de nouveau dégradée entre 2010 et 2012 (passant de 12,9% à 18,7%). Cette détérioration est sans doute due aux nombreuses pertes d'emplois liées à la crise économique et politique. C'est principalement dans la capitale que la situation s'est dégradée (passant de 13 à 18,7%).

Graphique 2: Evolution de l'insécurité alimentaire entre 2005 et 2012 par milieu de résidence



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

Selon les régions

L'évolution entre 2005 et 2012 est très différente selon les régions.

Certaines régions ont connu une amélioration de la situation avec un pourcentage de ménages en insécurité alimentaire moins élevé en 2012 comparé à 2005 (souvent grâce à une diminution entre 2005 et 2010): Atsimo Andrefana, Diana, Haute Matsiatra, Melaky, Menabe.

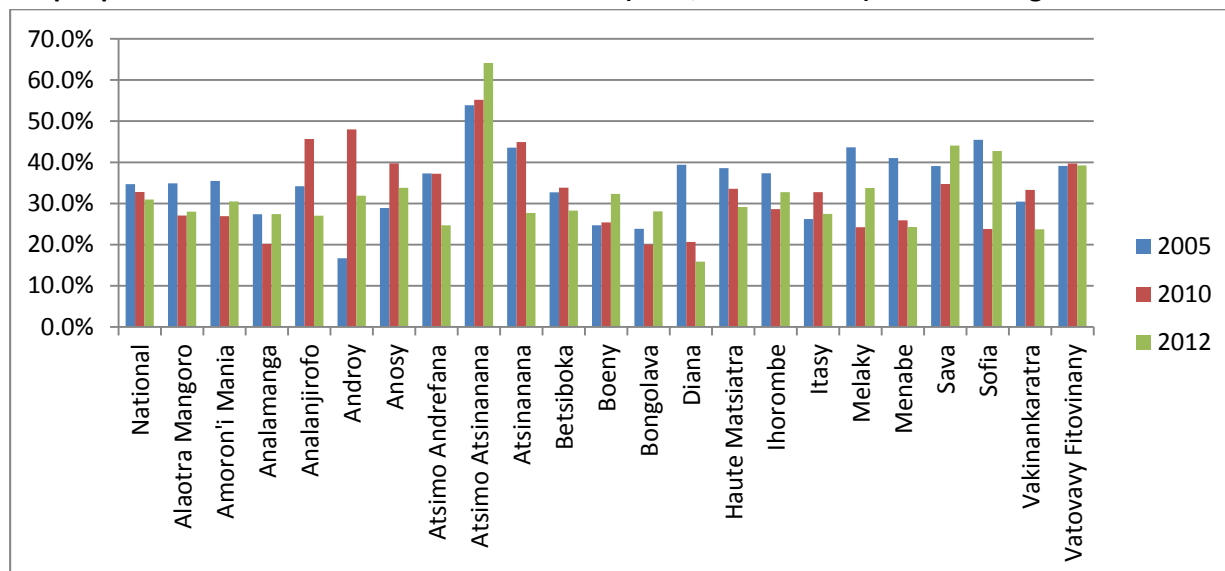
Dans certaines régions, la situation n'as pas évolué ou s'est très légèrement améliorée: Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Atsinanana, Analamanga, Betsiboka, Itasy, Ihorombe, Sofia, Vakinankaratra, Vatovavy Fitovinany.

Dans les autres régions, la situation s'est détériorée : Atsimo Atsinanana, Androy, Anosy, Boeny, Bongolava et Sava. Dans les régions d'Androy et Anosy, la situation s'est détériorée entre 2005 et 2010. Dans les autres régions, elle s'est détériorée depuis 2010.

Ainsi entre 2010 et 2012, la situation s'est fortement détériorée dans la région d'Atsimo Atsinanana, où l'insécurité alimentaire est passée de 55,2 à 64 pour cent, ainsi que dans les régions de Sava et Sofia passant respectivement de 34,7 à 44 pour cent et de 23,8 à 42,7 pour cent. Elle s'est aussi détériorée dans les régions d'Analamanga (de 20,2% à 27,4%), de Melaky (de 24,2% à 34,8%), Boeny (25,4% à 32,3%) et Bongolava (20 à 28%) dans l'ouest du pays. Dans ces régions sauf dans celle de Bongolava, la proportion de ménages avec un régime pauvre en quantité et celle des ménages avec un régime pauvre en qualité se sont accrues. Dans la région de Bongolava, la détérioration de la situation est due à une baisse de qualité du régime.

Par ailleurs, la situation s'est fortement détériorée dans la région d'Androy depuis 2005, même si elle a connu une amélioration entre 2010 et 2012.

Graphique 3: Evolution de l'insécurité alimentaire (2005, 2010 et 2012) au niveau régional



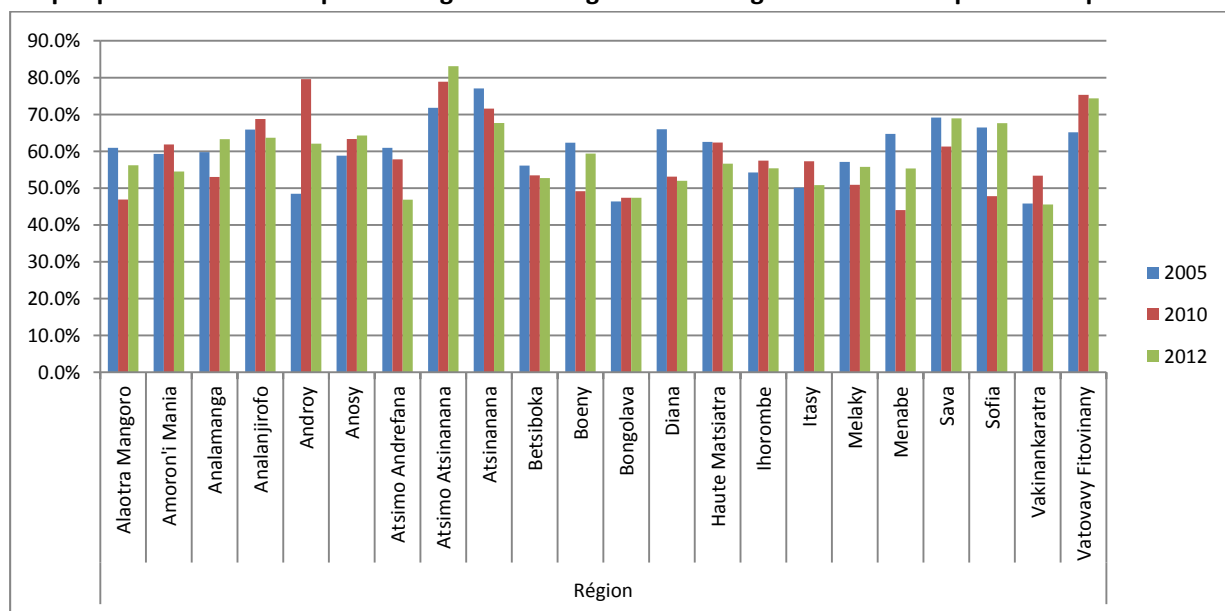
Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

Régime alimentaire pauvre en quantité

En 2012, dans toutes les régions du pays à l'exception des régions d'Atsimo Andrefana, Vakinankaratra et de Bongolava, plus de 50 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre en quantité. Dans les régions d'Atsimo Atsinanana et de Vatovavy Fitovinany, la proportion dépassait les 70 pour cent.

Dans les régions d'Atsimo Atsinanana et Vatovavy, la proportion des ménages avec un régime alimentaire pauvre en quantité a beaucoup augmenté entre 2005 et 2012 pour atteindre respectivement autour de 83 et 75 pour cent. Dans les régions de Sofia et Sava, elle a augmenté entre 2010 et 2012 pour atteindre un peu moins de 70 pour cent. Dans la région d'Androy, la proportion de ces ménages a beaucoup augmenté entre 2005 et 2010 pour atteindre près de 80 pour cent.

Graphique 4: Evolution du pourcentage des ménages avec un régime alimentaire pauvre en quantité



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

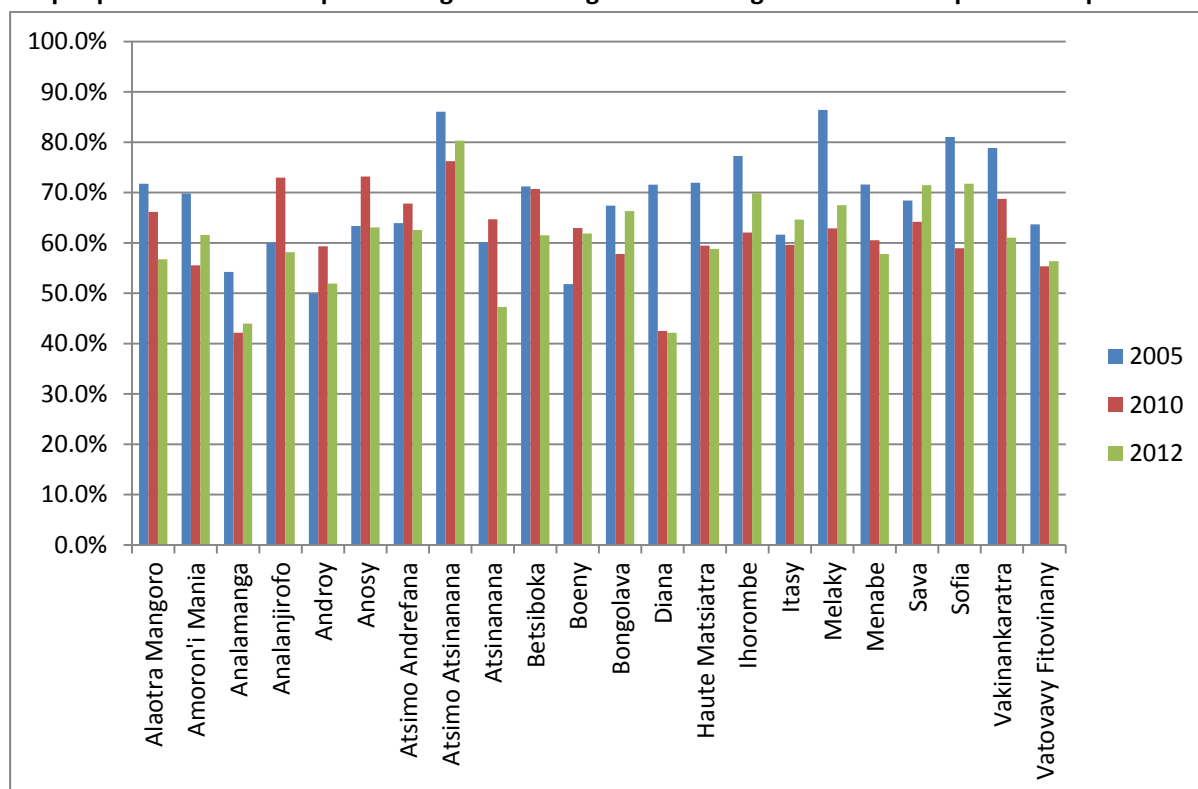
Régime alimentaire pauvre en qualité

En 2012, dans toutes les régions du pays à l'exception des régions d'Analamanga, Dana, Atsinanana, plus de 50 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre en qualité. Dans les régions de Sana et Sofia, la proportion dépassait les 70 pour cent.

Entre 2010 et 2012, la situation s'est détériorée dans la capitale et les centres urbains avec une augmentation de la proportion des ménages dont une part extrêmement importante du régime est constituée de céréales.

Dans les régions d'Atsimo Atsinanana, Bongolava, Ilhorombe, Itasy, Melaky, Sofia et Sava, la proportion des ménages avec un régime alimentaire pauvre en qualité a augmenté.

Graphique 5: Evolution du pourcentage des ménages avec un régime alimentaire pauvre en qualité



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

3.4 Score de consommation alimentaire

Au niveau national, début 2013, environ 8 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre et 34 pour cent ont une consommation alimentaire limitée.

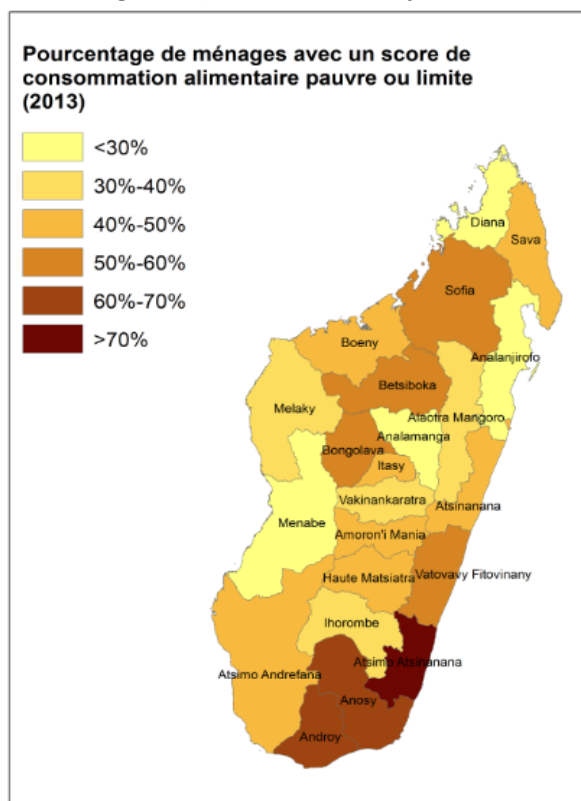
Méthodologie : La consommation alimentaire des ménages est évaluée sur la base du score de la consommation alimentaire des ménages (SCA). Ce score est un indicateur de la fréquence et de la qualité de la consommation alimentaire. Il est calculé à partir de :

- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

Les régions avec un pourcentage des ménages ayant une consommation alimentaire non satisfaisante (pauvre ou limite) très élevé étaient: Atsimo Atsinanana (78%), Androy, Anosy (taux compris entre 60 et 70%) et Sofia, Vatovavy Fitovinany, Bongolava et Betsiboka (taux compris entre 50 et 60%).

Seules quatre régions ont un taux inférieur à 30 pour cent : Diana, Analanjiroro, Analamanga et Menabe.

Carte 2 : Prévalence des ménages avec un score de consommation alimentaire pauvre ou limite au niveau régional (décembre 2012, janvier 2013)

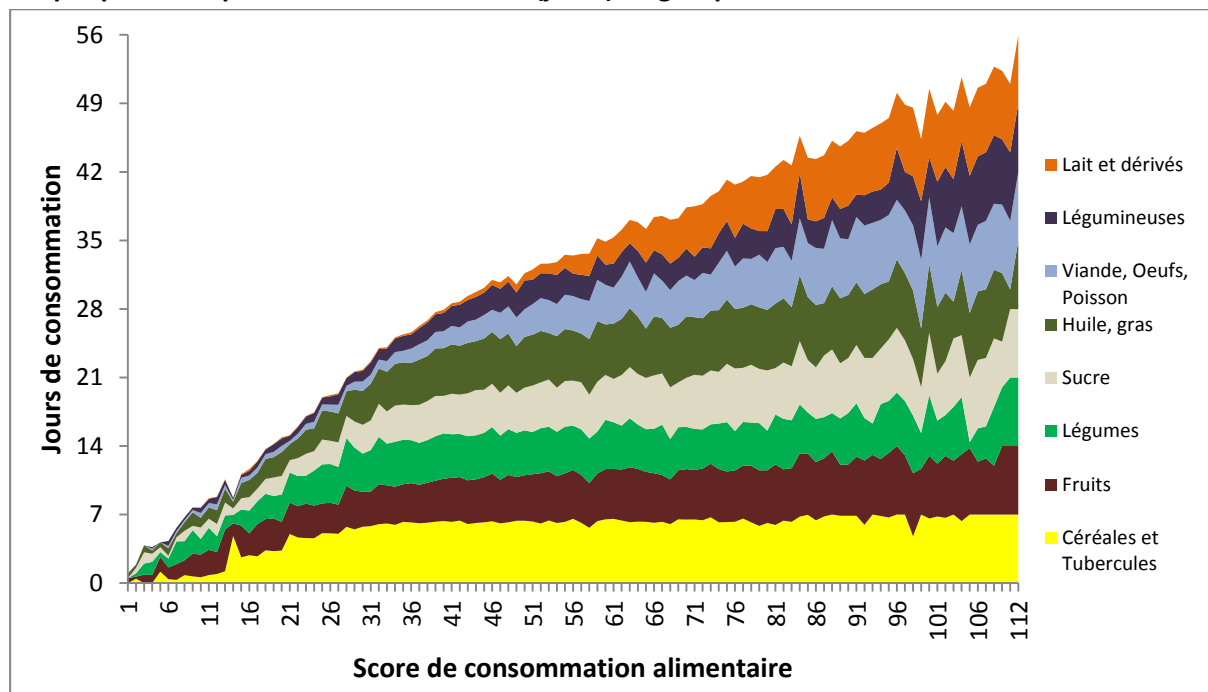


Source : ENSOMD 2013

Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre consomment principalement des céréales avec quelques jours par semaine des fruits et des légumes, du sucre et de l'huile. Ils ne consomment pratiquement pas de viande, poissons et légumineuses et jamais de produits laitiers.

Les ménages avec une consommation alimentaire limite consomment principalement des céréales avec, un peu plus fréquemment que les ménages avec une consommation pauvre, des fruits, des légumes, du sucre et de l'huile. Ils consomment très rarement de la viande, du poisson et des légumineuses, et presque jamais de produits laitiers.

Graphique 6: Fréquence de consommation (jours) de groupes d'aliments



Source : ENSOMD 2013

3.5 Score de diversité alimentaire

De manière générale, les malgaches ont un régime alimentaire peu varié.

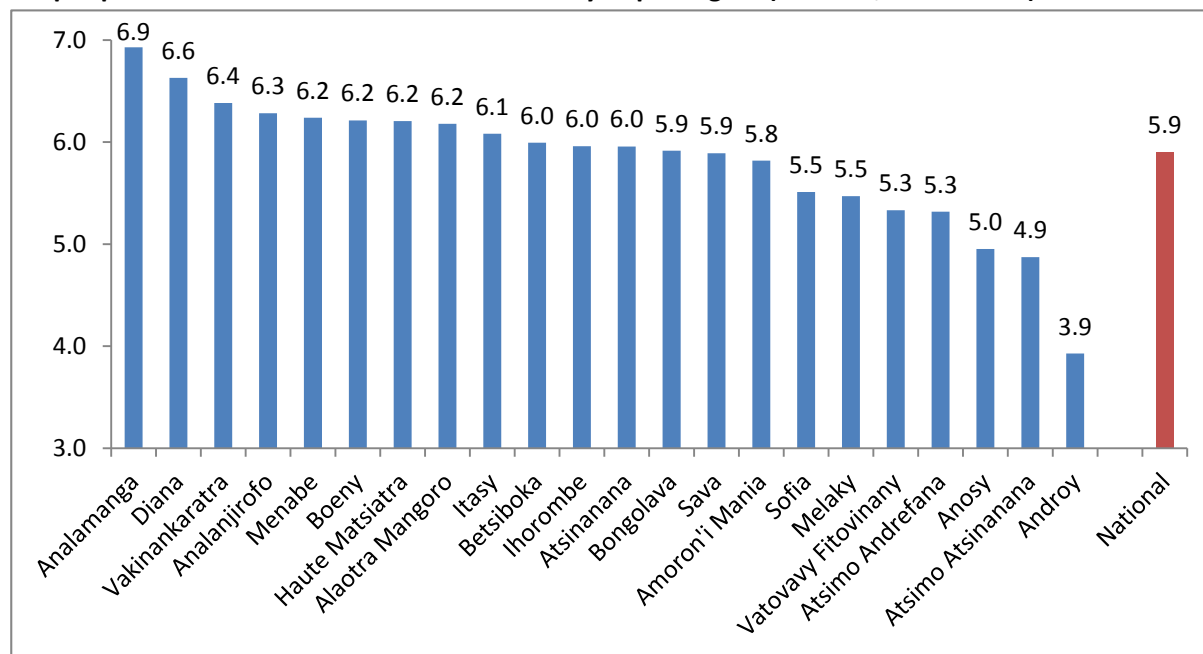
En moyenne, les ménages consomment peu fréquemment de la viande et du poisson (deux jours par semaine), des produits laitiers (moins de une fois par semaine) et des légumineuses (moins de deux jours par semaine).

Dans la région d'Androy, les ménages ont un régime alimentaire extrêmement peu varié (le score de diversité alimentaire moyen est le plus bas comparé aux autres régions).

Dans les régions d'Anosy, Atsimo Atsinanana, la diversité alimentaire est légèrement plus élevée mais reste très basse.

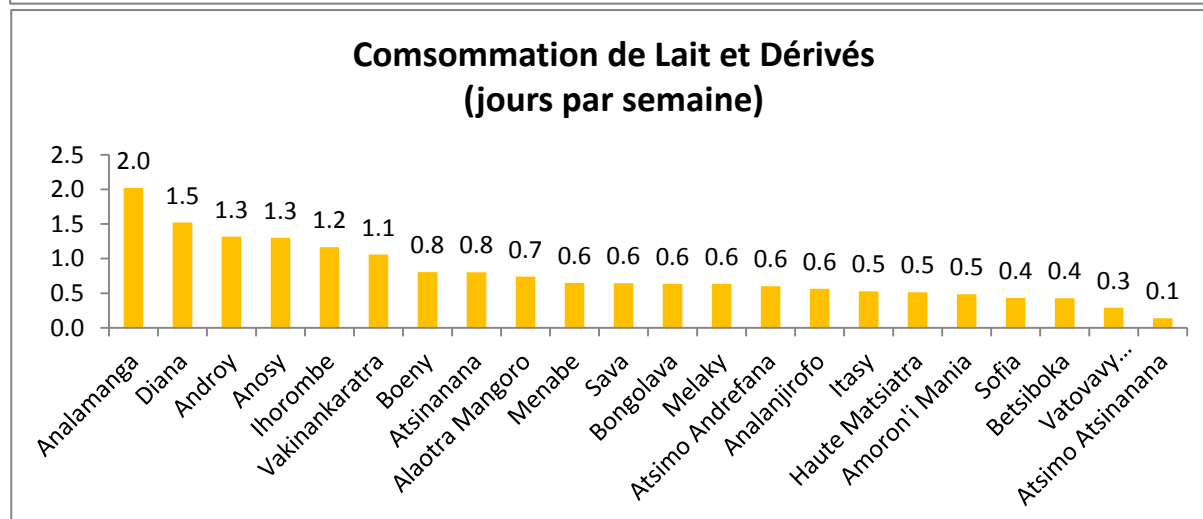
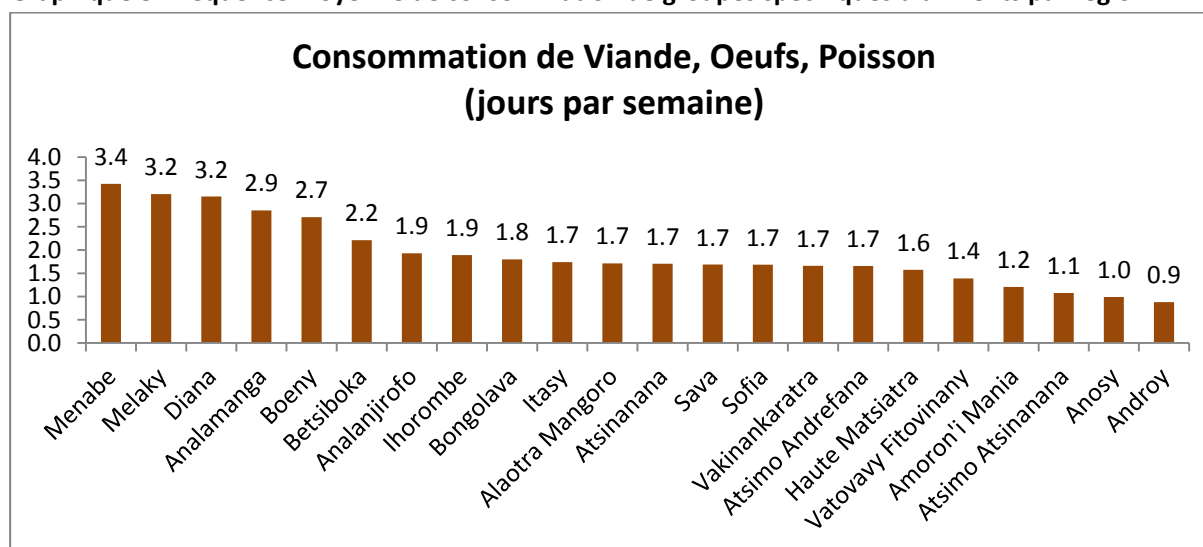
Définition: Le score de diversité alimentaire des ménages (SDA) comptabilise le nombre de groupes d'aliments consommés (sans pondération selon la qualité nutritionnelle) : chaque groupe compte pour 1 point dans le score qui varie de 1 à 8. Cet indicateur se réfère à la consommation alimentaire du ménage durant les 7 jours précédant l'enquête. Il n'existe pas de seuil internationalement reconnu pour définir une « bonne » ou « mauvaise » diversité alimentaire.

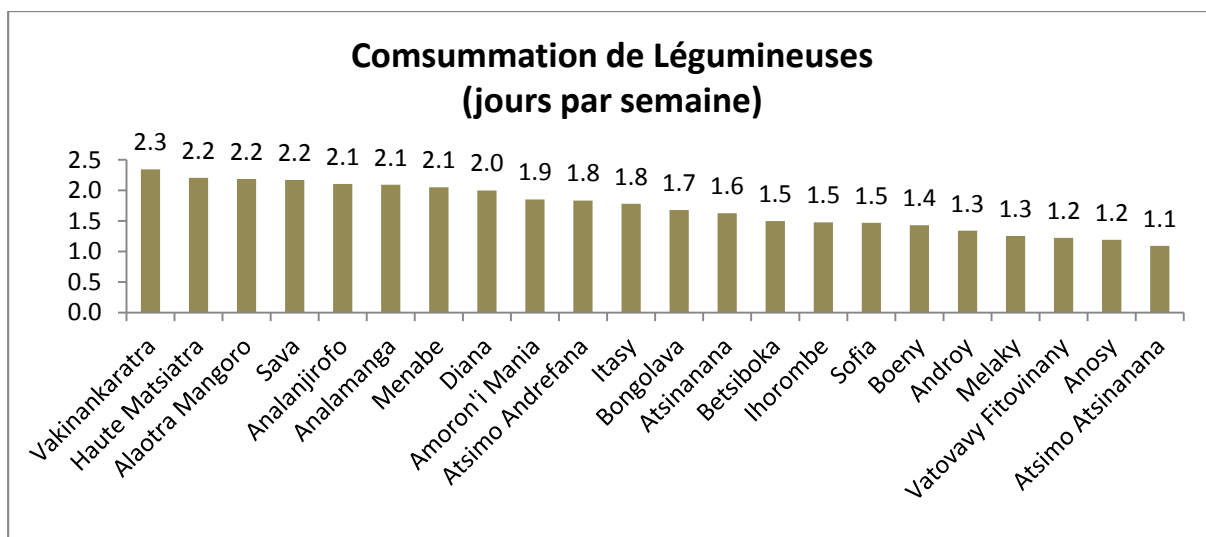
Graphique 7: Score de diversité alimentaire moyen par région (fin 2012, début 2013)



Source : ENSOMD 2013

Graphique 8: Fréquence moyenne de consommation de groupes spécifiques d'aliments par région





Source : ENSOMD 2013

4. Secteur agricole, disponibilité alimentaire et marchés

Messages clefs

- La productivité agricole pour toutes les spéculations essentielles (riz, manioc, maïs et patate douce) est très basse. Le secteur agricole souffre de nombreux problèmes structurels : faible utilisation d'intrants, manque de formation des agriculteurs, pratiques agricoles traditionnelles dépassées, vétusté des infrastructures hydro-agricoles. Ces problèmes se sont accentués depuis la crise politique de 2009 et l'arrêt de tout programme de subvention et d'appui au secteur.
- La superficie agricole moyenne exploitée par ménage est assez petite, environ 1,7 ha (1,4 ha en 2010).³² La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre et un tiers des agriculteurs estiment manquer de terres. L'absence de sécurité foncière reste un véritable problème.
- Le revenu agricole annuel moyen d'un ménage agricole s'élève à environ 978 000 Ariary. Par rapport à 2010, ce revenu agricole a diminué en termes réels (il a augmenté de 7 pour cent en valeur nominale, mais avec un niveau d'inflation de 14 pour cent au niveau national). L'augmentation du revenu agricole n'a été réelle que dans les régions de Amoron'i Mania, Analanjirofo, Anosy, Atsimo Andrefana et Boeny.
- Les régions où le revenu des ménages agricoles est le plus bas sont : Androy, Atsimo Atsinanana et Atsinanana. Il ne dépasse pas 700 000 Ar par an et par ménage.
- Les campagnes agricoles de 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013 ont généralement été mauvaises (sauf dans certaines régions) sous l'effet conjugué des caprices de la nature et de la persistance de la crise politique et du manque de subvention et d'appui technique.
- La saison agricole 2012/13 a connu une très forte diminution de la disponibilité des aliments de base, principalement le riz en raison du manque de pluie dans la plupart des régions et d'une invasion acridienne a décimé jusqu'à 50 pour cent des cultures vivrières dans les zones affectées. Le pays a dû importer 410 375 tonnes de riz en 2013 soit plus du double du niveau de ses importations habituelles (entre 100 000 et 200 000 tonnes soit 5 à 10 pour cent de ses besoins).

³² EPM 2010

4.1 Description du secteur agricole

4.1.1 Principales cultures

Les ménages agricoles représentent 72,7 pour cent des ménages.³³

L'agriculture est essentiellement une agriculture de subsistance. Seule une faible minorité investit dans des produits à valeur élevée tels les fruits ou les cultures de rente.

Bien que la plupart des ménages agricoles pratiquent la polyculture, en général ils s'adonnent à moins de cinq cultures durant une campagne. En moyenne, le nombre de cultures par ménage est de trois cultures par campagne.

Le riz est la culture la plus pratiquée. Ainsi, environ 63 pour cent des ménages cultivent du riz. Les ménages agricoles adoptent habituellement une stratégie compensatoire à la production de riz en cultivant d'autres produits alimentaires de base. Il s'agit de la culture du manioc (45 pour cent des ménages), du maïs (26%), de la patate (18%).

Culture du riz

Le riz est un « produit roi » puisqu'il est l'aliment de base pour la grande majorité des malagasy tant en milieu rural qu'en milieu urbain. La riziculture est aussi une activité majeure, sinon l'activité principale pour la plupart des ménages agricoles. Le riz reste la principale source de revenus agricoles, à raison de 41,9 pour cent du total des revenus agricoles générés.

La culture du riz est très pratiquée par les ménages dans les régions de Amoron'i Mania, Vatovavy Fitovinany, Bongolova, Analanjirofo, Itasy, Melaky et Sofia où plus de 85 pour cent des ménages la pratiquent. Mais cette culture est de manière générale très répandue dans toute l'île, sauf dans les régions d'Atsimo Andrefana et d'Androy au sud de l'île où les conditions géologiques et climatiques sont moins favorables. Dans la région d'Analamanga, la proportion des ménages qui cultivent le riz est également relativement faible (27,5%).

La vente de riz est essentiellement regroupée dans la région d'Alaotra Mangoro (20% des ventes environ) ; cette région constitue le grenier à riz de Madagascar. Les greniers secondaires sont Boeny (7,9%) avec sa plaine de Marovoay, Sofia (7,4%) et Vakinankaratra (6,9%) qui sont des zones à haute productivité agricole.

Manioc

Le manioc est le produit agricole le plus prisé après le riz. La culture du manioc est particulièrement importante dans la région Androy où plus de 90 pour cent des ménages agricoles la pratiquent.

La culture du maïs est plus pratiquée dans les régions de Vakinankaratra, Androy et Itasy (environ 70 pour cent des ménages).

³³ Il s'agit des ménages agricoles, au sens large, c'est à dire les ménages qui ont pratiqué l'agriculture en tant qu'activité principale, ou à titre secondaire, et cela, non seulement par le chef du ménage, mais aussi par d'autres membres du ménage.

Tableau 4: Pourcentage des ménages cultivateurs et pourcentage de ménages ayant cultivé chaque type de produit selon la région

REGION	CULTIVATEUR	ONT CULTIVE				
		RIZ	MAÏS	MANIOC	PATATE	AUTRES TUBERCULES
Analamanga	32,3	27,5	6,3	16,1	6	6,7
Vakinankaratra	88,4	80	70,2	53,7	45	43,6
Itasy	90,4	85,6	69,1	70,1	29,7	50,1
Bongolava	92,3	90,4	45,8	61,2	4,7	2,6
Matsiatra	79,6	69,8	40,2	68,8	44,9	15,2
Amoron'i mania	96,5	91,9	49,9	81	60,4	24,9
Vatovavy Fitovinany	91,4	88,5	4	81	17,2	3,9
Ihorombe	78,1	73,6	23,8	61,5	18,1	2,8
Atsimo Atsinanana	87	82,2	3,8	73,8	44,2	2,9
Atsinanana	60,5	57	15,6	37,5	16,7	4
Analanjirifo	90,4	87,5	2,5	43,5	5,7	6
Alaotra Mangoro	77,9	74,2	16,7	39,7	7,8	4,6
Boeny	59,6	58,7	16,2	8,3	1,3	0,2
Sofia	89,3	87,6	34,9	33,4	3	3
Betsiboka	84,5	82,4	32,9	30,7	8,3	5
Melaky	91	88,3	31,9	61,3	2,9	4,4
Atsimo Andrefana	68,4	24,2	40,6	57,3	15,9	0,3
Androy	94	19,5	74,9	91,4	37,1	0
Anosy	76,7	52,3	35,4	67,2	23,1	2,5
Menabe	78,3	69,9	25,6	29,6	9,8	0,5
DIANA	54,5	49,4	12	9,3	2,4	0,8
SAVA	83,5	81,7	10,9	25,6	4,7	3,3
ENSEMBLE	72,7	63,3	26,2	44,7	17,6	9,3

Source : ENSOMD 2012-2013

4.1.2 Productivité et difficultés de la pratique agricole

La productivité agricole pour toutes les spéculations essentielles (riz, manioc, maïs et patate douce) est généralement basse. Le rendement moyen de la production rizicole est très faible, de l'ordre de 1,1 tonne à l'hectare.

Dans le cas du riz, ce rendement moyen pourrait être augmenté substantiellement (multiplié par trois ou plus) par l'application de méthode de culture améliorée, comme le Système de Riziculture Intensive. Bien que Madagascar soit le berceau de cette technique de culture, très répandue dans le monde entier, seuls 3,5 pourcent des riziculteurs malagasy l'utilisent. L'investissement en main d'œuvre et la gestion stricte de l'eau agricole imposées par cette méthode découragent les agriculteurs.³⁴

Le faible niveau de la productivité agricole est due à :

³⁴ http://www.jica.go.jp/french/news/field/131204_01.html ; Révolution rizicole à Madagascar, JICA, 2013

Vétusté des infrastructures hydro-agricoles : Le pays dispose d'un important réseau d'irrigation mais ces infrastructures sont vieilles, régulièrement endommagées par les cyclones et inondations et peu entretenues, notamment depuis la suspension des moyens financiers nécessaires en 2009.

Faible utilisation d'intrants : Le prix élevé des intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires et matériel agricole) dissuade des agriculteurs de les utiliser. De plus, depuis l'arrêt des subventions accordées dans le cadre de la Révolution Verte durable en 2009, les quantités de semences et d'engrais utilisées baissent régulièrement. Les pratiques traditionnelles (utilisation de semences issues de la récolte précédente et fumure organique) sont les plus répandues. La faible utilisation d'engrais est aussi liée au manque de formation et d'information des producteurs sur leur utilisation.

Pour environ 13 pour cent des ménages (unité agricole), les problèmes d'intrants sont l'un des trois problèmes principaux qu'ils rencontrent.³⁵ Pour les unités éleveurs, cette proportion est de 8 pour cent. Ce problème de disponibilité est lié au faible développement des systèmes de distribution d'intrants, le niveau élevé des coûts de transport et la faiblesse du secteur privé.

Recrudescence des prédateurs des cultures : Déclarée calamité nationale fin 2012, le pays doit affronter depuis le printemps 2012 une recrudescence acridienne qui s'est transformée en véritable invasion et menace les moyens de subsistance de 13 millions de personnes. La FAO a mis au point un programme d'urgence pour un budget total de 45 millions d'euros.

Manque de formation des paysans, faiblesse du capital humain : Les agriculteurs utilisent principalement des techniques traditionnelles et sont peu sensibilisés aux possibilités technologiques. Les services (de formation et de vulgarisation), disponibles aujourd'hui, restent limités en termes de couverture géographique, et considérablement inégaux en termes de qualité. Environ 24 pour cent des unités de production agricole se déclarent en retard par rapport aux techniques modernes. Pour les unités d'élevage, la proportion est estimée à 19 pour cent.³⁶

En matière d'accessibilité des programmes d'encadrement techniques : 11 pour cent des unités agricoles connaissent l'existence de telles structures dans leurs circonscriptions. Pour les unités d'éleveurs, cette proportion est de 8 pour cent.

Absence de sécurité foncière : Environ 1 agriculteur sur 3 ressent un problème de manque de terres cultivables, et 10 pour cent citent d'autres problèmes fonciers. Au total, la proportion des ménages cultivateurs qui citent le foncier parmi les trois principaux problèmes, s'élève à 40 pour cent. De plus, seuls 32 pour cent des ménages connaissent l'existence de la structure locale de gestion foncière dans la commune où ils résident.

La réforme agraire lancée en 2005 dans le but de permettre aux paysans les plus démunis d'acquérir la propriété des terres qu'ils cultivent n'a pas eu les effets escomptés. Certains agriculteurs sont réticents à contacter les bureaux de la propriété foncière par peur de payer des impôts d'autres sont découragés par le coût excessif des certifications de propriété. De plus, la plupart des financements pour cette réforme ont été bloqués par les bailleurs de fonds suite à la crise institutionnelle de 2009.

³⁵ Données ENSOMD 2012-2013

³⁶ ENSOMD 2012-2013

Problèmes environnementaux et dégradation des ressources naturelles : Environ 60 pour cent des agriculteurs et 13 pour cent des éleveurs citent les problèmes environnementaux parmi les trois principaux obstacles à leur productivité.

De plus, le niveau de risque des exploitations agricoles aux aléas climatiques (cyclone, sécheresse, inondation), aux maladies, aux attaques d'insectes (criquets, etc.) et à l'insécurité est très élevé. Dans l'agriculture malagasy, le niveau de production peut varier fortement d'une année à l'autre en raison des aléas climatiques (cyclone, sécheresse, inondation), des maladies et des attaques d'insectes (criquets, etc.). Face à cette situation de risque, les agriculteurs tendent à réduire les investissements et l'emploi d'intrants et adoptent une stratégie de croissance plutôt expansive qu'intensive, pérennisant ainsi la faiblesse du rendement et de la productivité du secteur agricole.

Insécurité : Environ 18 pour cent des ménages agriculteurs pensent que l'insécurité (vol et attaque à main armée, détrousseurs, vol de bétails) figure parmi les trois problèmes les plus importants qui entravent leur productivité. Pour les éleveurs, cette proportion est très élevée puisqu'elle monte à plus de 53 pour cent. En d'autres termes, plus de 5 éleveurs sur 10 pensent qu'il faut résoudre les problèmes d'insécurité, surtout en milieu rural.

L'enclavement : Même si les routes sont disponibles pour certaines zones de Madagascar (les principales routes nationales qui relient les grandes villes) le reste du pays en est dépourvu. Il est de plus fréquent que les routes existantes soient difficilement praticables durant une bonne partie de l'année, surtout pendant les saisons de pluie. Environ, 14 pour cent des agriculteurs malagasy se sentent enclavés (notion très subjective).³⁷

4.1.3 Surfaces cultivées

La superficie économique agricole moyenne exploitée par ménage est assez petite, environ 1,7 ha (1,4 ha en 2010).³⁸ La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre et sont considérés comme des petits exploitants agricoles.

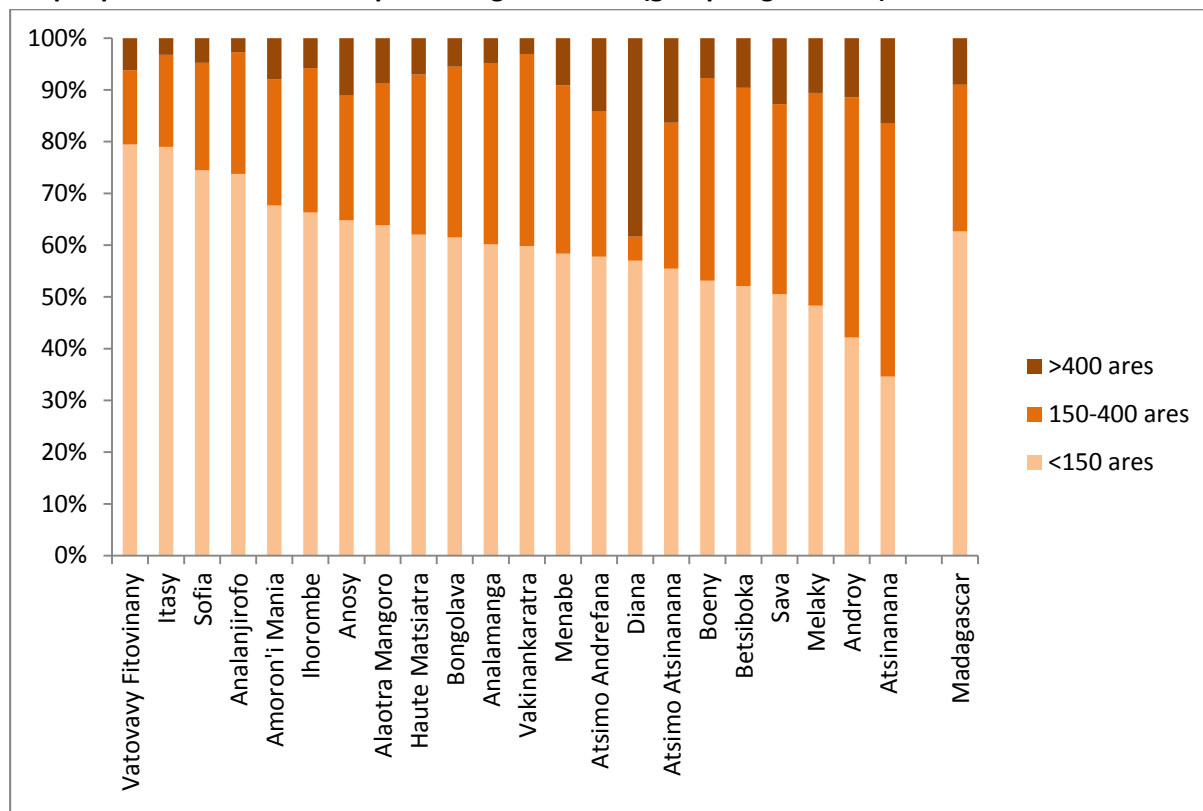
Le problème d'accès à la terre et à la propriété limite l'accession des petits propriétaires à de plus grandes surfaces, faisant obstacle à une exploitation agricole extensive à l'économie de marché.

Les ménages dirigés par les femmes exploitent une superficie moyenne de 1,3 ha (contre une moyenne de 1,8 ha des ménages dirigés par les hommes).

³⁷ Selon l'ENSOMD 2012-2013,

³⁸ EPM 2010

Graphique 9: Surface cultivée par ménages en 2013 (groupe Agriculture)



Source : ENSOMD 2013

4.1.4 Pratique de l'élevage

L'élevage est très pratiqué par les ménages. Au niveau national, 58,5 pour cent des ménages le pratiquent. En milieu rural, environ deux tiers des ménages le pratiquent. L'élevage du poulet est le plus pratiqué (44% des ménages), suivi de celui du zébu (19%), de porcins (16%) et de zébu de traits (12%). Pour les ménages, la plus grande réserve de valeurs sont les zébus (zébus de traits, bœufs ou vaches laitières) et les petits ruminants.

Même si les ménages éleveurs sont nombreux, le nombre d'animaux possédés est généralement faible, quel que soit le type d'animal. Par ailleurs, le nombre d'animaux possédés a diminué entre 2010 et 2012.

Tableau 5: Animaux possédés par les ménages

Nombre moyen de tête d'animaux par ménage		
Types d'animaux	Campagne 2011-2012	Campagne 2012-2013
Zébus de trait	3,6	3,2
Boeufs / autres zébus	6,6	5,7
Vaches laitières	4,1	3,2
Porcins	3,4	2,5
Poules	16,4	11,1
Oies	8,9	6,4
Ovins	11,7	8,7
Caprins	13,3	10
Lapins	9,9	8,3
Dindes /Canards	9,2	6,6
Apiculture	4,9	3,4
Autres animaux	22,3	17

Source : ENSOMD

Les problèmes rencontrés lors de la pratique de l'élevage³⁹

Les ménages pratiquant l'élevage rencontrent les problèmes suivants :

Les problèmes environnementaux : 13 pour cent des ménages éleveurs subissent des problèmes environnementaux dont les cyclones, inondations, les feux de brousse, etc.

L'insécurité : c'est le plus grand fléau auquel les éleveurs malgaches font face et concerne 53 pour cent des ménages qui pratiquent l'élevage. Il s'agit de petit vols de bétail mais aussi de grand banditisme, surtout dans le sud pour les éleveurs de zébu. Plus de 5 éleveurs sur 10 pensent qu'il faut résoudre les problèmes d'insécurité.

La disponibilité limitée et le coût élevé des intrants améliorés : les intrants (produits pour l'alimentation animale et produits prophylactiques) sont généralement inaccessibles pour la plupart des éleveurs malgaches durant la crise et avec un prix assez élevé. Néanmoins, ce problème n'est pas très ressenti par ces derniers, en effet seules les 8 pour cent des unités éleveurs qui ont cités ce type de problèmes.

Les micro-finances : environ 35 pour cent des éleveurs citent les problèmes de financement, notamment de manque de disponibilité et d'accès au micro-financement, parmi les trois plus grands problèmes qu'ils rencontrent. Environ 64 pour cent des éleveurs n'ont pas accès ou ne savent pas trouver des sources de financement à travers la micro-finance.

L'utilisation de pratiques agricoles dépassées : la proportion des ménages éleveurs qui ressentent un besoin de renforcement de capacité technique est estimée à 19 pour cent. En matière d'accessibilité des programmes d'encadrement techniques par rapport aux paysans, seules 8 pour cent des ménages éleveurs connaissent l'existence de telles structures dans leurs circonscriptions.

³⁹ Lors de l'ENSOMD 2012-2013, les ménages qui pratiquent l'élevage ont cités les trois plus grands problèmes qu'ils rencontrent dans leur exploitation.

4.1.5 Revenus des ménages agricoles

Le revenu agricole annuel moyen d'un ménage agricole s'élève à environ 978 000 Ariary. Le montant moyen de l'équivalent monétaire de l'autoconsommation par ménage agricole, toutes spéculations confondues, est de l'ordre de 519 000 Ariary par an.

Les ménages agricoles les plus vulnérables sont concentrés dans les régions d'Androy (revenu de 559 000 Ar/ménage/an), Atsimo Antsinanana (697 000 Ar), Sava (749 000 Ar) et Atsinanana (763 000 Ar). Le revenu agricole moyen ne dépasse pas 800 000 Ar par an, par ménage.

Les régions avec un niveau de revenu agricole élevé (plus de 1 000 000 Ar/ménage/an) sont : Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Itasy, Haute Matsiatra, Boeny, Melaky, Anosy et Diana.

Par rapport à 2010, le revenu agricole a diminué en termes réels (il a augmenté de 7 pour cent en valeur nominale, mais avec un niveau d'inflation de 14 pour cent au niveau national). L'augmentation du revenu n'a été réelle que dans les régions d'Amoron'i Mania, Analanjirofo, Anosy, Atsimo Andrefana et Boeny.

Tableau 6: Evolution (termes monétaire et réel⁴⁰) du revenu agricole moyen (en millier d'Ar.)

REGION	REVENU 2010	REVENU NOMINAL 2012	REVENU REEL 2012
National	910	978	843
Alaotra Mangoro	1238	1415	1220
Amoron'i Mania	672	1030	888
Analamanga	878	849	732
Analanjirofo	778	947	816
Androy	488	559	482
Anosy	686	1073	925
Atsimo Andrefana	695	917	791
Atsimo Atsinanana	811	697	601
Atsinanana	1057	763	658
Betsiboka	1105	865	746
Boeny	1129	1313	1132
Bongolava	1045	974	840
Diana	1164	1758	1516
Haute Matsiatra	852	1135	978
Ihorombe	682	955	823
Itasy	1021	1131	975
Melaky	1048	1172	1010
Menabe	1003	828	714
Sava	997	749	646
Sofia	1022	882	760
Vakinankaratra	812	1077	928
Vatovavy Fitovinany	953	879	758

Source: EPM 2010, ENSOMD 2012, IPC INSTAT

⁴⁰ En utilisant comme déflateur temporel le taux d'inflation, généralement utilisée pour déflater le PIB et le RNB. Toutefois, la déflation spatiale n'a pas été appliquée faute de données disponibles.

L'importance du revenu agricole généré dépend des caractéristiques des ménages : plus le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé, plus la superficie exploitée est grande, plus le montant du revenu agricole est élevé. De plus, plus la taille de l'exploitation est grande plus le niveau de revenu agricole moyen est élevé.⁴¹ Cette situation est valable quel que soit le milieu. En effet, le revenu agricole moyen s'élève à 1 800 000 Ar pour les grandes exploitations, contre 700 000 Ar pour les petites.

Cultures pratiquées et sources de revenus

Le riz est la principale source de revenus agricoles (autoconsommation et ventes) des ménages et représente environ 42 pour cent du total des revenus agricoles générés. Il génère en moyenne 470 000 Ar de revenus agricoles par ménage cultivateur par an. La production est essentiellement destinée à l'autoconsommation.

Le manioc est aussi une source de revenu important : en 2012, la culture du manioc a généré environ 11 pour cent du total des revenus agricoles de l'année. La vente du manioc procure environ 57 000 Ar par an, par ménage. L'autoconsommation de manioc est évaluée à 123 000 Ar par ménage agricole, annuellement.

Les cultures de rente génèrent environ 10 pour cent du revenu agricole, avec une moyenne d'environ 640 000 Ar par an et par ménage agricole. Les fruits contribuent à environ 7 pour cent du revenu agricole, avec un revenu annuel moyen par ménage agricole de 404 000 Ar.

4.1.6 Disponibilité alimentaire

Madagascar est pratiquement auto-suffisant et arrive à couvrir environ 90 pour cent de ses besoins. Mais la disponibilité alimentaire varie fortement entre les régions avec certaines zones qui ont un surplus et d'autres zones avec une production chroniquement insuffisante.

L'ensemble de la production agricole a fortement augmenté durant les campagnes agricoles 2008/2009 et 2009/2010. Cette augmentation a été facilitée par des mesures incitatives de subventions (engrais et semences) et l'encadrement technique du gouvernement dans le cadre de l'initiative « Révolution Verte ». Cependant, les restrictions budgétaires adoptées suite à la crise politique n'ont pas permis la poursuite de l'initiative.

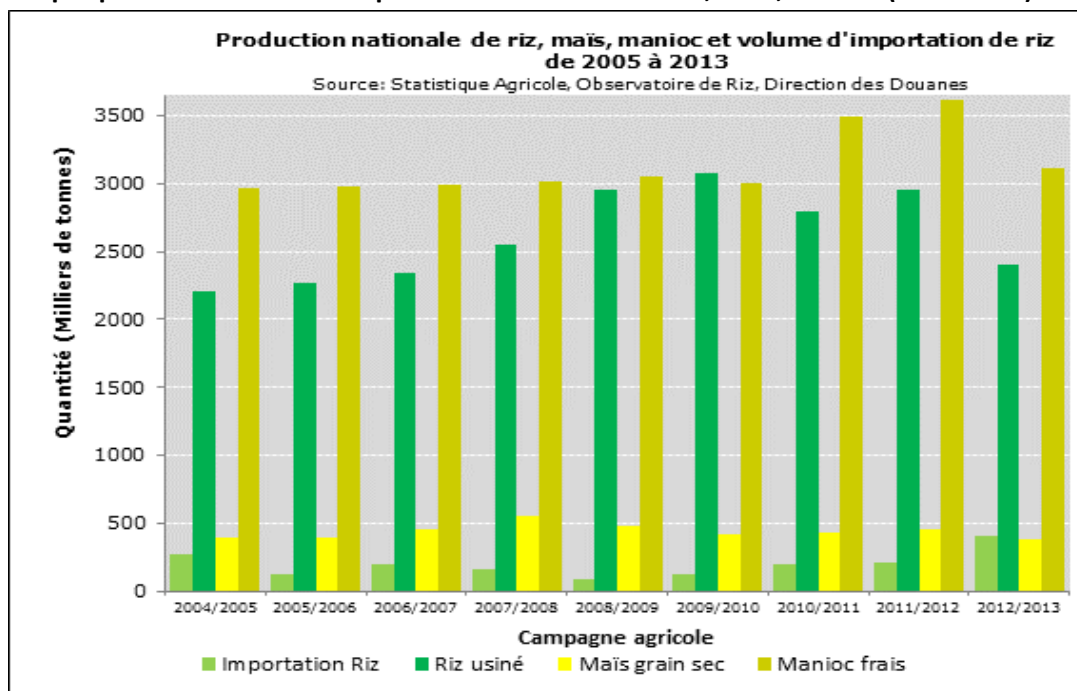
Les campagnes agricoles de 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013 ont subi les effets négatifs conjugués de la persistance de la crise politique et des caprices de la nature et du climat. La diminution de la capacité de production faute de subvention et de support technique, le retard des premières pluies utiles, l'irrégularité temporelle ou spatiale de la pluviométrie, ou les longues périodes de sécheresse dans certaines zones et le passage de cyclones, des pluies abondantes et inondations, des invasions acridiennes de grandes envergures dans d'autres ont conduit à une baisse de la production de riz par rapport aux deux années précédentes (2009 et 2010).

La saison agricole 2012/13 a connu la plus forte diminution de la disponibilité des aliments de base, principalement le riz. L'insuffisance de pluviométrie a été constaté dans la plupart des régions, et l'invasion acridienne a décimé jusqu'à 50 pour cent des cultures vivrières dans les zones affectées. La production du riz de 2013 est environ de 21 pour cent inférieure à celle de 2012. La production de maïs

⁴¹ ENSOMD 2012-2013

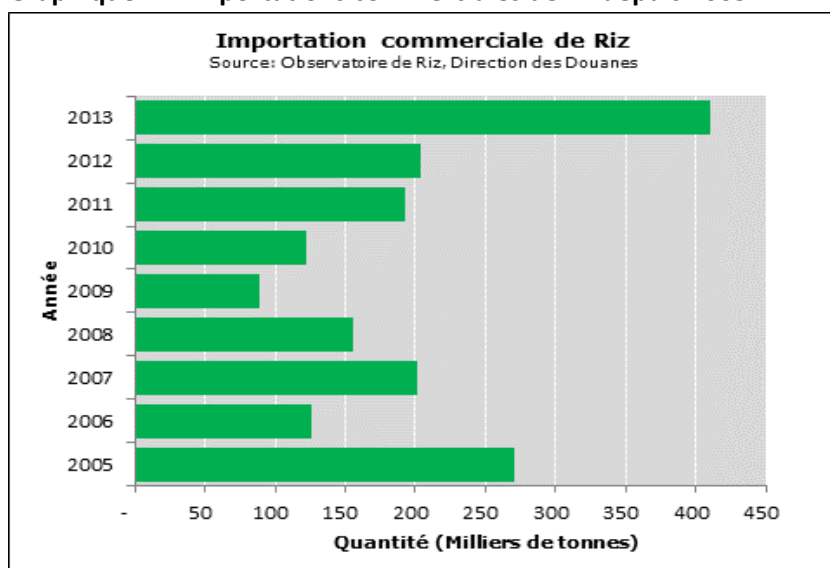
et de manioc a également diminué par rapport à la saison précédente, respectivement de 15 pourcent et de 14 pour cent.

Graphique 10: Evolution de la production nationale de riz, maïs, manioc (2005-2012)



Un déficit en équivalent céréale de 422 000 tonnes a été estimé au niveau du pays pour la campagne commerciale 2013/2014 (avril 2013 à mars 2014). Madagascar a importé 410 375 tonnes de riz durant l'année 2013⁴². Jamais auparavant, les importations commerciales de riz n'ont atteint ce niveau. Madagascar n'avait importé dans le passé que cinq à dix pour cent de ses besoins en consommation (entre 100 000 à 200 000 tonnes).

Graphique 11: Importations commerciales de riz depuis 2005



Source: Observatoire du Riz, Direction des Douanes

⁴² Horizon N°55, Bulletin d'information et d'analyse de l'Observatoire du Riz – Madagascar, Décembre 2013 - Janvier 2014

Niveau régional

Certaines régions ont connu une baisse de leur production de riz en 2011 et 2012. (Voir Annexe). Parmi les régions avec un taux d'insécurité alimentaire relativement élevé, la région d'Atsimo Atsinanana a connu une baisse d'environ 25 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années et la région Vatovavy Fitovinany de 36 pour cent en 2011. Dans la région d'Atsimo Andrefana, la production de riz a chuté ces deux dernières années avec une baisse de 18 pour cent en 2012 par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Elle a également chuté dans la région d'Ihorombe. En 2012, elle était de 10 pour cent inférieure à la moyenne des cinq dernières années.

Les régions du sud (Androy, Anosy et Atsimo Andrefana) du pays ont, elles, connu une augmentation de leur production de manioc et de maïs en 2011 et 2012 (voir annexe).

5. Les marchés

Messages clefs

- Les marchés sont une source d'approvisionnement importante pour les ménages. En 2012, la part des aliments achetés représentait environ 56 pour cent de l'énergie consommée par les ménages au niveau national (49,4% dans les zones rurales et plus de 90 pour cent dans la capitale et les grands centres urbains). Les ménages sont donc dépendants des prix des denrées alimentaires.
- A Madagascar, le coût de la vie est en constante augmentation ces dernières années. En 2012, le kilo du riz est plus élevé de 18 pour cent par rapport au niveau de la moyenne des 5 dernières années. Le prix du maïs a lui augmenté de 15 pour cent entre 2010 et 2012.
- Dans les zones rurales, la part de l'énergie venant d'aliments achetés sur les marchés a augmenté depuis 2005, passant de 37,7 pour cent à 49,4 pour cent. Elle a beaucoup augmenté dans les régions d'Analanjirifo, Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Diana et Ihorombe entre 2005 et 2012. Elle a aussi augmenté, mais dans une moindre mesure, dans les régions d'Amoron'i Mania, Analamanga et Atsimo Andrefana.
- Dans les régions d'Androy, d'Anosy et Atsimo Atsinanana, la part des aliments achetés a diminué par rapport à 2010.
- Les ménages vivent loin des marchés. Dans les zones rurales, le temps moyen pour arriver au marché le plus proche est de plus de deux heures. Ce temps moyen varie selon les régions. Il est particulièrement élevé (plus de trois heures et demie) dans la région enclavée de Melaky.
- Dans les régions de Melaky, Sofia et Boeny, une proportion importante (autour d'un tiers) des ménages vivent à plus de trois heures du marché le plus proche.

5.1 Structure des marchés

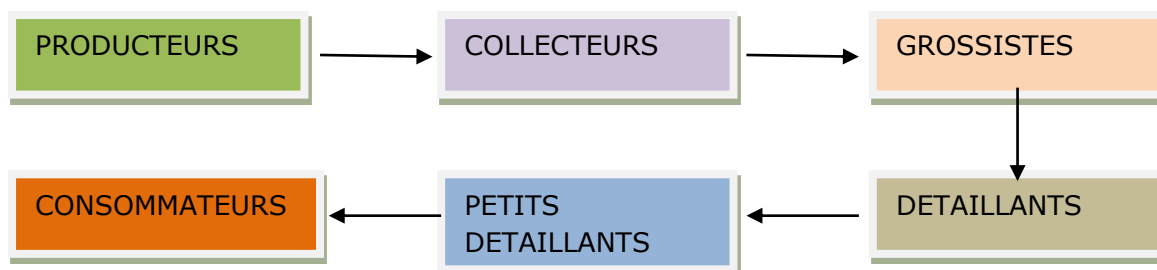
Il existe plusieurs types de marchés à Madagascar:⁴³

- Les marchés de collecte qui sont généralement situés en milieu rural, essentiellement dans les zones de production: Alaotra Mangoro, Haute Matsiatra, Vakinankaratra, Analamanga, Vatovavy Fitovinany, Boeny, Diana, Sava, Sofia.
- Les marchés de regroupement/de transformation : les marchés où convergent les produits issus des marchés de collecte. Ces produits sont transformés et acheminés vers les marchés de grossistes ou directement vers les marchés de consommation. Ils disposent d'équipements de stockage et ne sont pas permanents.

⁴³ Rapport d'analyse de marché et la faisabilité d'une intervention basée sur le transfert d'espèces/coupon à Madagascar, WFP, juin 2009

- Les marchés de consommation qui sont des marchés se situant dans les centres urbains où sont acheminés les produits rassemblés dans les marchés de transformation. Ils sont présents dans toutes les grandes villes des régions.

Circuit des marchés à Madagascar⁴⁴:



Moins d'un quart des fokontany⁴⁵ ont un marché.⁴⁶ En zones rurales, les marchés sont pour la plupart hebdomadaires. Dans certaines localités, il y a un marché une seule fois toutes les deux semaines, ou une fois par mois, voire seulement pendant les périodes de récolte ou des vacances dans d'autres domaines.

La période de perturbation des marchés est généralement pendant la saison des pluies et affecte pratiquement toutes les zones car le transport devient plus difficile en raison de mauvaises conditions routières. Cette pause peut durer jusqu'à deux mois, généralement entre décembre et mars, qui coïncide aussi avec la période des prix les plus élevés observés en termes de saisonnalité.

Le marché est dominé par les grossistes qui règnent sur la chaîne de commercialisation et s'approvisionnement à travers leur association étroite avec des collecteurs. En fait, souvent les grossistes agissent également comme des collecteurs. Par conséquent, le risque de comportement oligopolistique ou monopolistique même à ce stade de la chaîne est très élevé. L'écart entre le prix de gros et de détail se situe entre 1% et 30%.⁴⁷ L'écart est en partie influencée par le degré d'isolement de la vie zone considérée, de nombreuses communautés rurales demeurent isolées et ne sont pas bien desservies par les transports en commun (taxis-brousse).

Les infrastructures des marchés peuvent être décrites de la manière suivante :⁴⁸

- La plupart des marchés formels ont une certaine infrastructure (par exemple, des tables où les commerçants vendent des produits et / ou un toit). Les autorités communales ont un certain contrôle formel sur ces marchés. Dans la plupart des cas, l'entrée de nouveaux opérateurs est difficile principalement en raison du manque d'espace.
- Stockage : Même si de nombreux marchés ont un bâtiment de marché, les infrastructures de stockage adéquat sont presque inexistantes. Les grands grossistes sont généralement propriétaires

⁴⁴ Rapport d'analyse de marché et la faisabilité d'une intervention basée sur le transfert d'espèces/coupon à Madagascar, WFP, juin 2009.

⁴⁵ Subdivision administrative de base malgache. Il comprend soit des hameaux, des villages, des secteurs ou des quartiers

⁴⁶ CFSVA 2010

⁴⁷ Analyses sur les données de l'enquête CFSVA 2010

⁴⁸ Best Project Bellmon estimation studies for title II (USAID BEST), USAID 2013

de chambres de stockage, tandis que les petits grossistes (semi-grossistes) ont des espaces de location. Souvent la capacité de stockage détermine l'importance d'un acteur sur le marché (spéculation sur l'évolution du prix du riz).

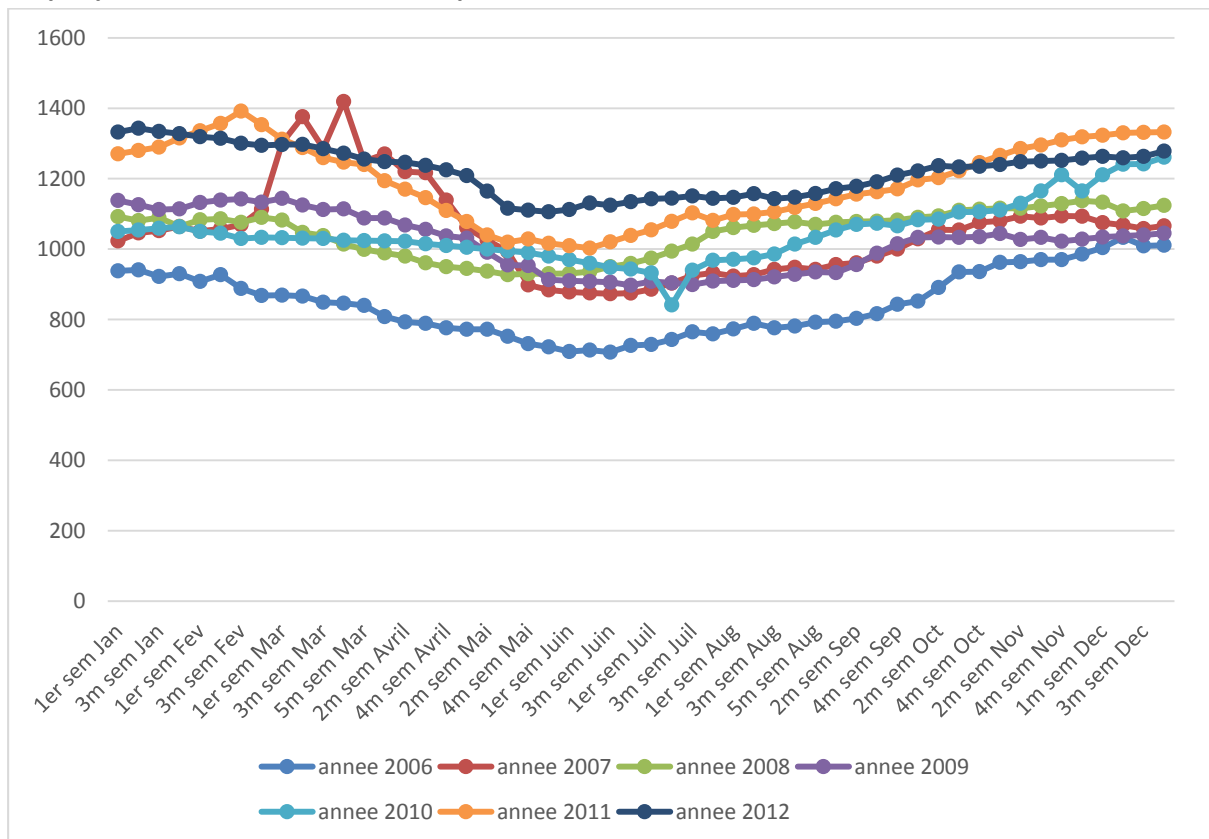
5.2 Prix des denrées alimentaires

5.2. 1 Tendances des prix et saisonnalité

Le prix du riz local varie fortement selon les saisons. En effet, d'une manière globale et sans tenir compte des chocs venus durant les fortes périodes cycloniques (comme en 2007 avec le passage de Clovis, Favio, Gamède et Indlala qui ont eu un impact significatif sur le marché du riz et des autres denrées), le prix du riz connaît une baisse tendancielle durant la période qui va de fin décembre à début juin. En juin, il commence à augmenter jusqu'au début de décembre.

Cette forte saisonnalité au niveau national s'applique aussi au niveau de chaque région à l'exception des zones à très haute productivité rizicole (Alaotra, Boeny, Menabe) où plusieurs cycles peuvent-être conduits par an. En effet, le système de production du riz, les contraintes rencontrées par les agriculteurs et la nature stratégique du riz comme principal aliment sont les mêmes dans tout le pays.

Graphique 12: Evolution annuelle du prix du riz entre 2006 et 2012



Source : Observatoire du Riz

Dans certaines zones où la production du riz n'est pas importante, durant une certaine période de l'année (surtout en soudure), l'Etat malgache essaye de tamponner le prix du riz grâce à la mise en vente des riz importés connu sous le nom de « stock tampon » qui est généralement moins cher mais de moindre qualité.

Les prix des autres produits tels que le maïs, le manioc, la farine de blé, l'huile et le pétrole subissent peu de variations saisonnières au niveau national. Par contre, pour certaines régions, les prix des produits de substitutions du riz connaissent une saisonnalité marquante. Les caractéristiques de la saisonnalité sont différentes d'une région à l'autre. Par ailleurs, les chocs de prix de riz se répercutent sur le prix de ses substituts.

5.2.2 Evolution des prix des denrées principales depuis 2005

Le prix du riz a augmenté entre 2006 et 2012, passant de 847 Ariary à 1220 Ariary par kilo, soit une augmentation de 44 pour cent. Elle a connu les phases suivantes:

- Une hausse entre 2006 et 2007 (expliquée en grande partie par les cyclones) et une stagnation entre 2007 et 2008;
- Une forte baisse en 2009 (période de crise politique où le gouvernement de transition a recours au commerce du riz subventionné);
- Une hausse constante de 2009 à 2012 dont l'évolution ressemble à celle de l'inflation.

En 2012, le kilo du riz est plus élevé de 188 Ariary par rapport au niveau de la moyenne des 5 dernières années, soit une hausse de 18,17 pour cent. Cette augmentation traduit l'évolution du coût de la vie à Madagascar et témoigne aussi l'effet néfaste cumulé de la crise qui a perduré pendant plusieurs années.

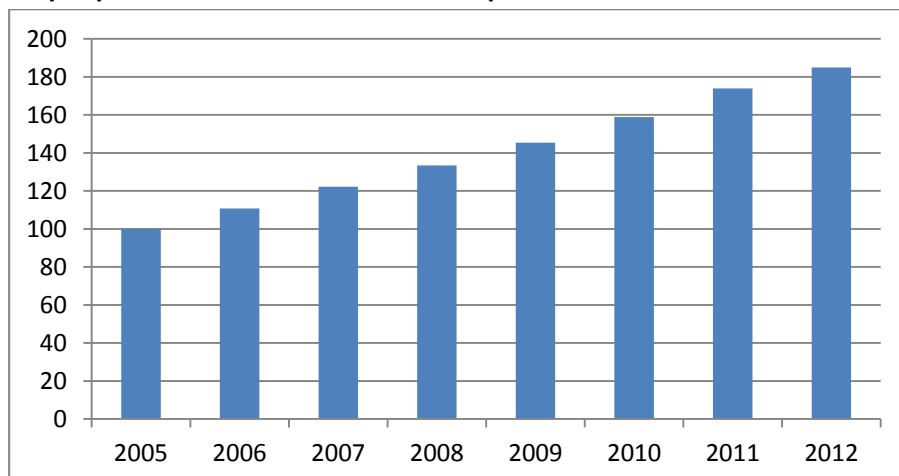
Le prix du maïs a aussi connu une constante augmentation depuis 2010 allant de 556 Ar le kilo (maïs grain sec) en 2010 à 641 Ar en 2012, soit une variation de 15 pour cent en deux ans. Cette augmentation reflète celle du coût de la vie qui est en constante progression.

Le prix du manioc frais a augmenté de 6 pour passant de 392 Ar pour un kilo en 2010 à 416 Ar - avec un niveau plus élevé en 2011 (421 Ar). Comme le manioc est une denrée de substitution du riz et que son prix reste très bas par rapport au riz, son prix est principalement régit par des chutes de production dues à des facteurs climatiques.

Les prix à la consommation ont augmenté entre 2005 et 2012 (en tenant compte de l'ensemble des dépenses des ménages malgaches). La hausse est constante et atteint une valeur d'environ 185 en 2012, soit une augmentation moyenne annuelle de 9 pour cent.⁴⁹

⁴⁹ Moyenne géométrique

Graphique 13: Evolution de l'indice des prix à la consommation⁵⁰ base 2005



Source : Banque mondiale et INSTAT

5.3 Intégration des marchés

La performance d'un marché est surtout caractérisée par son degré d'intégration avec les autres marchés qui sont en relation avec lui en termes de flux de biens et de services. L'intégration du marché signifie que les prix se stabilisent plus facilement par le jeu des mouvements de surplus : ceci est favorable à la sécurité alimentaire des ménages. Mais la volatilité des prix se transmet aussi plus facilement avec ses effets pervers.

Riz local

Les deux plus grandes zones de production sont les régions d'Alaoatra-Mangoro et de Boeny. Il existe par ailleurs des zones à haute productivité agricole dans plusieurs régions où des Bassin Versants-Périmètres Irrigués (BVPI) aménagés sont fonctionnels.

En ce qui concerne les routes qui relient les marchés entre les zones de production et les grands marchés dans les régions, les régions de Melaky, Androy, Anosy et Sava sont les plus enclavées par rapport aux autres. Toutefois, les routes nationales qui relient les différents marchés dans les régions sont généralement mauvaises.

Sur la période allant d'avril 2011 à mars 2013, les marchés de la région d'Alaoatra-Mangoro et les marchés d'Analamanga sont fortement intégrés (0,95).

De plus, les marchés de Bongolava (0,81) et d'Itasy (0,83) sont intégrés avec ceux d'Alaoatra-Mangoro. La région de Sofia (0,92) semble être intégrée avec celui d'Alaoatra-Mangoro.⁵¹

En ce qui concerne la région de Boeny, ses marchés sont intégrés sur presque toutes les régions, sauf pour les régions enclavées. Ce sont les marchés de Sofia (0,91), Analamanga (0,87) et de Betsiboka (0,85) qui sont les plus intégrés à ceux de cette région.

Les systèmes de marché les plus intégrés à Madagascar se trouvent dans les hautes terres et sur le littoral Sud-est. Les marchés des régions de Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Haute Matsiatra,

⁵⁰ L'IPC est un indicateur qui reflète l'évolution moyenne des prix des produits consommés par les ménages par rapport à une date(ou période) donnée.

⁵¹ Cependant d'autres facteurs peuvent entrer en jeu pour expliquer la forte corrélation au sens de Pearson.

Vatovavy Fitovinany et Sud-Est sont interconnectés et bien intégrés avec un degré d'intégration supérieur à 75 pour cent et pouvant atteindre 95 pour cent entre la région du Sud-est, Ihorombe, et Vatovavy Fitovinany.

Riz importé

Le riz importé est de moins bonne qualité et son prix plus bas. Il est parfois appelé « Stock tampon » (car dans le passé il était stocké par l'état) et permet de faire face à la hausse des prix du riz local durant la période de soudure. Dans les régions à haute productivité de riz local, ce genre de riz est rare sur le marché. Dans les régions de SAVA, Bongolava, Sofia, Menabe, Boeny, Betsiboka, Melaky et Ihorombe ce produit est quasiment absent des marchés sauf durant les mois de soudure dans quelques rares districts.

Maïs

Le maïs est présent sur tous les marchés de toutes les régions. Les marchés dans les deux régions d'Atsinanana ne sont pas intégrés entre eux. Par contre, ceux de Diana sont moyennement intégrés avec ceux d'Analamanga (0,6) et de Sofia (0,7).

Dans la province de Mahajanga, il n'y a que les échanges entre les régions lointaines qui ne sont pas interdépendants. En effet, le degré d'intégration entre les quatre régions de Mahajanga est moyennement élevé, sauf pour les relations entre Melaky et Sofia (0,1).

Dans la province d'Antananarivo, une hausse considérable de prix du maïs dans la région de Bongolava en décembre 2011, atténuée en janvier 2012 et reprenant un niveau normal en février 2012 a influencé le degré d'intégration de ses marchés avec le reste des régions dans la province d'Antananarivo.

Dans le Sud (les régions de la province de Toliara avec la région de Haute Matsiatra et Ihorombe), les relations commerciales du maïs sont très intégrées, notamment entre la région d'Anosy et Menabe (0,9) et Anosy et Ihorombe (0,7).

Manioc

Le manioc frais est présent sur les marchés pendant toute l'année dans tout le pays. Il est généralement moins cher que le riz et le maïs. Dans la plupart des régions, l'évolution de son prix ne présente pas une saisonnalité marquante. Toutefois, pour la région de Sofia, une diminution progressive du prix est remarquée entre la période de mars 2011 et octobre 2011, les prix ont repris un mouvement stagnant avec quelques variations mensuelles oscillantes. Par contre, dans la région de Sava, il y a une hausse progressive du prix avec un pic important au mois de novembre et en décembre 2011. Pour la région d'Anosy, une hausse importante de prix a eu lieu durant la période d'avril 2011 à août 2011, les prix ont repris une baisse importante suivie de quelques variations conjoncturelles.

Période d'avril 2011 à mars 2012 : les marchés des régions d'Analamanga et Matsiatra (0,82), Atsimo Andrefana et Ihorombe (0,80), Androy et Atsimo Andrefana sont intégrés. Quelques rares degrés d'intégrations moyennes sont présents, le plus souvent, il existe des relations contradictoires par rapport à l'évolution des prix dans les différentes régions.

Période d'avril 2012 à mars 2013 : Pendant cette période, le degré d'intégration global du marché s'est accru de façon significative. Particulièrement entre les régions d'Analamanga, Vakinankaratra,

Betsiboka, Boeny, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana et Ihorombe, les degrés d'intégration dépassent 0,64 (degré entre Betsiboka et Ihorombe, deux régions qui sont loin l'une de l'autre). Les marchés interconnectés par les routes nationales sont fortement intégrés, comme le cas d'Ihorombe et Atsimo Atsinanana (0,96) et celui d'Analamanga et Vakinankaratra (0,93).

5.4 Ménages et les marchés

Les marchés sont très importants pour les ménages ruraux. Ils constituent une source d'approvisionnement importante et mais sont aussi le lieu où les ménages peuvent vendre leur produits.

5.4.1 Part des aliments achetés sur les marchés

Les marchés ont une importance non négligeable dans l'alimentation des ménages. En effet, en 2012, la part des aliments achetés représentait environ 56 pour cent de l'énergie consommée par les ménages au niveau national.

Dans la capitale et les grands centres urbains, l'énergie provenant des aliments achetée représente entre 93 et 98 pour cent de l'énergie consommée. Dans les zones urbaines secondaires, elle est de 57,4 pour cent. Dans les zones, rurale, la consommation de ses propres produits est plus importante et la part des produits achetée sur les marchés est donc moins élevée que dans les zones urbaines, mais reste importante à hauteur de presque 50 pour cent (49,4%).

Les marchés sont aussi une source d'aliments importante pour les ménages qui vivent de l'agriculture. Ainsi, chez les ménages vivant de l'agriculture ou d'activités agropastorales, la part de l'énergie consommée venant d'aliments achetés sur les marchés est de respectivement 36,6 et 33 pour cent. Chez les ménages qui vivent du commerce, d'un emploi dans l'administration publique, les transports, les services, l'industrie, cette part est supérieure à 80 pour cent.

La part des kilocalories consommée à partir d'aliments achetés varie selon les régions. Elle est élevée dans les régions suivantes : Analamanga (80,7%) qui inclut la capitale, Diana (73,3%) qui est l'une des régions la plus riche de Madagascar, Atsinanana (70,5%) qui inclut la grande ville de Tamatave, Atsimo Andrefana (61,2%) où le commerce est très important et l'agriculture moins importante.

Les régions suivantes ont les niveaux les plus faibles : Androy (31,2%), l'une des régions les plus pauvres de Madagascar, Melaky (33,2%), une région très enclavée à fort taux de ruralité, Bongolava (34,1%) et Sofia (37,9%), deux régions qui ont un fort taux de ruralité et où l'agriculture a une forte importance par rapport au commerce.

Tableau 7: Proportion des Kcal consommées qui viennent d'aliments achetés sur les marchés en 2012

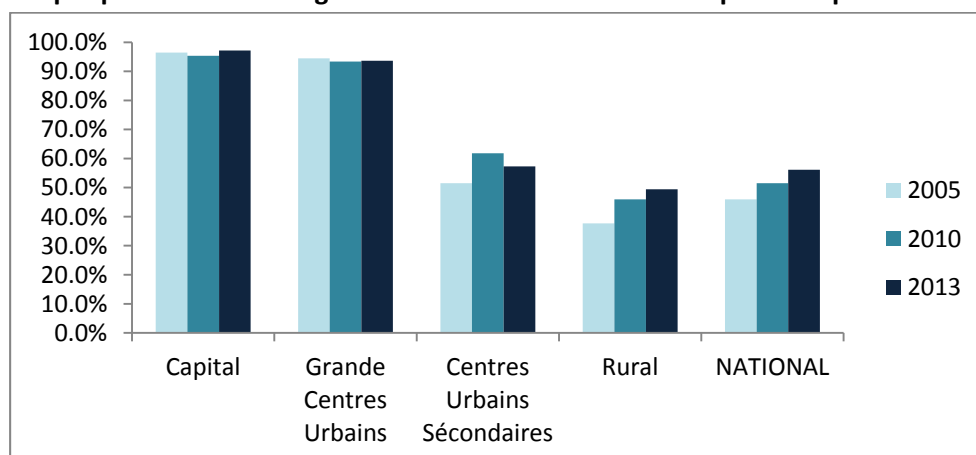
Alaoatra Mangoro	51,5%
Amoron'i Mania	42,0%
Analamanga	80,7%
Analanjirifo	56,3%
Androy	31,2%
Anosy	50,0%
Atsimo Andrefana	61,2%
Atsimo Atsinanana	47,9%
Atsinanana	70,5%
Betsiboka	49,5%
Boeny	59,9%
Bongolava	34,1%
Diana	73,3%
Haute Matsiatra	48,5%
Ihorombe	51,0%
Itasy	40,6%
Melaky	33,2%
Menabe	52,9%
Sava	43,9%
Sofia	37,9%
Vakinankaratra	46,0%
Vatovavy Fitovinany	53,5%

Source : ENSOMD 2012-2013

Evolution depuis 2005

Dans les zones rurales, la part de l'énergie venant d'aliments achetés sur les marchés a augmenté depuis 2005, passant de 37,7 pour cent à 49,4 pour cent. Cette augmentation pourrait s'expliquer par la baisse de la production agricole ces dernières années liées aux aléas climatiques, au fort ralentissement de l'économie et au manque de subventions et d'appui au secteur agricole depuis 2009. Là où les ménages ont pu le faire, ils ont augmenté leurs achats.

Graphique 14: Pourcentage de kilocalories consommées à partir de produits achetés (2005-2013)

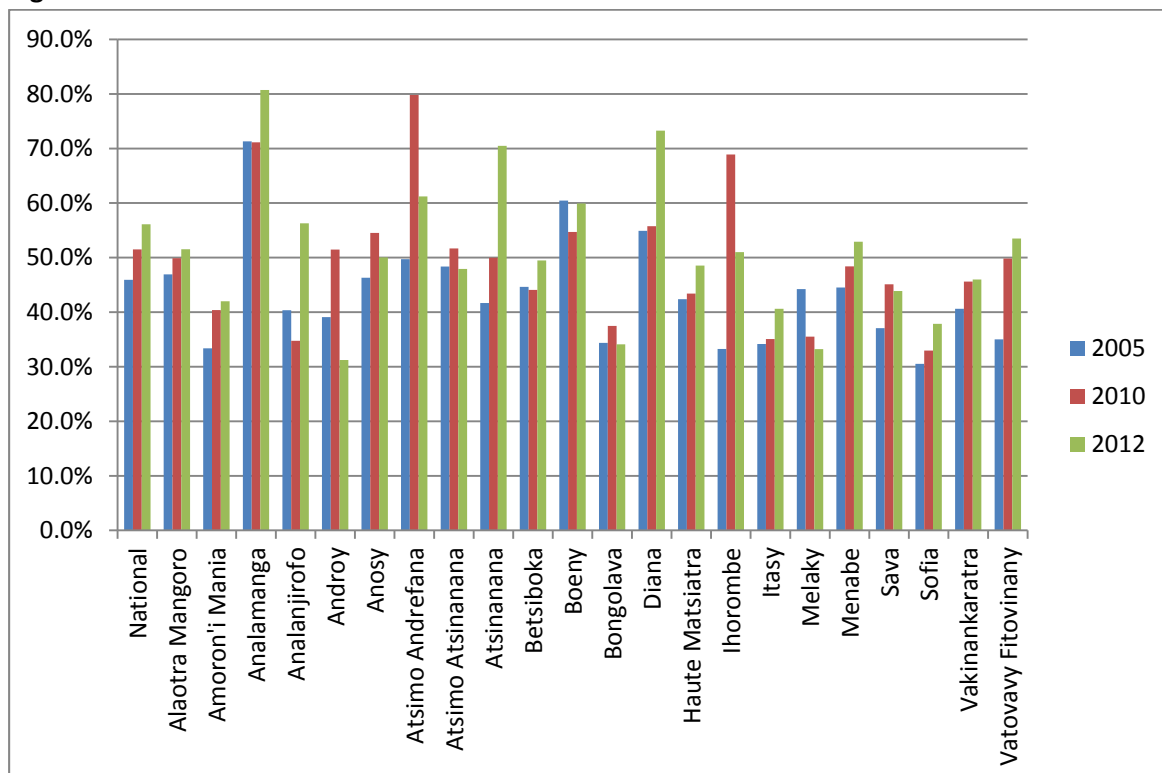


Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

Dans les régions d'Analanjirifo, Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Diana, Ihorombe, la part des kilocalories consommée à partir d'aliments achetés a beaucoup augmenté entre 2005 et 2012. Elle a aussi augmenté, mais dans une moindre mesure, dans les régions d'Amoron'i Mania, d'Analamanga et Atsimo Andrefana.

Dans les régions d'Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana et Melaky, la part des aliments achetés a diminué par rapport à 2010. Cela peut être dû à une augmentation de la production agricole ou à une réduction des revenus des ménages.

Graphique 15: Evolution de la part d'énergie consommée venant de produits achetés, selon les régions

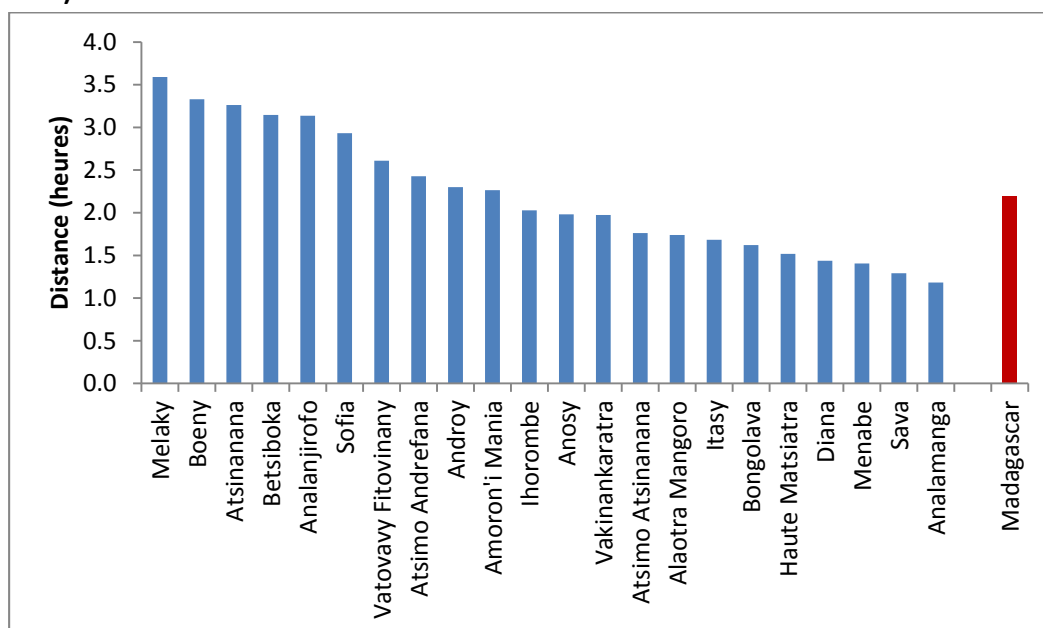


Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

5.4.2 Accessibilité aux marchés

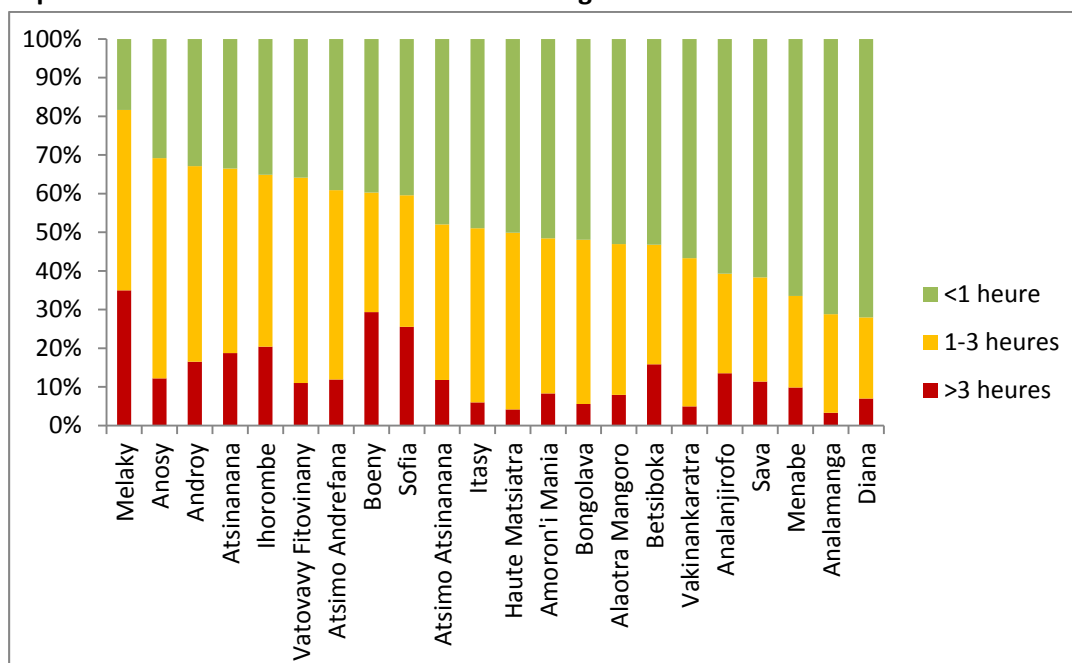
Dans les zones rurales, le temps moyen pour arriver au marché le plus proche pour vendre ses produits agricoles est de plus de deux heures en moyenne. Ce temps moyen varie selon les régions. Il est particulièrement élevé (plus de trois heures et demie) dans la région enclavée de Melaky et le plus bas (un peu plus d'une heure) dans la région d'Analamanga où le réseau routier est entretenu.

Graphique 16: Temps alloué pour rejoindre le marché pour vendre des produits agricoles (2012; rural)



Les ménages vivent généralement loin des marchés. Dans les régions de Melaky, Sofia et Boeny, une proportion importante (autour d'un tiers) des ménages vivent à plus de trois heures du marché le plus proche. Dans les régions de Diana, Analamanga, Menabe, les ménages sont les plus proches des marchés.

Graphique 17: Pourcentage des ménages habitant à moins d'une heure, entre une et trois heures et plus de trois heures des marchés selon les régions



Source : ENSOMD 2013

6. Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire, pauvreté et vulnérabilité

Messages clefs

- Madagascar est caractérisé par un niveau très élevé de la pauvreté. Environ 71,5 pour cent de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté et 52 pour cent en dessous du seuil de l'extrême pauvreté.⁵²
- La situation s'est détériorée dans toutes les régions depuis 2005, sauf dans celles d'Analanjirifo, Atsinanana, Betsiboka, Diana, Vatovavy Fitovinany. La détérioration de la pauvreté a été la plus forte dans les régions d'Androy (plus 11 points), Anosy et Atsimo Atsinanana (plus 9 points), Bongolava (13 points), Melaky (11 points) et Vakinankaratra (15 points).
- A Madagascar, l'insécurité alimentaire est liée à la grande pauvreté de la population. Plus de la moitié (64% et 54%) des ménages sont en insécurité alimentaire dans les quintiles des ménages les plus pauvres et pauvres.
- Si la quantité des calories consommée est directement liée au niveau de pauvreté des ménages, le manque de la diversité du régime alimentaire serait aussi un problème culturel. Ainsi, la part que représentent les aliments de base dans le régime alimentaire des ménages est très élevée quel que soit le niveau de pauvreté des ménages.
- Les deux tiers de la population malgache vit de l'agriculture (60% ne pratiquent que l'agriculture, 6,6% la complètent par une autre activité comme l'élevage). Environ 9 pour cent de la population vit de l'industrie et 7 pour cent du commerce.
- La proportion de ménages en insécurité alimentaire est plus importante chez les ménages qui pratiquent l'agriculture (seule ou complétée par d'autres activités). Environ 36 pour cent de ces ménages sont en insécurité alimentaire.
- La proportion des ménages en insécurité alimentaire est un peu plus élevée (41%) chez les ménages pratiquant une agriculture vivrière que chez ceux pratiquant une agriculture commerciale (35%).
- L'insécurité alimentaire est liée à la superficie cultivée. La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre. Parmi eux, 40 pour cent sont en insécurité alimentaire.
- Les dépenses moyennes annuelles des ménages avoisinent les 500 000 Ar par an. Les régions avec le niveau de consommation ou de dépenses le plus faible (moins de 400 000 Ar) sont : Androy et Atsimo Atsinanana (moins de 250 000 Ar) suivies par Anosy, Vakinankaratra, Sofia, Amoron'i Mania, Vatovavy Fitovinany et Atsimo Andrefana (entre 300 000 et 400 000 Ar).

⁵² Données de l'ENSOMD 2012-2013. Sur la base du seuil international à 2 dollars (Parité de Pouvoir d'Achat), quasiment 91 pour cent de la population sont classés pauvres.

- Signe d'une grande vulnérabilité, les dépenses pour l'alimentation occupent une place très importante dans le budget des ménages et représentent 62,3 pour cent de leurs dépenses. Les dépenses de santé ne représentent qu'un pour cent des dépenses.
- L'insécurité alimentaire est liée au nombre de personnes à charge (enfants et personnes âgées) au sein d'un ménage.

6.1 Pauvreté, biens et habitat

Pauvreté monétaire

Madagascar est caractérisé par un niveau très élevé de la pauvreté. Environ 71,5 pour cent de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté (seuil: 535 603 Ar.).⁵³ Environ 52 pour cent vivent sous le seuil national de l'extrême pauvreté (374 941 Ar.). Selon les seuils internationaux, 77 pour cent de la population sont en situation d'extrême pauvreté et vivent avec moins de 1,25 dollar (610 496 Ar) par jour.

Dans les zones rurales, 77,3 pour cent des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté, 48,5 pour cent dans les zones urbaines.

En 2012, seule deux des 22 régions (Diana et Analamanga) avaient un taux de pauvreté inférieur à 55 pour cent de la population.

Cinq des 22 régions avaient un taux de pauvreté supérieur à 85 pour cent : Androy, Anosy, Atsimo Atsinanana, Amoron'i Mania et Vakinankaratra. Dans la région d'Androy la situation est particulièrement dramatique car presque toute la population (97%) est pauvre. Dans la région d'Atsimo Atsinanana, le taux est de 93 pour cent.

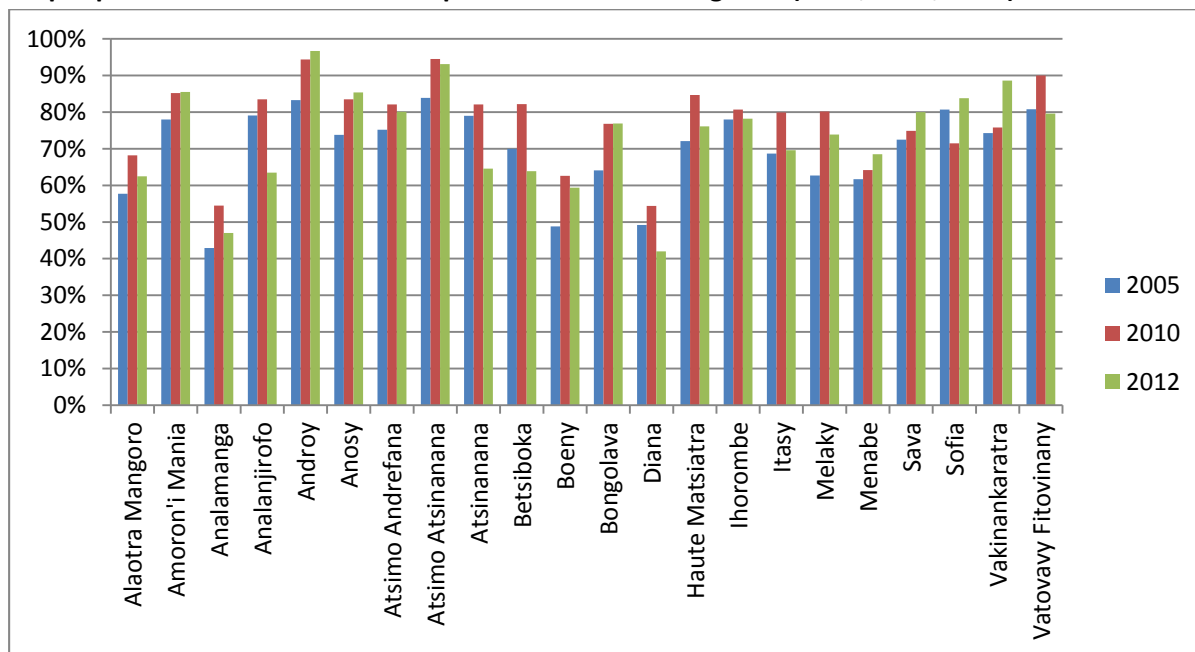
Sept régions avaient un taux de pauvreté compris entre 75 et 85% (Bongolava, Sofia, Sava, Atsimo Andrefana, Ihorombe, Haute Matsiatra, Vatovavy Fitovinany). Dans toutes les autres régions, le taux se situe entre 55 et 75 pour cent.

La pauvreté a connu l'évolution suivante au niveau national :

- une baisse entre 2005 et 2008 due notamment à la croissance soutenue du PIB entre 2002 et 2008 (surtout visible en milieu urbain).
- Puis la crise socio-politique de 2009 a provoqué une forte contraction de l'économie conduisant à une aggravation de la pauvreté aussi bien en milieu urbain que rural.
- Entre 2010 et 2012, la pauvreté est caractérisée par une légère baisse, notamment due à la baisse du niveau de l'inflation pendant cette période.

⁵³ Données de l'ENSOMD 2012-2013. Il s'agit de la contre-valeur monétaire de ses consommations annuelles.

Graphique 18: Evolution du taux de pauvreté au niveau régional (2005, 2010, 2012)



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

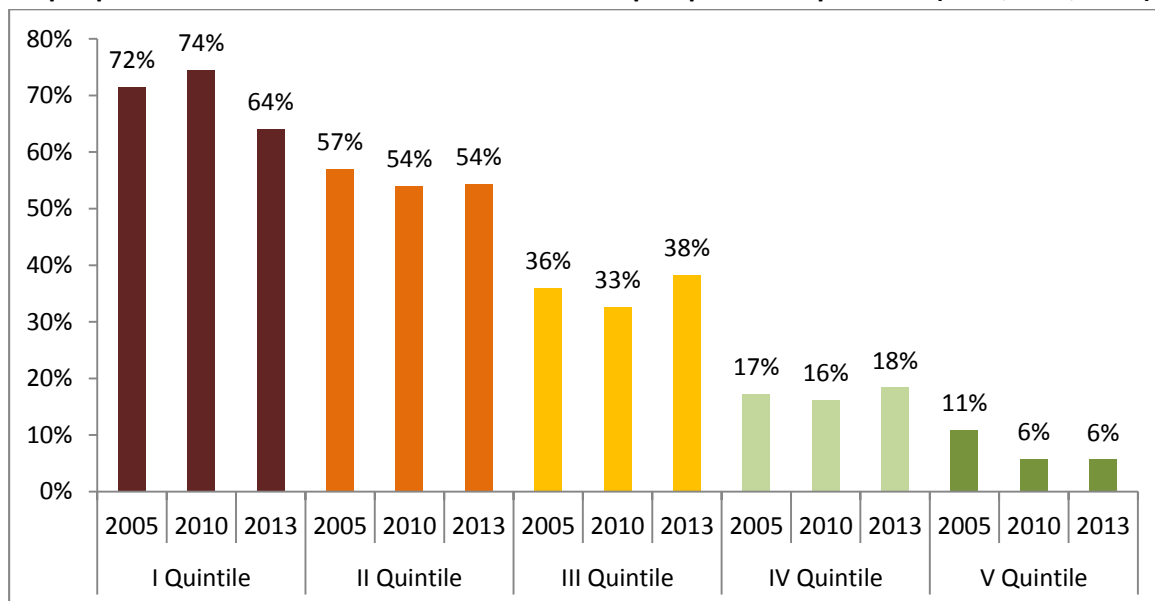
Pauvreté et insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire des ménages est liée à la grande pauvreté qui affecte l'ensemble de la population et du pays.

Les ménages appartenant aux quintiles de richesse les plus pauvres ont ainsi plus de chance d'être en insécurité alimentaire. Parmi le quintile de richesse le plus pauvre, 64 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire. Ce taux est de 54 pour cent chez les ménages appartenant au quintile de richesse dit pauvre et de 6 pour cent chez les ménages les plus riches.

Entre 2010 et 2013, la proportion des personnes en insécurité alimentaire a diminué chez les ménages les plus riches mais est resté relativement stable chez les ménages les plus pauvres. Par contre elle a augmenté chez les ménages appartenant aux quintile de niveau de richesse moyenne.

Graphique 19: Evolution de l'insécurité alimentaire par quintile de pauvreté (2005,2010, 2013)

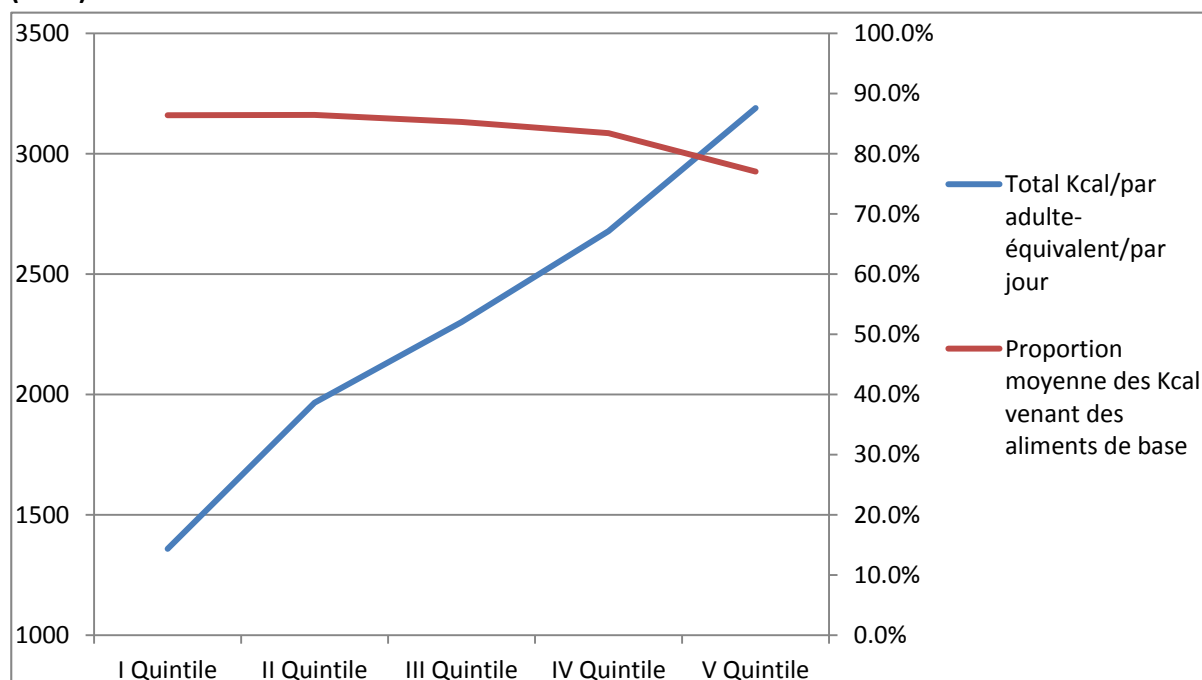


Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

La diversité du régime alimentaire des ménages ne semble pas dépendre du niveau de pauvreté des ménages mais serait plutôt un problème culturel. Ainsi la part qui représente les aliments de base dans le régime alimentaire des ménages est très élevée quel que soit le quintile de richesse (de 86% pour les quintiles les plus pauvres et de 77% pour le quintile des ménages les plus riches).

Par contre la quantité des calories consommée est directement liée au niveau de pauvreté des ménages. Il passe du simple au double du quintile des ménages les plus pauvres à celui des ménages les plus riches.

Graphique 20: Consommation alimentaire en qualité et quantité selon les quintiles de richesse (2013)



Source : ENSOMD 2013

6.2 Dépenses des ménages

Au niveau national, les dépenses annuelles moyennes des ménages s'élèvent à 495 000 Ar par an (en milieu urbain 742 000 et 433 000 en milieu rural).

Niveau des dépenses selon les régions

Le niveau de consommation (ou de dépenses) est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural, passant presque du simple au double. Analamanga, Betsiboka et Diana sont les trois premières régions où cette consommation moyenne est la plus importante.⁵⁴ Par contre, la région Androy présente le plus faible niveau avec une consommation annuelle moyenne avoisinant 205 000 Ar.

Les régions avec le niveau de consommation ou de dépenses le plus faible sont : Androy (205 000 Ar), Atsimo Atsinanana (249 000 Ar), Anosy (325 000 Ar), Vakinankaratra (330 000 Ar), Sofia (363 000 Ar), Amoron'i Mania (391 000 Ar), Vatovavy Fitovinany (392 000 Ar) et Atsimo Andrefana (396 000 Ar).

Tableau 8: Consommation annuelle par tête selon les régions

	Consommation moyenne annuelle par tête / ou dépenses. Unité: millier d'Ar
National	495
Alaotra Mangoro	623
Amoron'i Mania	391
Analamanga	573
Analanjirifo	580
Androy	205
Anosy	325
Atsimo Andrefana	396
Atsimo Atsinanana	249
Atsinanana	585
Betsiboka	737
Boeny	694
Bongolava	492
Diana	718
Haute Matsiatra	447
Ihorombe	433
Itasy	330
Melaky	464
Menabe	522
Sava	400
Sofia	363
Vakinankaratra	739
Vatovavy Fitovinany	392

Source: INSTAT /ENSOMD 2012-2013

⁵⁴ Pour pouvoir comparer le niveau de consommation entre les régions, les déflateurs régionaux par rapport aux prix pratiqués dans la capitale ont été appliqués.

Dépenses des ménages selon les moyens de subsistance

Les agriculteurs représentent presque 67 pour cent de la population mais leurs dépenses ne représentent que 49,7 pour cent de la consommation totale.⁵⁵ Les ménages dirigés par les cadres et les ouvriers qui ne représentent que 11,5 pour cent de la population, dépensent plus de 20 pour cent de la consommation totale.

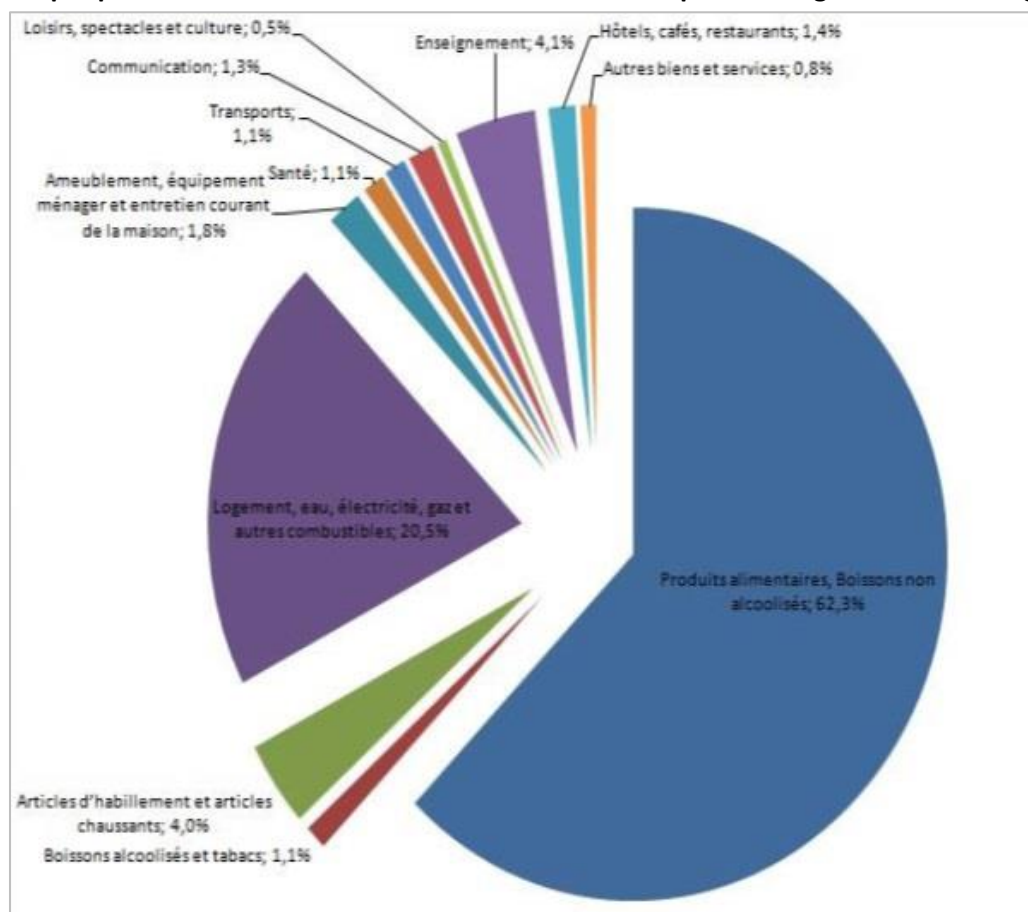
A Madagascar, les 20 pour cent « les plus riches » de la population consomment 47,9 pour cent de la masse totale, alors que les 20 pour cent « les plus pauvres » ne consomment que 5,9 pour cent du total. L'indice de GINI est estimé à 0,413.⁵⁶

Part des dépenses alimentaire dans les dépenses du ménage

Les dépenses pour l'alimentation (produits alimentaires et des boissons non alcoolisés) occupent une place très importante dans le budget des ménages. Elles représentent 62,3 pour cent des dépenses des ménages. Une part élevée des dépenses consacrées à la nourriture indique généralement une grande vulnérabilité des ménages.

Les dépenses en logement, eau, gaz et combustibles représentent 20,5 pour cent de l'ensemble. La santé ne représente que 1 pour cent des dépenses des ménages et l'éducation 4 pour cent.

Graphique 21 : Structure de la consommation selon les postes budgétaire des ménages



⁵⁵ Selon l'ENSOMD 2012

⁵⁶ L'indice de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée. L'indice est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale.

C'est dans les régions de Vatovavy Fitovinany, Amoron'i Mania, Vakinankaratra et Atsimo Atsinanana, que le poids de l'alimentation est le plus élevé, atteignant 80 pour cent. De l'autre côté, Analamanga se démarque des autres régions avec un pourcentage relativement faible, de l'ordre de 55,4 pour cent.

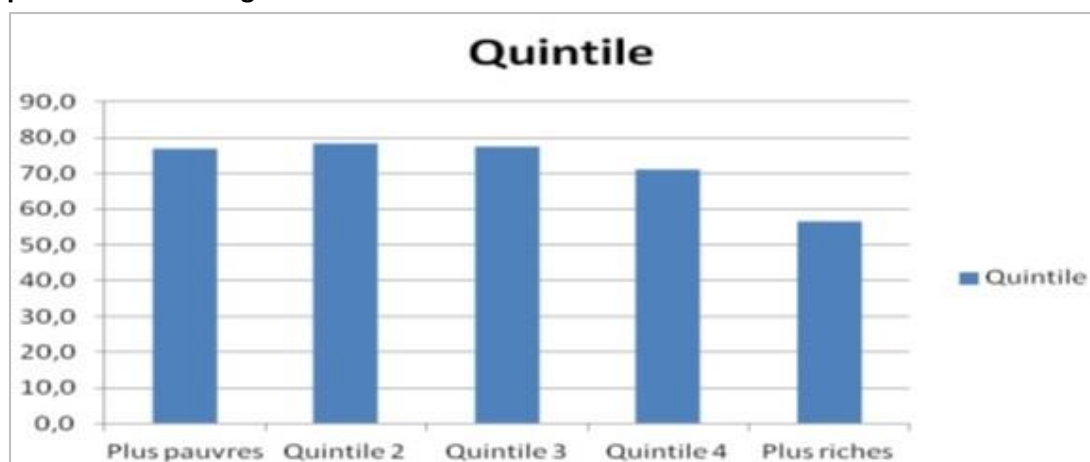
Tableau 9: Part de l'alimentation dans la consommation totale, selon les régions

	Part de l'alimentation dans la consommation totale
National	67,70%
Alaotra Mangoro	69,70%
Amoron'i Mania	80,30%
Analamanga	55,40%
Analanjirifo	76,50%
Androy	73,90%
Anosy	74,30%
Atsimo Andrefana	65,50%
Atsimo Atsinanana	78,40%
Atsinanana	64,50%
Betsiboka	70,50%
Boeny	61,50%
Bongolava	76%
Diana	59,90%
Haute Matsiatra	75,40%
Ihorombe	66,20%
Itasy	77,70%
Melaky	73,60%
Menabe	69,10%
Sava	69,50%
Sofia	69,90%
Vakinankaratra	79,10%
Vatovavy Fitovinany	81,30%

Source : ENSOMD 2013

La part que représentent les produits alimentaires dans les dépenses des ménages est élevée (plus de 70 pour cent des dépenses) chez toutes les catégories de ménage sauf chez les plus riches où elle est relativement moins élevée (environ 57%).

Graphique 22: Part de l'alimentation dans la consommation totale des ménages selon le niveau de pauvreté des ménages.



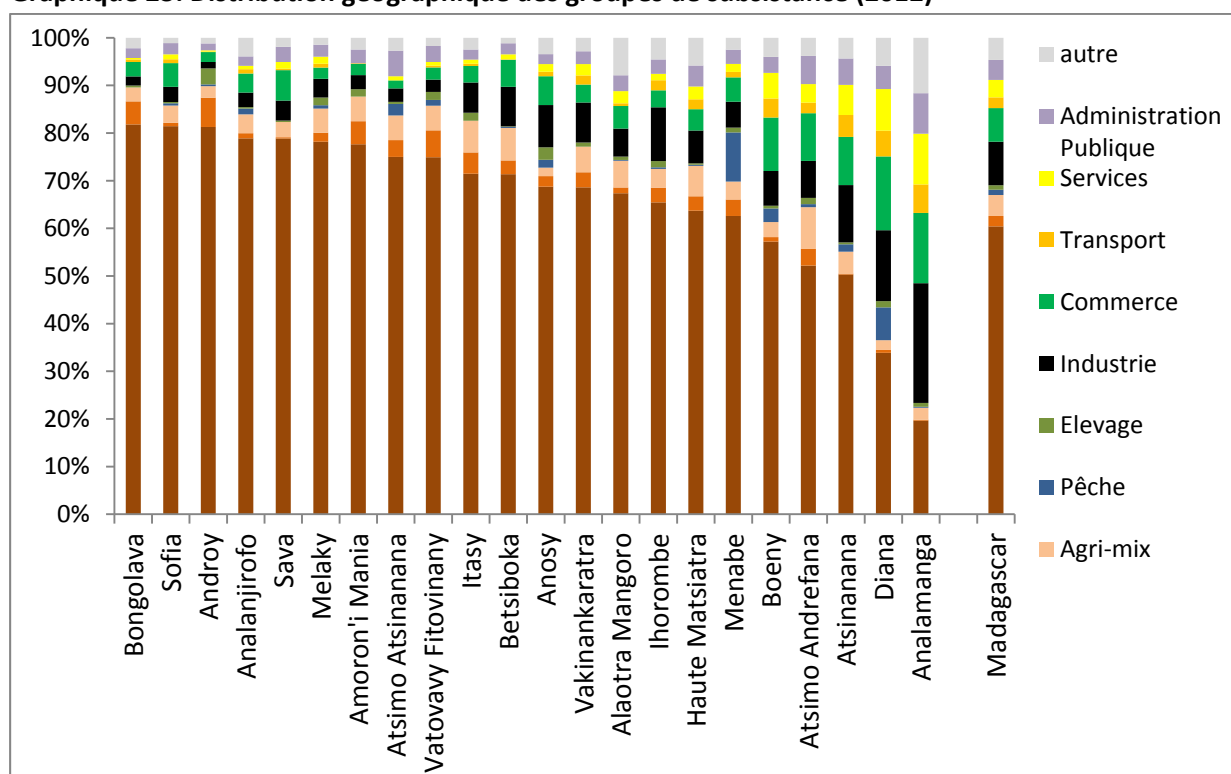
Source : ENSOMD 2013

6.3 Moyens de subsistance des ménages

La majorité de la population malgache vit de l'agriculture. Ainsi environ 60 pour cent de la population ne pratiquent que l'agriculture, environ 6,6 pour cent pratiquent l'agriculture complétée par une autre activité comme l'élevage. Environ 9 pour cent de la population vit de l'industrie et 7 pour cent du commerce.

Dans toutes les régions du pays, l'agriculture (seule ou complétée par d'autres activités) est pratiquée par plus de 50% de la population sauf dans les régions de Diana (environ 35%) et d'Analamanga (environ 22%).

Graphique 23: Distribution géographique des groupes de subsistance (2012)

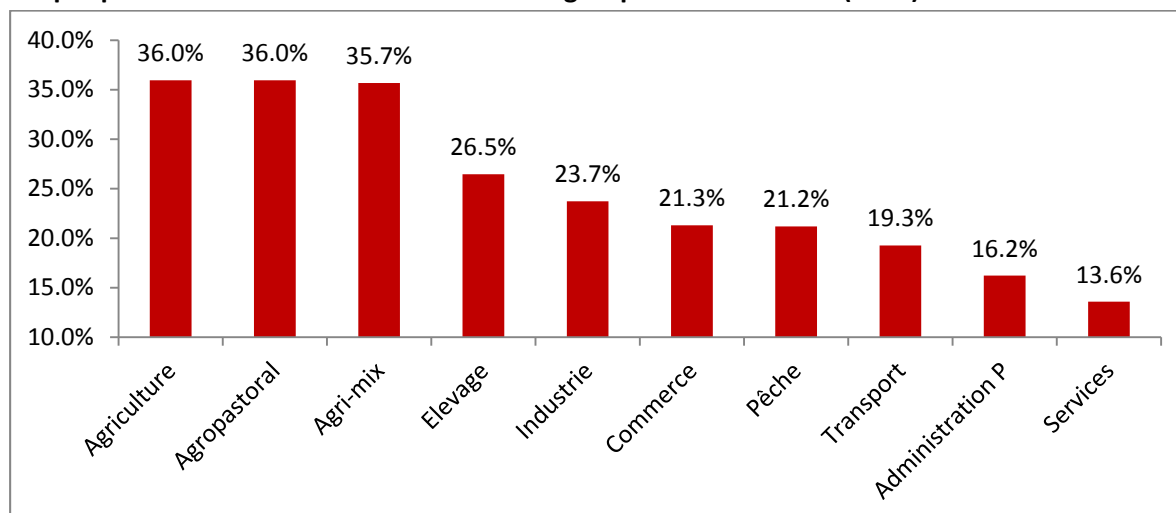


Source : ENSOMD 2013

La proportion de ménages en insécurité alimentaire est plus importante chez les ménages qui pratiquent l'agriculture (seule ou complétée par d'autres activités). Environ 36 pour cent de ces ménages sont en insécurité alimentaire.

La proportion de ménages en insécurité alimentaire est moins élevée chez les ménages qui travaillent dans les services (13,6%) et dans l'administration (16,2%).

Graphique 24: Insécurité alimentaire selon le groupe de subsistance (2012)



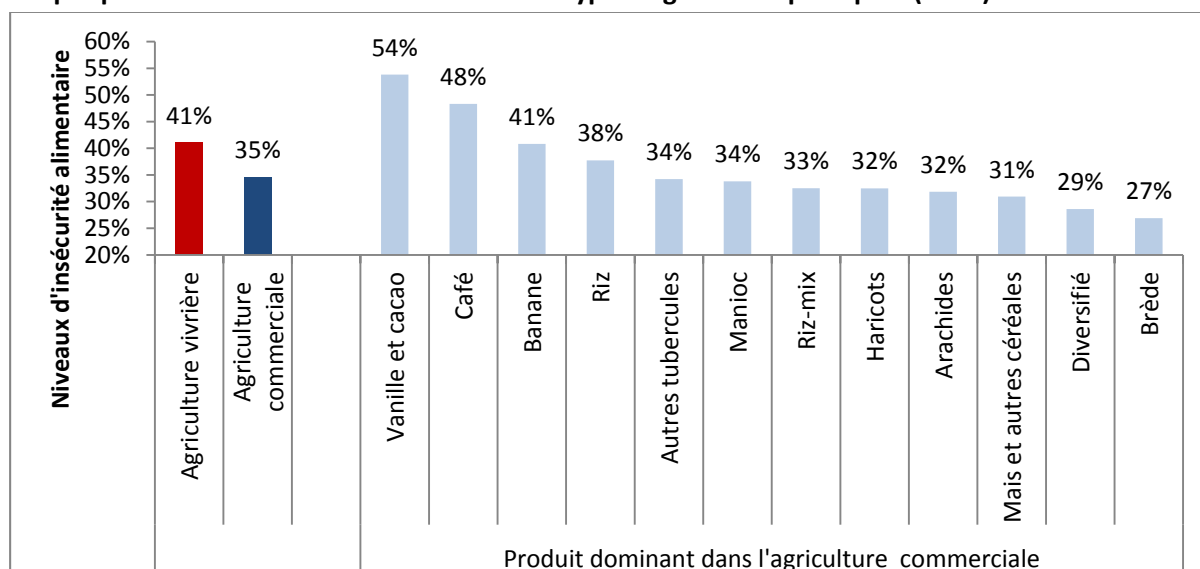
Source : ENSOMD 2013

6.4 Production agricole des ménages

Le niveau d'insécurité alimentaire est aussi lié au type d'agriculture pratiquée. Ainsi la proportion des ménages en insécurité alimentaire est un peu plus élevée (41%) chez les ménages pratiquant une agriculture vivrière que chez les ménages pratiquant une agriculture commerciale (35%).

L'insécurité alimentaire est particulièrement élevée chez les ménages qui cultivent la vanille et le cacao (54%), le café (48%), la banane (41%) et le riz (38%).

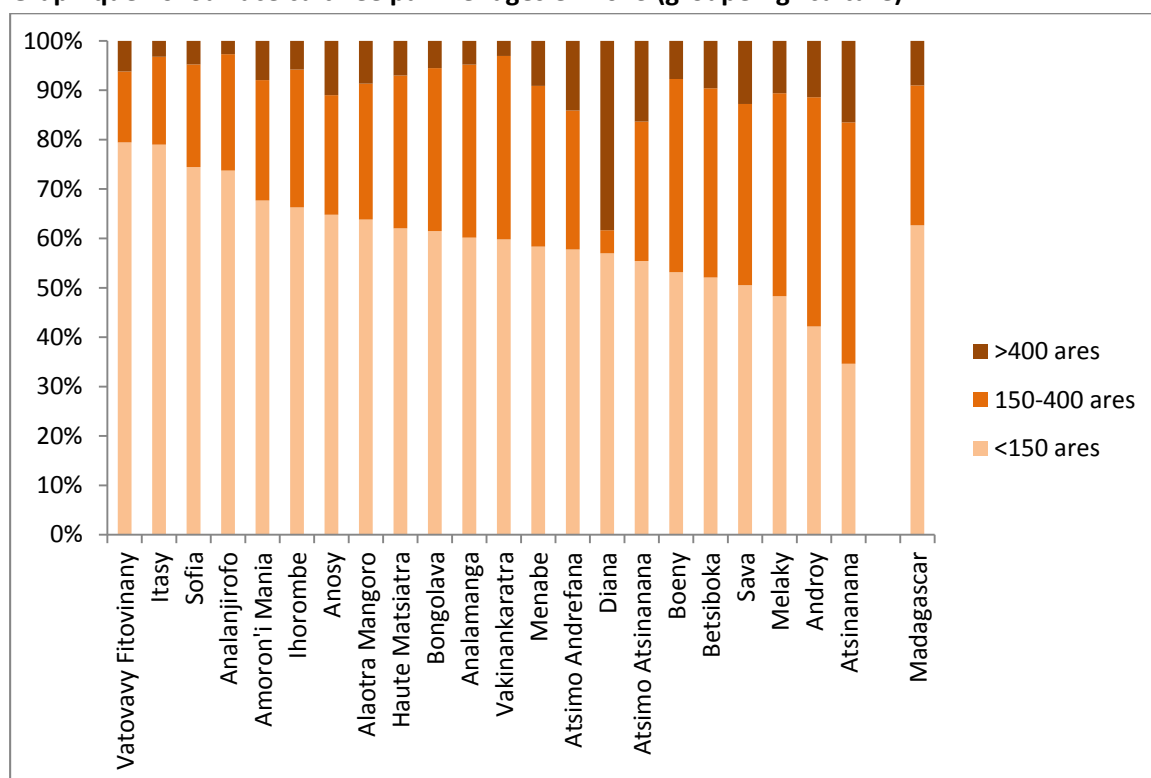
Graphique 25: Insécurité alimentaire selon le type d'agriculture pratiquée (2012)



Source : ENSOMD 2013

Les superficies cultivées sont très petites. La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre. Environ 9 pour cent cultivent plus de 4 hectares.

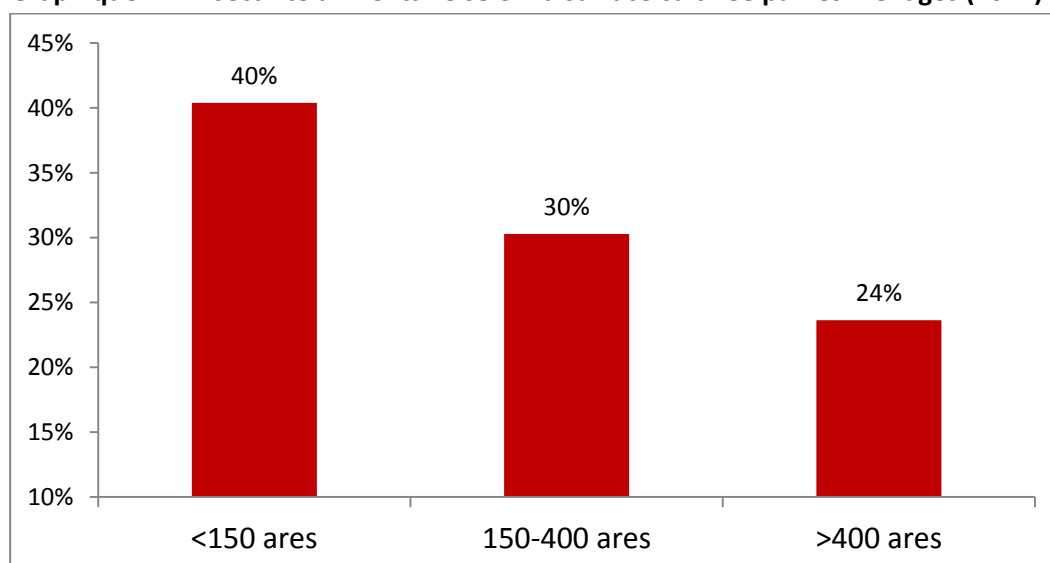
Graphique 26: Surface cultivée par ménages en 2013 (groupe Agriculture)



Source : ENSOMD 2013

L'insécurité alimentaire est liée à la superficie cultivée. Ainsi la proportion de ménages en insécurité alimentaire est plus élevée (40%) chez les ménages qui cultivent une très petite superficie (moins de 150 ares) que chez les ménages qui cultivent une plus grande superficie.

Graphique 27: Insécurité alimentaire selon la surface cultivée par les ménages (2012)

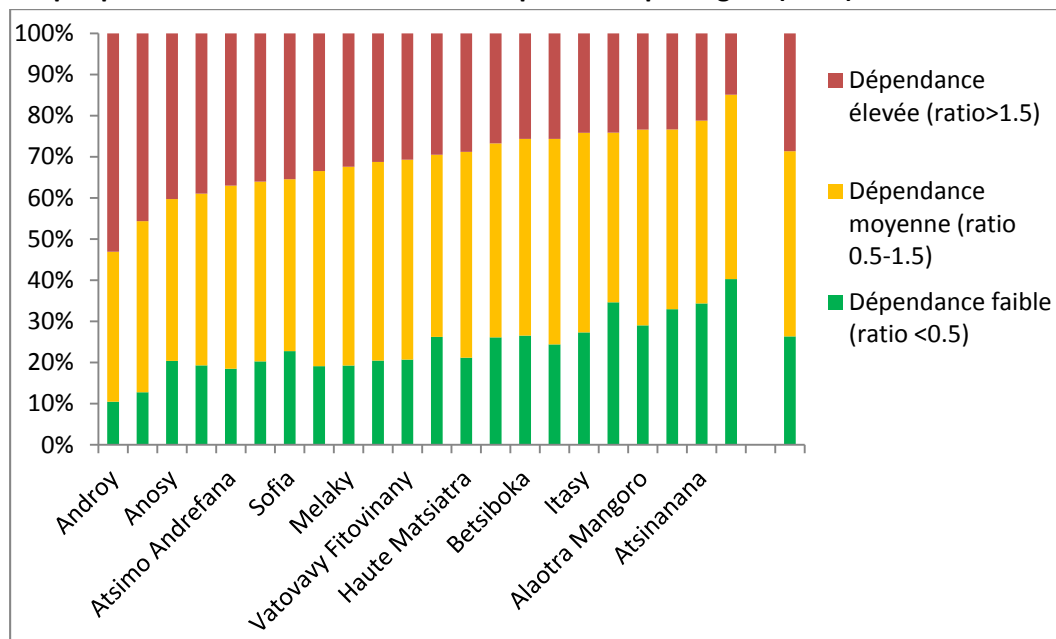


Source : ENSOMD 2013

6.5 Ratio de dépendance

Au niveau national, environ 29 pour cent des ménages ont un ratio de dépendance élevé, c'est-à-dire que le nombre de personne à charge (enfants et personnes âgées) est élevé par rapport au nombre de personnes adultes pouvant les prendre en charge.⁵⁷ Dans la région d'Androy, plus de 50 pour cent des ménages ont un ratio de dépendance élevé.

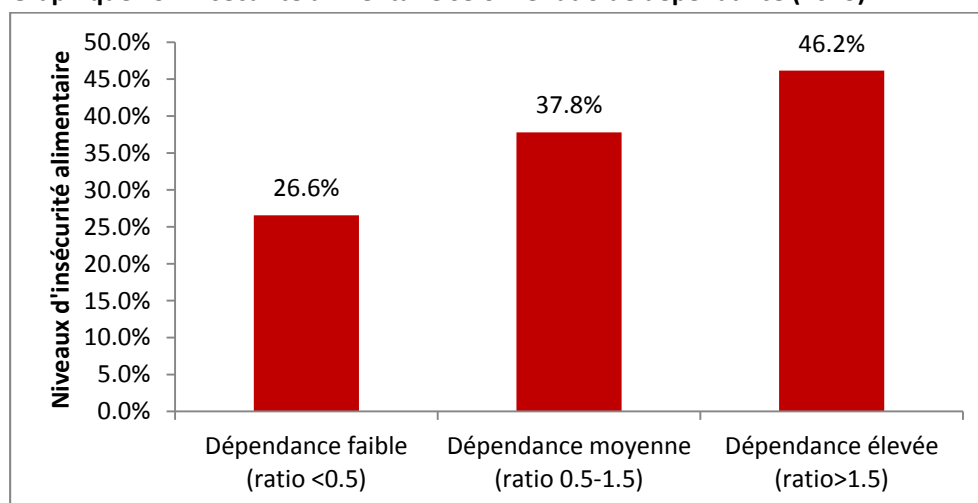
Graphique 28 : Distribution du ratio de dépendance par région (2013)



Source : ENSOMD 2013

L'insécurité alimentaire est liée au nombre de personnes à charge (enfants et personnes âgées) au sein d'un ménage. Ainsi la proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages avec un ratio de dépendance élevé.

Graphique 29 : Insécurité alimentaire selon le ratio de dépendance (2013)



Source : ENSOMD 2013

⁵⁷ Ration de dépendance: somme du nombre des enfants (âgés de moins de 14 ans) et des personnes âgées (de plus de 65 ans) divisée par le nombre d'adulte (entre 14 et 65 ans) au sein d'un ménage.

6.6 Insécurité alimentaire et niveau d'éducation

L'insécurité alimentaire varie selon le niveau d'éducation du chef de ménage. Parmi les ménages dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction, 37,5 pour cent sont en insécurité alimentaire contre 27 pour cent pour ceux dont le chef a un niveau de primaire et 9 pour cent pour ceux dont le chef de ménage a un niveau d'instruction supérieur.

7. Vulnérabilité et chocs

Au niveau national, 31 pour cent des ménages ont déclaré avoir subi au moins un choc en 2012.

Les principaux problèmes des ménages malagasy sont liés au climat et à l'environnement. En effet, les chocs liés au climat et à l'environnement ont été évoqués par un cinquième des ménages. Ceux vivant en milieu rural y sont davantage exposés (25%). Les problèmes de sécurité, quant à eux, concernent environ 5% des ménages ; ce taux est plus élevé en milieu urbain (5,4%) par rapport à celui en milieu rural (2,7%).

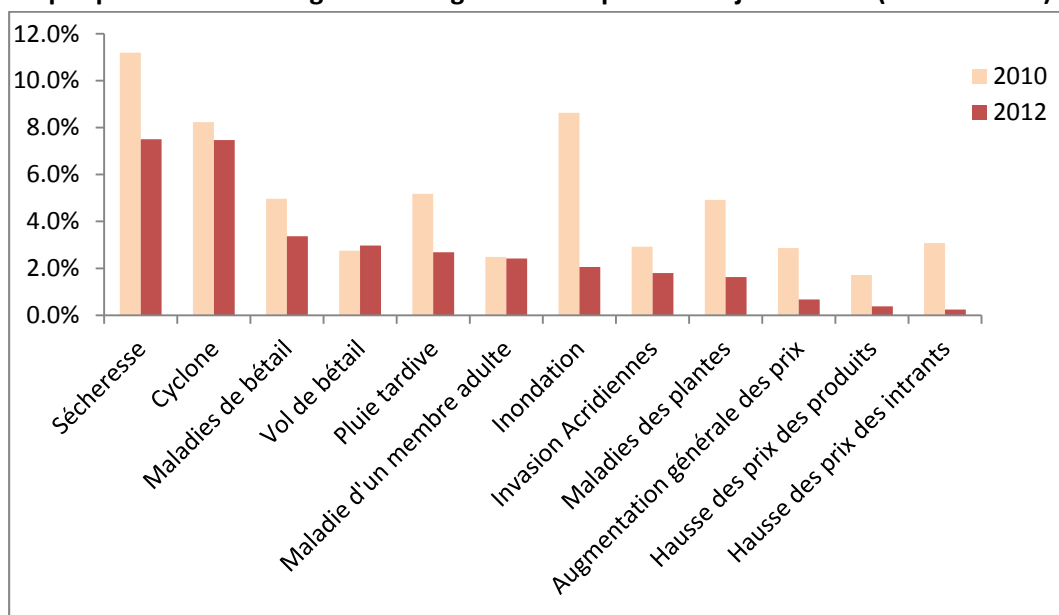
L'incidence des groupes de chocs n'est pas uniforme selon les régions. C'est dans la région d'Atsimo Andrefana et d'Androy que les problèmes climatiques et environnementaux sont les plus fréquents. De plus, la sécheresse est très caractéristique de la région d'Androy depuis plusieurs années. Par contre, les régions d'Analamanga, de Boeny et de Diana sont moins exposées aux chocs climatiques.

Les principaux chocs subis par les ménages sont les cyclones, la sécheresse et les inondations (en 2010 seulement).

En 2012, 7,5 pour cent des ménages ont été affectés par un cyclone (8,2% en 2010) et 7,5 pour cent par la sécheresse (11,2% en 2010). En 2010, les inondations avaient affecté 8,6% des ménages.

L'augmentation générale des prix concerne moins d'un pour cent des ménages en 2012 (contre 2,9% en 2010).

Graphique 30: Pourcentage de ménages affectés par des majeurs chocs (2010 et 2012)



Source : EPM 2010, ENSOMD 2013

Chocs subis en 2012 selon les régions

Cyclones : ont affecté les ménages dans la région d'Atsinanana (32,7%) et d'Alaotra Mangoro (17,2%).

Sécheresse : a touché les ménages des régions d'Androy (46,4%) aussi touchée par les pluies tardives (13%), d'Atsimo Andrefana (30,3%) et de Menabe (20,4%).

Chocs subis en 2010 selon les régions

Cyclone: 67,5% des ménages dans la région de Vatovavy Fitovinany et 17,2% dans la région d'Androy.

Inondations: 51% des ménages dans la région d'Atsimo Atsinanana et 42,8% dans la région de Vatovavy Fitovinany.

Sécheresse : a affecté les ménages des régions d'Androy (62%), Anosy (58,6%), Ihorombe (50%), Haute Matsiatra (34%) et Atsimo Andrefana (29%), et Melaky (20%).

Pluies tardives : ont affecté les ménages de la région d'Androy (45,3%) et d'Atsimo Andrefana (24,5%).

Tableau 10: Pourcentage des ménages affectés par des chocs en 2010, par région

Région	Cyclone	Inondation	Sécheresse	Pluie tardive	Invasion Acridiennes	Maladies des plantes	Maladies de bétail	Vol de bétail	Maladie d'un membre	Hausse des prix des intrants	Hausse des prix des produits	Hausse générale des prix
Alaotra Mangoro	3.5%	6.1 %	5.7 %	3.2 %	0.5%	0.7%	2.9%	2.5 %	1.1%	2.4%	2.7%	6.7%
Amoron'i Mania	8.1%	7.5 %	11.8%	4.4 %	3.2%	2.6%	1.9%	2.1 %	1.3%	0.2%	0.7%	0.1%
Analamanga	0.9%	5.4 %	2.9 %	2.3 %	0.2%	5.3%	4.9%	1.3 %	1.5%	2.2%	1.1%	1.7%
Analanjirifo	2.1%	4.5 %	0.1 %	0.5 %	0.0%	0.3%	1.9%	0.1 %	2.2%	0.1%	1.4%	0.3%
Androy	17.2 %	3.9 %	62.7%	45.3 %	3.3%	6.7%	3.8%	5.9 %	14.8 %	0.4%	2.0%	0.2%
Anosy	0.9%	3.8 %	58.6%	8.4 %	0.7%	1.2%	6.0%	9.9 %	11.5 %	4.3%	5.5%	18.4 %
Atsimo Andrefana	1.2%	0.1 %	29.4%	24.5 %	11.3%	3.9%	5.0%	2.0 %	1.3%	0.2%	0.4%	2.9%
Atsimo Atsinanana	10.6 %	51.5 %	0.0 %	0.0 %	0.0%	0.0%	0.0%	1.4 %	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Atsinanana	6.9%	11.6 %	2.1 %	0.3 %	11.4%	8.5%	2.7%	2.2 %	2.5%	0.3%	1.2%	5.4%
Betsiboka	0.9%	1.5 %	18.8%	5.7 %	1.3%	2.4%	3.7%	9.5 %	4.7%	6.2%	6.0%	15.7 %
Boeny	0.0%	2.7 %	14.1%	6.9 %	0.5%	1.9%	7.9%	2.6 %	2.8%	0.4%	6.0%	10.4 %
Bongolava	0.0%	0.8 %	0.1 %	0.5 %	0.0%	1.4%	3.4%	2.7 %	1.2%	0.0%	0.0%	2.6%
Diana	0.0%	0.2 %	0.8 %	0.2 %	0.0%	1.4%	0.0%	0.5 %	1.1%	0.4%	1.2%	0.3%
Haute Matsiatra	9.3%	4.4 %	34.1%	3.3 %	0.5%	2.6%	8.0%	3.8 %	1.0%	20.6 %	0.4%	0.0%
Ihorombe	0.3%	2.4 %	50.1%	4.3 %	3.0%	0.4%	2.1%	1.9 %	0.5%	0.0%	0.0%	2.6%
Itasy	0.0%	0.8 %	1.0 %	0.0 %	0.0%	8.0%	2.4%	0.4 %	1.9%	2.1%	0.3%	6.6%
Melaky	0.0%	0.2 %	20.5%	9.5 %	4.2%	3.9%	3.0%	18.2 %	2.3%	0.8%	0.7%	0.0%
Menabe	11.0 %	0.5 %	8.3 %	2.0 %	18.2%	1.9%	5.2%	2.2 %	1.7%	0.0%	0.4%	0.5%
Sava	0.0%	2.5 %	2.9 %	4.4 %	0.0%	20.5 %	4.5%	0.0 %	3.1%	0.5%	0.6%	3.4%
Sofia	2.5%	1.8 %	0.6 %	0.8 %	0.0%	3.1%	1.2%	6.0 %	2.5%	0.6%	2.8%	0.1%
Vakinankaratra	1.4%	1.0 %	0.2 %	1.5 %	0.0%	10.4 %	18.0 %	2.7 %	2.3%	6.2%	2.0%	0.2%
Vatovavy Fitovinany	67.5 %	42.8 %	0.6 %	0.2 %	6.5%	2.9%	4.9%	1.8 %	1.5%	7.1%	3.9%	0.5%

Source : EPM 2010

Tableau 11: Pourcentage des ménages affectés par les majeurs chocs en 2012, par région

Région	Cyclone	Inondation	Sécheresse	Pluie tardive	Invasion Acridiennes	Maladies des plantes	Maladies de bétail	Vol de bétail	Maladie d'un membre	Hausse des prix des intrants	Hausse des prix des produits	Hausse générale des prix
Alaotra Mangoro	17.2 %	1.1%	2.1%	0.7%	0.0%	0.5%	2.7%	1.2 %	1.9%	0.2 %	0.5 %	0.0%
Amoron'i Mania	4.3%	3.0%	11.0 %	2.9%	12.7 %	0.8%	3.2%	3.0 %	1.3%	1.5 %	0.0 %	0.0%
Analamanga	0.7%	0.8%	0.2%	0.2%	0.0%	0.0%	1.4%	2.0 %	3.9%	0.4 %	0.4 %	0.8%
Analanjirifo	2.8%	0.7%	1.5%	2.5%	0.0%	0.1%	0.1%	0.0 %	2.6%	0.0 %	0.0 %	0.0%
Androy	0.3%	0.2%	46.4 %	13.0 %	0.8%	0.4%	12.4 %	5.9 %	3.5%	0.1 %	0.4 %	0.0%
Anosy	1.5%	0.9%	17.8 %	1.9%	0.1%	0.3%	4.2%	5.8 %	2.2%	0.1 %	0.7 %	0.0%
Atsimo Andrefana	0.9%	1.8%	30.3 %	4.4%	7.2%	1.5%	7.3%	9.9 %	1.8%	0.0 %	0.3 %	0.5%
Atsimo Atsinanana	15.6 %	13.4 %	10.9 %	4.6%	0.0%	0.1%	2.1%	3.0 %	0.9%	0.6 %	1.2 %	0.2%
Atsinanana	32.7 %	0.4%	0.1%	0.2%	0.0%	0.5%	3.0%	0.5 %	1.4%	0.0 %	0.0 %	0.0%
Betsiboka	0.0%	2.5%	2.4%	2.3%	0.9%	0.7%	1.2%	3.7 %	2.7%	0.4 %	0.0 %	0.3%
Boeny	0.1%	0.4%	0.9%	1.4%	0.0%	0.1%	0.7%	2.2 %	3.1%	0.6 %	0.7 %	5.0%
Bongolava	1.2%	0.7%	0.6%	1.8%	10.6 %	2.5%	3.0%	3.7 %	1.7%	0.0 %	0.1 %	0.2%
Diana	0.2%	1.0%	0.0%	0.3%	0.7%	0.6%	0.4%	0.1 %	0.7%	0.0 %	0.0 %	0.0%
Haute Matsiatra	13.8 %	2.7%	4.2%	2.0%	0.0%	0.3%	3.1%	7.8 %	2.1%	0.0 %	0.0 %	0.3%
Ihorombe	9.7%	1.6%	8.0%	7.5%	0.9%	1.0%	5.3%	3.2 %	0.8%	0.0 %	0.1 %	0.1%
Itasy	1.8%	0.6%	0.6%	4.4%	0.0%	6.1%	1.0%	1.8 %	1.5%	0.0 %	0.5 %	0.2%
Melaky	1.5%	7.4%	4.4%	2.4%	2.0%	11.4 %	12.0 %	1.3 %	2.4%	0.8 %	0.2 %	0.2%
Menabe	0.4%	0.7%	20.4 %	1.6%	2.2%	3.9%	0.8%	8.5 %	0.8%	0.0 %	0.1 %	0.0%
Sava	0.3%	4.0%	10.7 %	7.7%	1.7%	5.1%	6.9%	2.8 %	5.0%	0.1 %	1.6 %	6.6%
Sofia	0.3%	0.2%	2.7%	6.6%	0.0%	3.9%	1.8%	1.5 %	1.6%	0.0 %	1.2 %	0.1%
Vakinankaratra	16.7 %	0.8%	2.2%	1.2%	5.8%	3.9%	5.3%	1.8 %	1.9%	0.5 %	0.0 %	0.0%
Vatovavy Fitovinany	18.6 %	5.9%	11.4 %	1.1%	0.1%	1.1%	3.7%	0.9 %	3.7%	0.0 %	0.0 %	0.0%

Source : ENSOMD 2013

8. Nutrition, santé, eau et assainissement

Messages clefs

- A Madagascar, la malnutrition est un important problème social et de santé publique et touche une proportion élevée des enfants.
- Ainsi, presque la moitié des enfants de moins de 5 ans (47,3%) souffre de retard de croissance (malnutrition chronique) dont 18,1 pour cent sous sa forme sévère. Ce taux indique une situation critique et a un impact sur le capital humain et les capacités d'apprentissage des enfants.
- La situation de la malnutrition aiguë ou émaciation n'a pas changé depuis 2003 et son taux demeure au-dessus du seuil acceptable de 5 pour cent. En 2012, 8,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë, avec 1 pour cent sous sa forme sévère. Elle n'affecte plus les régions du Sud et Sud Est, mais de nouvelles régions comme Boeny, Vakinankaratra et Atsinanana commencent à connaître ce problème d'émaciation.
- L'insuffisance pondérale affecte 32,4 pour cent des enfants de moins de 5 ans, dont 8,9 pour cent sous sa forme sévère. Le taux a connu une baisse depuis 2003 ; il était de 41,9 pour cent.
- Les pratiques adéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant sont fortement insuffisantes (allaitement précoce, allaitement exclusif jusqu'à 6 mois et introduction de complément adéquat à partir de 6 mois tout en poursuivant l'allaitement maternel). Tous les indicateurs, sauf la durée médiane de l'allaitement maternel, ont connu une baisse importante depuis 2008.
- La couverture vaccinale est insuffisante et s'est légèrement détériorée ces dernières années. En 2012, seulement 35 pour cent des enfants de 12-23 mois ont été complètement vaccinés d'après les informations provenant du carnet de vaccination ; ce pourcentage passe à 51 pour cent quand on ajoute les renseignements fournis par la mère (16% complètement vaccinés).
- La prévalence des maladies est plus élevée qu'en 2008. Ainsi, parmi les enfants de moins de 5 ans, 11 pour cent ont eu des symptômes d'infection respiratoire aiguë (IRA), 11 pour cent de la diarrhée et 14 pour cent de la fièvre pendant les 15 jours qui ont précédé l'enquête. La région de Vatovavy Fitovinany a les prévalences les plus élevées.
- Presque les trois quarts (72,3%) de la population n'ont pas accès à une source d'eau potable améliorée (22,6% en milieu urbain contre 82,3% en milieu rural).
- L'assainissement reste un défi majeur à relever par le gouvernement car seulement 7,1 pour cent de la population ont accès aux toilettes améliorées (24,7% pour le milieu urbain et 3,6% uniquement en milieu rural).

Les informations de cette section sont issues du rapport ENSOMD 2012-2013.

8.1 Statut nutritionnel des enfants

Malnutrition chronique ou retard de croissance (taille pour âge)

Malgré une légère amélioration continue depuis 1992, la situation de la malnutrition chronique est préoccupante car presque la moitié des enfants de moins de 5 ans (47,3%) souffre de malnutrition chronique dont 18,1 pour cent sous forme sévère.⁵⁸

Les régions les plus affectées sont les régions des Hautes Terres : Haute Matsiatra (65,2%), Vakinankaratra (65,2%), Amoron'i Mania (64%). Le milieu rural est le plus touché avec un taux de 48,6 pour cent, contre 39,1 pour cent pour les zones urbaines. Toutefois, la capitale présente une prévalence assez importante à 46,2 pour cent.

Les garçons (50,2%) sont plus exposés à la malnutrition que les filles (44,5%).

Le retard de croissance s'installe tôt, puisque presque un quart (24,5%) des enfants de moins de 6 mois accusent déjà un retard de croissance. Durant les deux premières années de l'enfant, les prévalences de la malnutrition augmentent avec l'âge, avec un pic de 57,6 pour cent pour les enfants de 18 à 23 mois. La situation de ces enfants est particulièrement préoccupante car après l'âge de deux ans, le retard de croissance staturale n'est plus rattrapable.

Malnutrition aiguë ou émaciation (poids pour taille)

Le taux d'émaciation n'a pas changé depuis 2003. L'émaciation touche environ 8,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans, avec 1 pour cent sous sa forme sévère.⁵⁹ Ce taux demeure au-dessus du seuil acceptable de l'OMS de 5 pour cent.

Les régions les plus affectées sont celles de Boeny (12,6%), Atsinanana (11,9%) et de Vakinankaratra (11,9%). Le problème de l'émaciation touchant traditionnellement les régions du sud affecte maintenant les régions des Hautes Terres et du Nord-Ouest.

Durant les deux premières années de l'enfant, les prévalences de la malnutrition augmentent avec l'âge, avec un pic de 13,7 pour cent chez les enfants 12-17 mois. Ces groupes d'âges sont particulièrement exposés aux microbes pathogènes. Les résultats de l'enquête ENSOMD sur les maladies des enfants montrent qu'à l'âge de 6 à 23 mois, le maximum de cas de diarrhée, de fièvre et d'infection respiratoire aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, est observé.

Les garçons (10%) sont plus exposés à la malnutrition que les filles (6,5%).

Insuffisance pondérale (poids pour âge)

L'insuffisance pondérale affecte 32,4 pour cent des enfants de moins de 5ans, dont 8,9 pour cent sous sa forme sévère. Il a baissé depuis 2003. Il était alors de 41,9 pour cent selon l'EDS 2003.

Les régions les plus touchées sont Vakinankaratra (46,9%), Amoron'i Mania (43,9%) et Itasy (43,2%).

⁵⁸ 40% est considéré être un seuil critique en matière de santé publique.

⁵⁹ Il faut noter que la collecte des données a été effectuée pendant la période de soudure

8.2 Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants

Les pratiques d'alimentation et d'allaitement sont des facteurs déterminants de la malnutrition (chronique et aiguë), de la morbidité et de la mortalité des enfants.⁶⁰

En général, à Madagascar, les pratiques adéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant sont fortement insuffisantes.

Ainsi, seulement deux tiers des enfants de moins de 2 ans ont été allaités dans l'heure qui a suivi leur naissance (65,8%). La situation s'est détériorée depuis 2008 quand le taux était alors de 72,4%.⁶¹ La pratique de l'allaitement précoce est très faible dans les régions de Melaky (25,6%) et Menabe (40,7%). La majorité des enfants ont été allaités dans les 24 heures qui ont suivi la naissance (88%).

De même la pratique de l'allaitement maternel exclusif est loin d'être acquise. Ainsi, environ un enfant sur quatre (24,6%) reçoit encore des nourritures pré-lactées dans les trois jours après la naissance. C'est dans la région de Menabe qu'on pratique le plus l'alimentation pré lactée (48%), suivie de Diana (47,5%).

Par ailleurs, la durée médiane de l'allaitement maternel exclusif est à 2,2 mois. Elle est particulièrement courte dans les régions de Sava (0,8 mois), Vakinankaratra (1,4 mois), et Diana (1,5 mois).

La proportion d'enfants 6-23 mois qui ont reçu une alimentation diversifiée est basse (30,9% des enfants de 6-23 mois ont bénéficié d'une alimentation de complément diversifiée), même dans les ménages les plus riches. En particulier, la consommation d'aliments riches en vitamine A ou en fer, par les enfants de 6-23 mois, reste très faible. Ainsi parmi les enfants âgés de 6-23 mois, seuls 46,1 pour cent avaient consommé des aliments riches en vitamine A et 36 pour cent avaient consommé des aliments riches en fer au cours des 24 heures qui avaient précédé l'enquête. Seulement 42,7 pour cent des enfants ont reçu des suppléments de vitamine A.

8.3 Santé des enfants

Taux de mortalité

Grâce aux efforts des pouvoirs publics et des partenaires internationaux et nationaux de développement, la mortalité infanto-juvénile et la mortalité infantile ont fortement baissé depuis la fin des années '90. La mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans) a subi une nette réduction en passant de 159% en 1997 à 62% en 2012. La mortalité des enfants de moins d'un an a connu également une diminution entre 1997 et 2012 passant respectivement de 93% à 42%.

La mortalité des enfants de moins de cinq est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain, avec les taux respectifs de 64% et 39%.

⁶⁰ Les principales recommandations internationales (OMS/UNICEF) sont de : i) mettre l'enfant au sein dans l'heure qui suit la naissance; ii) allaiter l'enfant exclusivement au sein jusqu'à ce qu'il ait l'âge de 6 mois; et iii) introduire des aliments de complément adéquats à partir de 6 mois tout en poursuivant l'allaitement maternel jusqu'à l'âge de 2 ans ou plus.

⁶¹ Résultat de l'enquête EDS

Couverture vaccinale

Seulement 35 pour cent des enfants de 12-23 mois ont été complètement vaccinés d'après les informations provenant du carnet de vaccination; ce pourcentage passe à 51 pour cent quand on ajoute les renseignements fournis par la mère (16% complètement vaccinés).

À l'opposé, 18 pour cent des enfants de 12-23 mois n'ont reçu aucun des vaccins du Programme Elargi de Vaccinations (PEV).⁶² Le reste des enfants (31%) ont été partiellement vaccinés.

La couverture vaccinale a connu une baisse de 11 points par rapport à l'EDS 2008-2009. Elle était alors de 62%. La proportion d'enfants qui n'ont reçu aucun vaccin, a elle augmenté de 5 points.

La couverture vaccinale connaît d'importantes variations suivant les régions. Les taux de couverture les plus bas sont dans les régions de Menabe (23%), Melaky (28%), Androy (31%), Atsimo Andrefana (34%), Anosy (37%), Atsimo Atsinanana (37%), Sofia (40%), Haute Matsiatra (44%).

Principales maladies des enfants

La prévalence des maladies est plus élevée qu'en 2008.

Infection respiratoire aiguë (IRA)

Le pourcentage d'enfants qui ont eu des symptômes d'infection respiratoire aiguë (IRA) pendant les 15 jours précédents l'enquête était de 11 pour cent en 2012, en forte augmentation par rapport à 2008 où la prévalence était de 3 pour cent.

Une proportion importante d'enfants (60%) n'a pas fait l'objet de recherche de conseils ou de traitements auprès des personnels formés.

Sur le plan régional, le pourcentage d'enfants ayant des symptômes d'IRA varie entre 6 et 22 pour cent. La région de Vatovavy Fitovinany possède les taux les plus élevés d'enfants présentant des symptômes d'IRA (22%), suivie de la région d'Androy (15%).

Diarrhée

La proportion des enfants qui ont eu la diarrhée au cours des deux semaines précédant l'enquête était de 11 pour cent (contre 8 pour cent en 2008). Les maladies diarrhéiques, de par leurs conséquences (déshydratation et malnutrition), constituent, directement ou indirectement, une des principales causes de décès des jeunes enfants dans les pays en développement.

La prévalence de la diarrhée est particulièrement importante chez les jeunes enfants de 6-23 mois (18,6%). Il s'agit des âges auxquels les enfants commencent à recevoir des aliments autres que le lait maternel et à être sevrés et commencent à marcher et à explorer leur environnement, ce qui les expose davantage à la contamination par des agents pathogènes.

Dans les régions, la prévalence varie d'un minimum de 4,9 pour cent, dans celle de la Haute Matsiatra, à un maximum de 21,6 pour cent à Vatovavy Fitovinany. Les problèmes diarrhéiques parmi les enfants ont aussi été fréquents dans les régions de Melaky (15.5%), Atsimo Andrefana (15.8%), d'Androy (14%), Analanjirifo (13%), de Menabe (12.9%) et de Diana (12.6%).

⁶² Comprend la vaccination de routine des enfants de moins de 5 ans contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la tuberculose, la rougeole, l'hépatite B, l'haemophilus influenzae B sous forme de pentavalent, le vaccin antipoliomyélitique et le vaccin antitétanique chez les femmes enceintes.

Fièvre

Parmi les enfants de moins de 5 ans, 14 pour cent, ont eu de la fièvre pendant les 15 jours précédents l'enquête (prédominance nette de la tranche d'âges 6-11 mois). La prévalence était de 9 pour cent en 2008.

Dans la région Vatovavy Fitovinany, le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant de la fièvre est maximal (26%).

8.4 Accès aux soins de santé

A Madagascar, moins de 65 pour cent de la population vit dans un rayon de 5 km d'une formation sanitaire et l'utilisation des consultations dans les services de santé de base publics est très faible.

Durant les deux dernières semaines précédant l'enquête, 11 pour cent de la population ont contracté une maladie, principalement la fièvre. Vatovavy Fitovinany, Diana et Atsinanana présentent des taux supérieurs à 15 pour cent.

Environ 38 pour cent des malades avaient consulté un médecin (46,8% des malades vivant en milieu urbain ont effectué une consultation, contre 35,8% pour ceux vivant en milieu rural). Les taux de consultation varient de 23,7 à 50 pour cent. Le taux de consultation est le plus élevé dans les régions Atsimo Atsinanana et Sofia. Près de la moitié des enfants de moins d'un an sont allés en consultation. Dans les régions Atsinanana, Diana, Atsimo Atsinanana et Analanjirifo, ce taux de consultation pour les enfants de moins d'un an dépasse 63 pour cent.

Sur l'ensemble du pays, le niveau de bénignité de la maladie, le problème financier et l'éloignement du centre de soin constituent les principaux motifs de non consultation les plus fréquents. Les individus vivant dans les zones rurales évoquent plus le problème de l'éloignement des lieux de consultation que ceux vivant en milieu urbain.

Soins de santé des femmes

Le taux de mortalité maternelle, quasi stationnaire depuis des dizaines d'années est estimé à 478 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, pour la période 2006-2013.

A Madagascar, une proportion relativement élevée de femmes (82%) bien que relativement stable depuis 2008, a reçu des soins prénatals dispensés par un personnel formé. Mais la part des femmes enceintes qui ont été examinées au moins quatre fois pendant leur grossesse, selon les recommandations, est basse (51% en 2012) et n'a pas vraiment évolué depuis 2009.

Le taux d'accouchements en présence de personnel soignant qualifié est bas et n'a pas évolué ces dernières années. Il était de 44,3 pour cent en 2012.

Parmi les naissances survenues au cours des cinq années précédant l'enquête, 38 pour cent (contre 35% à l'EDS-IV) ont eu lieu dans un établissement de santé (principalement dans le secteur public). Dans 58 pour cent des cas (64% à l'EDS IV), les femmes ont accouché à domicile. Une faible proportion de femmes (0,5 %) a accouché différemment, en cours de route ou sur le site communautaire.

Parmi les femmes qui ont eu une naissance au cours des cinq dernières années, 52 pour cent ont reçu des soins postnatals dans les 48 heures suivant la naissance, conformément aux recommandations.

Dans 10 pour cent des cas, l'examen a eu lieu assez tard, entre 3 et 41 jours. Environ 37 pour cent des femmes n'ont reçu aucun soin postnatal ou l'ont reçu 41 jours après l'accouchement.

Parmi les problèmes d'accès aux soins de santé, figure l'absence de moyens financiers nécessaires au traitement. Cela constitue l'obstacle aux soins de santé le plus fréquemment mentionné par les femmes (68.6%). Les femmes ont déclaré que la distance par rapport au service de santé (42%), la disponibilité de prestataire (37%) et de médicaments (40%) pouvaient limiter leur accès aux soins de santé. En milieu rural, l'éloignement du service de santé constitue un problème pour 47 pour cent des femmes (19% dans les autres villes). Dans 24 pour cent des cas, les femmes doivent se rendre seule dans un établissement de santé.

8.5 Eau et assainissement

Accès à l'eau

Presque les trois quarts (72,3%) de la population n'ont pas accès à une source d'eau potable améliorée. Il existe une nette différence entre le milieu urbain et le milieu rural. Dans les villes, 22,6 pour cent des personnes n'ont pas accès à une source d'eau potable améliorée, contre 82,3 pour cent en milieu rural.⁶³

Cette situation s'est améliorée depuis 2010, passant de 19,6 pour cent à 27,7 pour cent des ménages avec un accès à une source d'eau potable. Cette légère amélioration est due à la mise en place de bornes fontaines, forage/puits et de branchement de particuliers, aux campagnes Information Education et Communication (IEC) et à l'impact du changement climatique qui a affecté les sources d'approvisionnement non améliorée en eau potable.

Mais la situation a évolué de façon différente selon les régions : alors que dans certains régions la situation s'est améliorée (Itasy, Analamanga, Sofia et Antsinanana), dans d'autres, elle s'est détériorée notamment en raison du vieillissement des infrastructures et de l'accroissement rapide de la population (plus de 10 % dans les Amoron'i Mania, Ihorombe et Menabe ; plus de 5 % à Bongolava, Androy et Anosy; et de l'ordre de plus de 2 % pour Vatovavy Fitovinany, Betsiboka et Analanjirifo).

La région Analamanga est la plus privilégiée avec un taux relativement peu élevé de personnes qui n'ont pas accès à une source d'eau potable améliorée (33,7%), contrairement à la Région Vatovavy Fitovinany avec un taux 92 pour cent.⁶⁴

Assainissement

L'assainissement reste un défi majeur à relever par le gouvernement car seulement 7,1 pour cent de la population ont accès aux toilettes améliorées, sur le plan national (24,7% pour le milieu urbain et 3,6% uniquement en milieu rural).⁶⁵

⁶³ Selon la définition de l'enquête ENDSOM. Selon la définition du Ministère de l'Eau des sources d'eau potable améliorées qui est un peu plus large, les résultats d'enquête montrent que 61,1% n'ont pas accès à de l'eau améliorée (12,3% en milieu urbain et 70,9% en milieu rural).

⁶⁴ Consulter le rapport ENDSOM 2012-2013, pour avoir le détail des taux par région.

⁶⁵ Selon les définitions du Ministère de l'eau, 50,1% de la population a accès à un assainissement amélioré.

Sur les 92,9 pour cent de la population qui n'ont pas accès aux infrastructures d'Assainissement de base, améliorées, presque la moitié de la population en milieu rural n'ont pas de toilette, ni de latrines, mais font leurs besoins dans la nature, et ce cas est assez rare en milieu urbain.

La situation se serait très légèrement améliorée depuis 2008 avec une augmentation de 4,3 pour cent.

La proportion de ménages qui utilisent des toilettes améliorées est la plus basse dans les régions d'Androy et Vatovavy Fitovinany, avec des taux respectifs de 0% et de 0,8%. Dans toutes les régions, le taux est inférieur à 10 pour cent sauf dans celle de Boeny (13%) et d'Analamanga (22,9%).

Evacuation des ordures ménagères

Environ 57 pour cent de la population (65,5% en milieu urbain et 17% en milieu rural) jettent leur ordures dans la nature. En milieu urbain, 25 pour cent des ménages brûlent leurs ordures (16% en milieu rural). Environ 13 pour cent enterrent leurs ordures. La dernière forme de gestion des ordures est le ramassage public ou privé des ordures, avec un taux très élevé en milieu urbain (43.7% par rapport à celui du milieu rural : 3.9%).

9. Conclusions préliminaires

L'insécurité alimentaire à Madagascar est principalement causée par un accès insuffisant à la nourriture, qui trouve ses racines dans la pauvreté et la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages.

Par conséquent, l'amélioration de la sécurité alimentaire de la population ne peut se faire sans aborder les problèmes généraux de la pauvreté, surtout ceux qui sont à l'origine de :

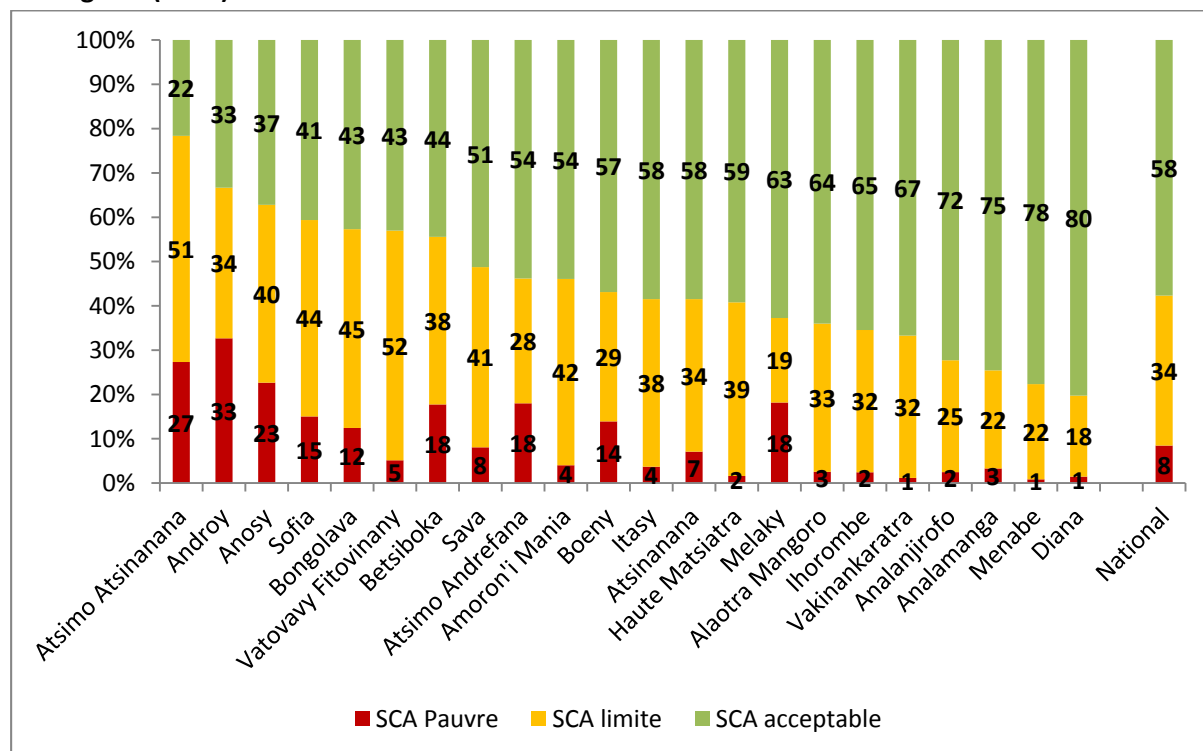
- la fragilité des stratégies de subsistance des ménages, tout particulièrement celles des ménages des petits exploitants agricoles, des ménages à ratio de dépendance élevé, et des ménages de travailleurs journaliers ;
- du faible développement de l'agriculture et de la faible productivité du secteur agricole, faisant des ménages agricoles des consommateurs-nets plus que de producteurs-nets ;
- de la faiblesse générale du niveau d'éducation, surtout en milieu rural ;
- du manque d'opportunité d'emploi et de revenu, et d'accès au crédit ;
- de la dépendance de la plupart des ménages pauvres au marché pour s'acquérir de denrées alimentaires, les rendant victimes des fluctuations des prix ;
- de la vulnérabilité de la population et des communautés aux différents cataclysmes naturels qui frappent de façon récurrente le pays ;
- de la faible capacité de résilience des ménages et des communautés face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les causes de l'insécurité alimentaire sont nombreuses et complexes. Le renforcement de la capacité du pays à pouvoir faire davantage le suivi et l'analyse de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle s'avère nécessaire et est des premiers pas vers des interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire. Il convient d'améliorer le taux de couverture et le ciblage des interventions menées dans le cadre d'assistance alimentaire, de filets de sécurité de protection sociale, et de développement communautaire, pour assurer leur efficacité et efficience.

10. Annexe

Annexe 1 – Distribution des groupes de consommation alimentaire au niveau régional (2013)

Pourcentage des ménages appartenant aux trois groupes de consommation alimentaire au niveau des régions (2013)



Source : ENSOMD 2013

Annexe 2 – Evolution de la production agricole dans les régions

Evolution de la production de riz au niveau des régions (2005-2012)

REGION	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	PRODUCTION (en tonnes)							
Analamanga	278.307	286.660	295.010	252.325	292.700	289.965	234.315	281.178
Vakinankaratra	278.578	286.940	295.290	416.180	485.980	552.335	487.755	585.306
Itasy	203.975	210.090	216.210	227.025	263.350	272.910	299.825	346.081
Bongolava	123.999	127.720	131.440	138.010	160.090	165.910	199.090	238.908
Haute Matsiatra	236.776	243.880	250.980	307.690	356.920	392.575	331.315	366.517
Amoron' I Mania	102.267	105.335	108.400	131.680	152.750	167.340	148.585	162.462
Vatovavy Fitovinany	187.601	190.230	198.860	189.880	236.700	209.315	129.615	143.653
Ihorombe	44.521	45.860	47.190	41.830	48.530	47.540	42.790	41.125
Atsimo Atsinanana	116.119	110.600	123.090	116.935	135.640	127.825	90.765	86.264
Atsinanana	117.486	121.010	124.535	130.760	171.970	169.895	112.185	99.396
Analanjirifo	95.549	95.415	101.280	106.350	124.510	130.315	105.395	119.018
Alaotra Mangoro	435.204	448.250	461.320	470.900	504.900	520.740	425.350	506.810
Boeny	170.685	177.810	180.925	217.110	261.850	272.880	334.000	247.689
Sofia	282.462	292.940	299.410	344.320	416.410	426.670	392.070	383.522
Betsiboka	90.662	92.980	96.100	110.520	131.270	136.945	141.200	141.200
Melaky	52.848	54.430	55.775	64.140	74.405	79.370	65.445	75.474
Atsimo Andrefana	150.443	161.010	159.470	183.390	212.730	217.060	196.300	158.947
Androy	24.705	23.770	26.190	27.400	31.780	32.900	40.710	40.122
Anosy	58.549	62.210	62.060	74.470	86.390	93.310	134.375	94.063
Menabe	85.618	88.100	90.750	104.370	121.070	129.330	139.120	149.736
Diana	104.514	107.650	110.780	99.710	115.660	113.860	94.910	105.792
Sava	151.591	155.040	160.690	159.180	154.830	188.975	155.070	177.387
Madagascar	3.392.459	3.487.930	3.595.755	3.914.175	4.540.435	4.737.965	4.300.185	4.550.649

Source : Ministère de l'Agriculture

Evolution de la production de maïs au niveau des régions (2005-2012)

REGIONS	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Analamanga	9.450	9902	10.289	10.736	11.202	10.705	8.564	8.536
Vakinankaratra	78.034	78.504	79.672	80.504	81.344	81.344	65.075	64.907
Itasy	43.748	44.267	44.359	44.668	44.978	45.012	50.960	52.990
Bongolava	14.784	15.001	15.275	15.527	15.782	15.786	20.521	22.007
Haute Matsiatra	22.664	23.717	24.490	25.458	26.463	25.249	25.249	25.820
Amoron'i Mania	17.242	17.995	18.928	19.832	20.779	19.822	19.822	20.368
Vatovavy Fitovinany	1.930	2033	2.116	2.216	2.320	2.166	1.516	1.478
Ihorombe	4.262	4.516	4.657	4.868	5.088	4.905	4.415	4.463
Atsimo Atsinanana	490	545	605	672	747	874	968	1.088
Atsinanana	6.205	6.688	7.218	7.792	6.730	7.403	5.734	5.709
Analanjirofo	1.578	1679	1.775	1.883	2.055	2.261	1.356	1.354
Alaotra Mangoro	6.945	7.722	8.092	8.745	9.532	10.319	6.116	6.144
Boeni	25.551	26371	27.219	28.093	28.996	31.702	31.702	33.134
Sofia	19.205	19.942	21.112	22.136	23.209	23.319	13.282	12.848
Betsiboka	12.379	13.118	13.715	14.436	15.195	16.722	18.239	19.561
Melaky	5.835	6280	6.644	7.090	7.565	8.115	6.492	6.670
Atsimo Andrefana	65.466	67065	69.207	71.215	56.303	45.043	76.572	82.726
Androy	20.998	22.845	22.781	23.730	22.519	18.015	27.094	29.068
Anosy	6.742	7817	8.074	8.848	9.320	7.619	11.347	12.596
Menabe	18.277	19.479	20.499	21.709	22.991	23.355	21.019	21.647
Diana	6.726	7.243	7.257	7.555	7.876	8.664	9.530	10.126
Sava	2.392	2615	2.783	3.002	2.801	3.517	3.736	4.707
MADAGASCAR	390.903	405.344	416.767	430.713	423.797	411.914	429.310	447.948

Evolution de la production de manioc au niveau des régions (2005-2012)

REGIONS	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Analamanga	163.290	164.362	164.923	166.384	167.881	161.253	177.380	179.992
Vakinankaratra	143.932	144.022	145.371	146.675	147.995	147.995	162.790	166.261
Itasy	141.739	142.656	143.156	144.480	145.781	145.781	160.360	163.787
Bongolava	68.128	68.499	68.839	69.436	70.061	70.061	77.070	78.716
Haute Matsiatra	533.087	536.748	538.417	543.261	548.151	563.540	619.895	636.018
Amoron'i Mania	116.013	116.635	117.173	118.190	119.254	123.653	136.020	139.750
Vatovavy Fitovinany	182.466	183.323	184.290	186.003	187.677	173.733	173.740	172.408
Ihorombe	70.837	71.358	71.546	72.191	72.841	74.010	81.415	83.370
Atsimo Atsinanana	124.818	125.795	126.066	127.234	128.379	107.184	107.620	105.238
Atsinanana	101.411	101.938	102.425	103.325	104.255	114.680	94.805	94.085
Analanjirofo	51.480	51.813	51.995	52.527	53.000	58.300	57.475	58.577
Alaotra Mangoro	126.944	127.795	128.213	129.428	130.593	130.593	93.130	89.119
Boeni	18.250	18.278	18.432	18.611	18.778	19.440	19.435	19.641
Sofia	74.364	74.987	75.108	70.964	71.603	76.577	75.665	75.886
Betsiboka	7.817	7.805	7.895	7.942	8.013	8.814	8.815	8.999
Melaky	23.316	23.461	23.549	23.866	24.080	24.080	24.085	24.216
Atsimo Andrefana	209.107	210.264	211.198	210.243	212.135	193.553	270.980	285.803
Androy	489.376	492.104	494.270	498.715	503.204	478.044	719.750	777.760
Anosy	215.675	217.904	217.832	219.975	221.955	221.955	310.735	332.944
Menabe	18.714	18.845	18.901	19.068	19.240	17.316	17.315	17.107
Diana	10.520	10.539	10.625	10.720	10.817	12.439	13.690	14.325
Sava	72.660	73.350	73.356	53.791	54.275	85.885	93.220	97.306
MADAGASCAR	2.963.945	2.982.481	2.993.583	2.993.029	3.019.966	3.008.886	3.495.390	3.621.309

Source : Ministère de l'Agriculture

Pour lire plus de rapports allez sur:
www.wfp.org/countries/madagascar/publications



vam
food security analysis